

LA RENAISSANCE DU MERCANTILISME

A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Mai 1937, à 14 heures

PAR

Jacques MARCHAND

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants { M. PIROU, Professeur.
M. BAUDIN, Professeur.

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, rue Soufflot

PARIS 5°

—
1937

**LA RENAISSANCE
DU MERCANTILISME
A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE**

LA RENAISSANCE DU MERCANTILISME

A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Mai 1937, à 14 heures

PAR

Jacques MARCHAND

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants { M. PIROU, Professeur.
 } M. BAUDIN, Professeur.

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, rue Soufflot

PARIS 5^e

—
1937

La Faculté n'entend donner
aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



AVANT - PROPOS

Dans le nom de « Mercantilisme » on doit comprendre les croyances et les pratiques de toutes sortes qui ont prévalu du milieu du XV^e siècle au milieu du XVIII^e siècle dans presque toute l'Europe occidentale. Comme l'économie médiévale le mercantilisme ne constitue pas une science et n'est pas, comme le sera plus tard la physiocratie, une construction rationnelle de l'esprit, mais, contrairement à cette économie du Moyen-Age, c'est un système absolument indépendant de la morale religieuse et tendant uniquement vers des fins utilitaires; rien qu'en cela il est déjà une innovation. Le mercantilisme n'est pas qu'une doctrine économique; il englobe toute la vie d'une nation, il est un complexe de tendances au domaine immense et varié. Nul n'a vu plus juste, semble-t-il, que les économistes de l'école historique et surtout de l'école allemande quand ils disent que le mercantilisme renferme l'ensemble des idées que l'on avait de la société de cette époque, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique et social. La partie économique n'est pour cette école que l'un des aspects de la vie sociale de cette époque et même une résultante qui, pour être comprise, exige la connais-

sance des principes directeurs de cette société (1). Le mercantilisme pour la première fois réunit le politique et l'économique.

Du fait même de son expansion dans le temps et dans l'espace, le mercantilisme n'a pas pu se présenter toujours et partout sous une forme identique. C'est pourquoi il est difficile d'en donner une définition claire et succincte. Essayons pourtant de dégager les principaux traits qui le caractérisent généralement.

La croyance chrysohédonique, la croyance en la prééminence des métaux précieux, constitue le fond du mercantilisme. Tous ses autres caractères en découlent. Seuls varient les moyens d'accroître ce stock métallique; c'est ainsi qu'on distingue:

1° Le bullionnisme espagnol qui recherche une action directe sur les métaux précieux en les attirant et en les empêchant de sortir une fois entrés, ceci par un système simpliste de défense et de thésaurisation;

2° L'industrialisme français qui consiste à créer, à l'aide d'un excédent de production et de mesures douanières appropriées, une balance commerciale favorable de façon à ce que le solde en soit nécessairement versé en or ou en argent;

3° Le commercialisme britannique ou hollandais qui, sans comporter forcément une différence marquée avec la forme précédente, vise à l'enrichissement par le trafic et l'échange plutôt que par la production.

(1) Ingram; *Histoire de l'économie politique*, pp. 280 et suiv.

Qu'il revête l'une ou l'autre de ces formes le mercantilisme est toujours étatiste; c'est à l'Etat, et le mercantilisme implique un Gouvernement fort, qu'il appartient de susciter, d'encourager, de défendre, de réglementer et de diriger à l'aide d'un interventionnisme rigoureux dans tous les domaines. On rencontre aussi partout le même principe de l'antagonisme des intérêts nationaux entre eux: ce que l'un gagne, pense-t-on, les autres le perdent. D'où nationalisme, retour sur soi-même, autarchie. D'où enfin cette préoccupation d'une population abondante pour être fort économiquement et militairement.

*

* *

L'objet de cette thèse est de démontrer que l'on retrouve ces tendances, ces préoccupations, du moins dans leurs grands traits, dans notre économie actuelle. Dans son cours d'histoire des doctrines économiques professé à la Faculté de Droit de Paris, Monsieur Baudin clôturait en ces termes son chapitre consacré au mercantilisme: « Concluons qu'en dépit des critiques dont il a été l'objet, le mercantilisme est une doctrine qui, loin d'être morte, renaît à la vie ». Cette idée d'une ressemblance entre le mercantilisme et nos tendances actuelles a donc certes été déjà soulevée, mais la comparaison ne fut jamais que fragmentaire et accessoire, occasionnelle. Nous allons donc nous livrer à cette comparaison d'une façon détaillée dans tous les domaines, en nous appliquant à montrer comment sous des ressemblances de faits et de détails, il existe, ce qui

est encore plus intéressant, des ressemblances profondes d'ensemble, dans les idées, les principes, les aspirations.

Mais, puisqu'une grande loi dans ce monde veut que dans toute thèse il y ait le pour et le contre, que dans toute comparaison on trouve ce qui diffère à côté de ce qui se ressemble, nous trouverons sûrement des divergences entre l'économie politique d'un Colbert et la nôtre. Nous nous proposons de les signaler, sans penser qu'elles puissent nuire à la soutenance de notre thèse. D'ailleurs pour ce qui est des simples divergences de faits et de détails, elles s'expliquent suffisamment par les deux grands siècles qui séparent les deux économies que nous mettons en parallèle. La vie économique d'une nation à l'époque des machines-outils, des transatlantiques, de la T.S.F. et du papier monnaie, ne peut être la même que celle d'une nation du temps des carrosses et des bons louis d'or. Il serait stupide de vouloir découvrir une ressemblance bien ordonnée frisant la similitude. Ne doit-on pas plutôt s'étonner que malgré cette opposition de milieux, il demeure malgré tout tant de traits communs? Si nos prodigieux moyens de communication, si nos navires, nos chemins de fer et nos avions n'ont pas réussi à étouffer ce protectionnisme, cette autarchie, ce nationalisme dont nous parlerons, il faut que ces tendances soient chez nous bien fortes, plus fortes peut-être que chez les mercantilistes entourés de montagnes sans tunnels et de mers immenses.

Notre objet est de comparer objectivement des faits. Il n'est pas de porter un jugement sur le mercantilisme, question controversée mais classique, ni sur l'économie

politique actuelle, question trop vaste et à la discussion de laquelle nous n'oserions prétendre. Il n'est pas non plus de nous prononcer sur l'opportunité de cette renaissance actuelle du mercantilisme; ce qui nous ramènerait fatalement à la question précédente. Notre étude se bornera à établir un parallèle et à montrer que malgré l'évolution perpétuelle et le progrès dévorant de notre civilisation, des idées, des doctrines vieilles et que l'on croyait périmées reviennent à la vie et qu'on les donne pour neuves.

CHAPITRE PREMIER

Industrie et Étatisme

I. — *Corporations de l'Ancien Régime, corporations et ententes industrielles actuelles. — Législations italienne et allemande et projets de loi français.*

II. — *Les différents modes d'interventionnisme direct à l'époque mercantiliste et de nos jours: manufactures, monopoles, sociétés d'économie mixte, participations financières de l'Etat dans les entreprises privées, nationalisation des usines.*

III. — *De l'interventionnisme en général et de son principe chez les mercantilistes et chez nous. — L'organisation de l'économie par les pouvoirs publics et l'intégration de l'économie au politique.*

IV. — *Appendice: l'agriculture.*

I

Dans ce chapitre consacré à l'industrie, commençons par étudier les cadres. Ces cadres sont pour l'Ancien Régime les corporations et pour notre époque moderne les corporations et les ententes industrielles.

Monsieur Paul Pic, dans son traité élémentaire de législation industrielle, définit ainsi la corporation : « C'est
« l'association des artisans du même métier, résidant dans
« la même ville, investie d'un monopole rigoureux de
« fabrication et de vente, monopole résultant de l'homo-
« logation de ses statuts et règlements par la municipalité,
« le seigneur ou le roi ». Pendant la période qui nous occupe ces corporations se sont développées dans toute l'Europe occidentale.

A Florence, où la vie économique est alors très active, les métiers sont groupés depuis fort longtemps; les artisans font leurs règlements, mais trait original et qui mérite d'être signalé, ils les révisent obligatoirement tous les deux ans pour éviter la routine (1).

En Flandre les corporations furent particulièrement actives et florissantes.

En Allemagne (2) les « *Zunften* » renforcent leurs règlements et leurs monopoles au fur et à mesure qu'elles voient grandir leur puissance. Sans résultat, de 1536 à 1594, sept édits, émanant de l'autorité impériale, s'efforcent de leur imposer une police générale. Elles s'emparent du pouvoir municipal. Ce n'est qu'en 1731 que la Diète leur défend de s'assembler sans l'autorisation des autorités locales et qu'on assiste à la création de « *Freimeister* » ou associations de maîtres libres.

En Angleterre (3) l'évolution fut beaucoup plus

(1) Sur les corporations en Italie voir Rodoconachi : « *Les corporations ouvrières à Rome depuis la chute de l'Empire romain* », 1894.

(2) Voir Schönberg : « *Handbuch* », t. II.

(3) Voir Bry : « *Histoire industrielle et économique de l'Angleterre* », 1900.

rapide. Dès 1545 les « *ghildes* » se voient confisquer leurs biens par un acte du Parlement. En 1623 un dernier coup est porté à leur monopole par la création du brevet d'invention ou « *patent* ». D'ailleurs le pouvoir royal s'est toujours efforcé d'imposer sa réglementation propre. (Statuts d'Elisabeth sur l'apprentissage, le compagnonnage, les salaires).

En France au contraire le régime corporatif dura; il vécut en maître puis subit lourdement la domination du pouvoir royal mais fut toujours encouragé par lui.

Laffemas, le plus caractéristique parmi nos premiers mercantilistes, estime déjà comme Colbert le fera par la suite, que l'œuvre à entreprendre dans le domaine industriel exige un mécanisme spécial, toute une administration hiérarchisée qui ne peut se comprendre sans la collaboration des agents royaux, bien sûr, mais encore moins sans celle des corporations. Il veut: 1° l'extension du régime corporatif à tous les métiers et l'interdiction du travail libre; 2° la suppression des corporations inutiles et 3° l'unification des règlements corporatifs. Il préconise la création de « Chambres de métiers », véritables chambres syndicales pourvues des attributions les plus diverses quant au contrôle des ateliers, à la discipline du travail et à la taxation des salaires; il les dote d'une certaine autonomie mais elles demeurent sous le contrôle royal. L'œuvre de Laffemas ne fut point que théorique. Il généralisa vraiment le régime corporatif et couvrit le royaume d'un réseau de chambres syndicales associées au contrôle des fonctionnaires royaux. Enfin l'édit de 1597 rendit obligatoire le système du travail en jurande; mais à cette mesure hârdie et sans doute prématurée la royauté se vit opposer la

force d'inertie et fut obligée de transiger. Et si le travail libre subsista pour une multitude de petits ateliers, il n'en résulta pas moins une extension du corporatisme et surtout une ingérence plus marquée du pouvoir royal dans toutes les entreprises de travail en jurande; c'est lui qui concède aux corporations leurs statuts par lettres patentes. Colbert ne fera que continuer cette œuvre; on pourra dire alors que les corporations subissent la royauté.

Or, après leur déclin général et leur prohibition même parfois, les corporations revivent. « Nous assistons depuis « quelques années », écrit Monsieur Paul Pic (1), « à une « renaissance du régime corporatif sous des formes d'ail- « leurs assez différentes suivant les pays. »

Cette renaissance trouve son expression la plus éclatante dans la loi italienne du 5 février 1934 (2). Celle-ci révolutionne le régime industriel de l'Italie: elle y ouvre l'ère corporative; désormais la corporation règle, discipline, dirige. L'article 8 de cette loi est ainsi conçu: « Outre les attributions et les pouvoirs qui lui sont conférés « par la loi du 3 avril 1926 et par décret royal du 1^{er} « juillet 1926, la corporation élabore les normes pour « le règlement collectif des rapports économiques et pour « la discipline unitaire de la production... » Les termes de ce texte sont vagues, mais on peut en déduire que la corporation édicte de véritables lois impératives pour ses membres, qu'elle tarifie les salaires et qu'elle a le pouvoir de déterminer les quantités à produire, de répartir les commandes entre les usines et même de surveiller l'extension des entreprises existantes ou la création d'entreprises

(1) *Traité élémentaire de législation industrielle.*

(2) Voir J. Lescure: « *Le nouveau régime corporatif italien* ». 1934.

nouvelles. Au premier échelon les corporations comprennent des assemblées paritaires de patrons et d'ouvriers; au sommet on trouve un Conseil National des Corporations. Ce conseil est représenté d'une façon permanente par le « Comité Corporatif Central » qui donne notamment son avis sur la création des corporations. Cette création ne peut avoir lieu que par décret du chef du gouvernement et ce dernier tient en main toutes les nominations.

On assiste en Allemagne, avec le National-Socialisme, à un mouvement aussi important et à une action gouvernementale aussi énergique. Le National-Socialisme veut éliminer la libre concurrence et les fluctuations de prix qu'elle occasionne et l'influence du marché mondial sur le marché intérieur; ceci, concernant principalement les objets ou denrées de première nécessité, s'applique autant à l'agriculture qu'à l'industrie, sinon plus. (Nombreux sont les prix fixes dans le rayon de l'alimentation: *Fest preise*.) Pour parvenir à ses fins le pouvoir central bâtit toute une organisation corporative et rend les cartels obligatoires. La matière est immense et nous nous contenterons d'en rappeler les grandes lignes.

En Allemagne les syndicats ouvriers perdent tout droit de collaboration au travail; leurs membres sont invités à entrer dans une nouvelle organisation essentiellement politique, obligatoire en fait sinon en droit: « Le Front du Travail » (*Arbeit front*). De plus, depuis la loi du 20 janvier 1934, les salariés sont groupés en cellules, encore politiquement. Dans toute entreprise occupant au moins vingt ouvriers, des hommes de confiance, pris dans le personnel, forment avec le chef d'entreprise, un « conseil

de confiance ». Tous ces hommes doivent être rattachés au « Front du Travail ». Nulle part ailleurs le politique, le social et l'économique ne sont aussi étroitement liés.

Assistés de conseils consultatifs d'experts (dont les membres sont recrutés par le Front du Travail parmi les chefs d'entreprises et les « conseils de confiance »), des « fiduciaires du travail » (*Treuhanders*) assurent à l'ouvrier le droit au travail et une juste rémunération et surveillent le congédiement du personnel. Dès qu'il s'agit de fixer les conditions du contrat de travail et en particulier le montant des salaires, le chef d'entreprise voit se substituer à la collaboration des ouvriers, le contrôle, la décision en dernier ressort ou le veto d'un fonctionnaire du Gouvernement.

Quittant le social pour l'économique pur, passons à la loi du 15 juillet 1933 dite « loi sur la création des cartels obligatoires ». Dans l'exposé des motifs, on trouve: « Au cas où un cartel obligatoire sera créé, on prendra soin que dans la politique des prix et dans les autres conditions de vente établies par le cartel, on ne tienne pas uniquement compte des intérêts des entreprises. Il faudra également tenir compte, dans la mesure nécessaire, des intérêts des milieux qui sont touchés par la réglementation du marché et, en particulier, des producteurs et des consommateurs. »

La loi elle-même est ainsi rédigée:

« ART. 1^{er}. — Pour réglementer le marché, le ministre d'empire de l'Economie publique peut grouper les entreprises en syndicats, cartels, conventions ou groupements analogues ou les faire adhérer à des groupements déjà existants, si, compte tenu des intérêts de ces

« entreprises, ainsi que de ceux de l'Economie nationale
« et de la collectivité, cette concentration ou adhésion
« lui paraît indiquée. »

« ART. 2. — Le ministre de l'Economie publique
« prendra les mesures nécessaires à l'exécution de l'art. 1^{er};
« il pourra en particulier:

« 1° Réglementer les droits et les devoirs des adhé-
« rents et autres questions juridiques relatives à ces grou-
« pements;

« 2° Au cas d'adhésion d'entreprises à des groupe-
« ments déjà existants, réglementer les droits et les devoirs
« des adhérents, même en s'écartant des conventions
« existantes;

« 3° Décréter que des modifications ne pourront être
« apportées aux statuts qu'avec son assentiment. »

« ART. 5. — Si les besoins spéciaux d'une branche
« d'économie déterminée paraissent l'exiger, compte tenu
« des intérêts de l'économie nationale et de la collectivité,
« le ministre de l'Economie publique peut prescrire dans
« ce domaine que la fondation de nouvelles entreprises
« ou l'agrandissement des entreprises existantes, ou l'aug-
« mentation de la production de ces entreprises, sera pour
« un temps déterminé, interdit ou soumis à son autori-
« sation. Il peut également, dans les mêmes conditions,
« déterminer le degré d'utilisation des entreprises déjà
« existantes. »

A propos de cette loi, Monsieur Hérisson s'écrie:
« L'Etat s'arroe le droit de déterminer l'activité écono-
« mique. Il est difficile d'aller plus loin dans la voie de
« l'interventionnisme et de l'économie dirigée. La libre

« initiative du producteur, tant en ce qui concerne la
« création d'entreprises que la détermination du volume
« de la production est l'essentiel d'une économie libérale.
« Lorsque cette liberté n'existe plus, c'est qu'on ne croit
« plus que le mécanisme des prix et du taux de l'intérêt
« puisse à lui seul orienter la production, les activités éco-
« nomiques et les capitaux comme l'exige le bien-être de
« la communauté » (1).

Nous rencontrerons par ailleurs des pays comme la France où le seul mot de corporation éveillerait une idée d'oppression insupportable. Nous trouvons là des syndicats, associations différentes de celles qui nous occupent ici comme ayant des buts sociaux et une action sociale; aussi nous ne ferons que les signaler. Tout ce qu'on dira des syndicats, des syndicats français en particulier, s'applique aussi bien aux trade-unions anglais.

Tout patron ou tout ouvrier est libre de faire partie ou non d'un syndicat et s'il y est entré il est libre d'en sortir. Tel est un des caractères distinctifs, fondamentaux du syndicat professionnel et qui les différencie des corporations de l'ancienne France ou des corporations fermées reconstituées dans certains pays d'Europe comme l'Italie. Ainsi notre loi de 1884 a laissé subsister sans modification le principe de la liberté du travail et de l'industrie. Mais, qu'on l'ait voulu ou non, ce caractère libéral de la loi a souvent été gravement méconnu par les faits. C'est l'éternelle histoire des mises à l'index parce qu'on est syndiqué ou parce qu'on ne l'est pas. D'autre part, ce qui nous intéresse plus particulièrement, on assiste de nos jours à une

(1) *Revue politique et parlementaire* du 10 octobre 1933.

tendance vers une syndicalisation générale. On ne parle pas encore de rendre le syndicat obligatoire, mais on en caresse le projet et on agit souvent comme si la chose était faite. Eclate-t-il un conflit? le syndicat est tout-puissant et les pouvoirs publics le traitent précisément comme s'il représentait sans aucun doute possible la complète universalité des membres de l'industrie considérée. Dans presque tous les pays, qu'il s'agisse de syndicats ouvriers, patronaux ou mixtes, l'Etat les encourage, s'appuie sur eux, vit avec eux.

Nous assistons parallèlement, en France notamment, à un mouvement qui n'est à vrai dire ni du corporatisme ni du syndicalisme, mais qui est bien significatif de l'état d'esprit que nous envisageons. Il s'agit d'une solidarité obligatoire uniquement pécuniaire, certes, mais ceci est déjà un grand point, entre les membres de certaines professions fermées. Ainsi une toute nouvelle loi oblige les notaires à verser un cautionnement à un fonds commun répondant de l'insolvabilité d'un de leurs collègues. Des caisses de ce genre existent aussi notamment pour les agents de change et les coulissiers. Signalons au passage que dans ces professions le régime corporatif a toujours existé en ce sens qu'elles sont des professions fermées et assujetties à des règlements spéciaux.

Si maintenant nous examinons dans cette même France les mesures législatives qui ont un caractère nettement corporatif, nous trouvons fort peu de chose. Signalons le décret du 30 juillet 1930 qui oriente notre Conseil National Economique dans le sens du corporatisme; mais il est difficile de voir dans sa création elle-même une manifestation certaine de cette tendance. Signalons encore le décret

du 24 octobre 1932 qui crée des conseillers de métiers qu'on peut considérer comme un premier jalon d'une organisation corporative du métier.

Mais les projets, les aspirations et les vœux ne manquent pas dans le sens du corporatisme.

Dans le discours de Monsieur de Vogüé prononcé à la séance inaugurale du XVI^e Congrès international d'agriculture à Budapest (1), on trouve: « L'Etat seul, par
« son organisation, peut embrasser l'ensemble des problèmes intérieurs et extérieurs. Mais d'autre part, la
« protection et la défense de l'activité nationale exigent,
« pour être efficaces, une connaissance approfondie de
« ses besoins concrets. C'est seulement auprès des corps
« professionnels mandatant des individus, que l'Etat peut
« trouver la compétence qui lui manque. La logique, la
« raison, la nature même des choses lui conseillent donc
« de les associer à son action. »

« L'établissement d'un ordre économique nouveau
« s'impose », déclare à son tour Monsieur le sénateur Hayaux (2). « Toutes les mesures relatives à l'agriculture
« devraient être étudiées obligatoirement par la profession. Mais comme la profession pourrait commettre
« des erreurs et ne pas envisager les questions la concernant sous un angle suffisant, il est nécessaire que les
« projets de loi soient placés dans le cadre corporatif par
« une Assemblée tout indiquée: je veux dire par l'Assemblée des présidents de Chambres d'Agriculture... Ce
« que je dis de la nécessité de l'établissement d'un ordre

(1) *Débats*, n° du 15 juin 1934.

(2) *Le Capital* du 19 juin 1934.

« nouveau en matière agricole s'applique également à
« l'industrie, au commerce et aux professions libé-
« rales » (1).

A la même époque (juin 1934), Monsieur Ramadier dépose un projet tendant à restituer au Conseil National Economique le caractère de Parlement du Travail qu'on avait écarté en 1925 lors de sa création.

Mais de tous les projets de loi, le plus intéressant et celui qui mérite d'être signalé avant tout autre puisqu'il fut voté par la Chambre, est celui de Messieurs Flandin-Marchandeau, sur les ententes industrielles.

« ...À l'assainissement du marché agricole doit cor-
« respondre celui de l'industrie », s'écrie M. Flandin dans son discours du 27 novembre 1934. « Une législation de
« crise sera créée. Elle légalisera et rendra obligatoires,
« pour le temps de la crise seulement et sous certaines
« garanties en faveur des consommateurs, les ententes de
« producteurs tendant à régulariser la production. Un
« comité d'experts décidera, en outre, quelles sont les
« industries qui coûtent plus à la collectivité qu'elles ne
« rapportent et celles qui doivent être protégées... »

« ...À ces multiples entreprises, je désire ouvrir une
« voie légale qui leur permette, dans le cadre corporatif,
« d'adapter la production aux besoins de la consumma-
« tion, et d'écarter ainsi la fabrication à perte, étant
« entendu que pareils accords ne pourront intervenir
« qu'en période difficile... »

L'exposé des motifs souligne « l'urgente nécessité de
« s'attaquer à ce désordre même et non à ses manifesta-

(1) Cf. Nicolle : La Représentation Professionnelle est une nécessité. (*Matin*, juin 1934).

« tions, en vue d'apporter un soulagement véritable aux
« maux dont souffre l'économie nationale », et continue
en ces termes: « D'un mot il s'agit, par un effort de
« discipline et d'organisation professionnelles, de ne pas
« prolonger le paradoxe d'une économie étroitement
« dirigée se superposant à un ensemble de productions
« désordonnées... »

« Le Gouvernement estime dangereux et inopportun,
« après l'évolution qui s'est déjà produite, d'attendre ce
« résultat du seul jeu de la concurrence qui a, dans la
« plupart des branches industrielles, agi complètement
« en faisant disparaître les entreprises reposant sur des
« bases financières incertaines ou audacieuses. L'heure est
« venue de sonner l'arrêt de la lutte sans merci à laquelle
« se livrent les entreprises et, mettant en commun l'effort
« de tous, de sauvegarder le patrimoine économique de
« notre pays. Pour cela il n'est d'autre moyen que l'or-
« ganisation de la production. »

Que peut-on ajouter après ces mots pleins d'éloquence? Il s'agit de substituer à une production anarchique, jugée incapable de répondre aux exigences de l'heure présente, une production rationnelle, organisée, normalisée. Dans tous les pays on rencontre quelque chose d'analogue: les solutions mises en œuvre varient selon le tempérament et le génie propres à chaque nation. Monsieur Flandin prend pour base les accords librement conclus entre industriels; soulignons qu'il insiste particulièrement sur le côté exceptionnel et provisoire.

Le titre in-extenso du projet est le suivant: « Projet
« fixant les conditions dans lesquelles les accords profes-

« sionnels peuvent être rendus obligatoires en période
« de crise ».

L'article 1^{er} pose le principe général: quand une branche industrielle intéresse l'économie nationale, la minorité peut être contrainte aux accords passés par la majorité. Sous la seule condition, stipule l'article 2, que les producteurs adhérant aux groupements représentent au moins les 2/3 en nombre et les 3/4 en production de la branche considérée. Les accords ont des durées limitées, stipule l'article 3, et ne peuvent concerner que les matières suivantes: restriction ou arrêt des moyens de production, adaptation de ces derniers à la situation du marché, stockage des marchandises, limitation des heures de travail, garanties contre le chômage, institution de taxes, émission d'emprunts professionnels...

Le projet prévoit un comité d'arbitrage pour transformer les accords volontaires en obligations pour tous, mais le Gouvernement statue en dernier ressort; le ministre du Commerce contrôle l'exécution. Des sanctions sont appliquées aux contrevenants (dommages et intérêts, amendes, boycottage). La création et le transfert d'entreprises sont évidemment subordonnés à l'autorisation du groupement (1).

Aux Etats-Unis nous trouvons ce qu'on appelle communément « les codes Roosevelt ». L'article 1^{er} de l' « In-

(1) Voir encore la proposition de M. Dommange concernant la réforme de l'Etat. (*Rev. hebdomadaire* du 21 avril 1934. — Boucaud: « Une constitution corporative » dans *le Salut Public* de Lyon du 22 mai 1934.) Cette proposition est à base nettement corporative. Les professions y sont rassemblées dans les corporations groupant respectivement le Capital et le Travail. Ces corporations sont fédérées régionalement et nationalement. Elles contrôleront la profession sans s'immiscer dans la gestion de l'entreprise elle-même.

dustrial Recovery Act », qui n'est lui-même qu'une partie du « *National Recovery Act* », soumet chaque industrie aux prescriptions impératives d'un code dit « de concurrence loyale ». Ces codes sont volontaires en ce sens que ce sont les industriels eux-mêmes qui les rédigent en accords, mais quand ils ne sont pas rédigés dans ces conditions, le Président peut imposer à leur place un code type; de plus quand ils sont rédigés par les chefs d'entreprise, c'est souvent sous la pression des syndicats ouvriers ou du Président. Ces codes ont force de loi et comportent des sanctions pénales ou administratives. Ils ont pour but de remédier à la surproduction, d'assurer une rémunération minimum aux travailleurs et une journée de travail réduite pour lutter contre le chômage (35 à 40 heures par semaine). En définitive le N.R.A. s'attaque aux abus de la libre concurrence et oblige les patrons à reconnaître les syndicats ouvriers et à traiter avec eux.

On assiste en Autriche à un mouvement très prononcé. Il n'est pour s'en convaincre qu'à écouter le chancelier Dollfus; ses intentions sont devenues des réalités: « Nous « constituerons un Parlement corporatif où chaque métier, chaque activité sociale, grande ou petite, puissante « ou humble, sera représentée » (1). « Nous voulons une « représentation populaire », dit-il encore, « mais sous « l'angle corporatif, c'est-à-dire dans des cadres unissant « le patronat au monde des employés et ouvriers au lieu « de les dresser les uns contre les autres dans la lutte de « classes. »

Quant à l'Espagne, la loi déjà ancienne du 26 novembre 1926 y organise aussi le corporatisme. Un décret-loi

(1) Déclaration à la presse étrangère du 17 février 1934.

de septembre 1933 introduit au Portugal un régime analogue sur des bases semblables.

Ces faits établis, mettons en parallèle ce mouvement contemporain et le corporatisme de l'Ancien Régime. Ecartons les syndicats qui ne répondent pas parfaitement à notre sujet, bien que dans les pays qui les adoptent ils tendent à abandonner leurs caractères distinctifs pour se rapprocher des corporations.

Si nous comparons corporations anciennes et corporations actuelles une grosse dissemblance saute aux yeux, la seule, semble-t-il : les corporations actuelles sont plus démocratiques, plus démocratiques dans leurs préoccupations et plus démocratiques dans leur composition. Dans l'ancien régime corporatif les maîtres étaient tout-puissants ; aujourd'hui nous avons tantôt une représentation paritaire des patrons et des ouvriers comme en Italie, tantôt une majorité ouvrière. « L'organisation corporative » est donc, du moins dans sa forme dernière », écrit Monsieur Paul Pic en parlant de l'Ancien Régime (1), « une organisation chrématistique, c'est-à-dire édictée en vue de la richesse à créer, abstraction faite du producteur, et aristocratique. » Aujourd'hui au contraire, les questions concernant le bien-être de l'ouvrier et ses revendications occupent une place fort importante.

Ecartons une objection. Pour le professeur italien Rocco la corporation de jadis servait l'intérêt égoïste du producteur parfois en guerre ouverte avec l'Etat, alors que la corporation fasciste servirait l'intérêt général sous la tutelle de l'Etat. Non ! il ne s'agit pas pour nous de corporation à but égoïste en querelle avec les pouvoirs publics.

(1) *Traité élémentaire de législation industrielle.*

Celle-ci a peut-être existé, mais avant la période qui nous occupe. Nous ne voulons considérer que la corporation évoluée et mercantiliste, la corporation telle que l'a façonnée un Laffemas et telle que la comprenait un Colbert. Et celle-là avait aussi précisément dans l'esprit de ces hommes un but d'intérêt général et ne pensait pas à se mettre en guerre ouverte avec les pouvoirs publics.

Ceci fait, poussons plus avant notre étude. « Si l'on « évoque la corporation de Colbert », écrit Monsieur Les-cure à propos du régime italien (1), « elle ressemble « plus qu'on ne le dit à la corporation nouvelle qui se « borne à n'en être qu'une résurrection. Sans doute l'ins-titution doit être adaptée et transposée: la grande indus-trie ne saurait s'accommoder des mêmes règles que l'arti-sanat. Mais les principes, inspirant et dominant « ancienne et nouvelle corporation, nous paraissent infi-niment voisins les uns des autres. Ici comme là on disci-pline, on réglemente dans l'intérêt de tous: producteurs, « consommateurs et dans l'intérêt national. » Rien de plus significatif à cet égard que les paroles mêmes du Duce. Dans son discours du 14 novembre 1933 Mussolini déclare que la corporation est constituée « en vue de développer la richesse, la puissance politique et le bien-être de la popula-tion italienne ». Une autre fois il écrit: « La corporation est une catégorie de la production qui se contrôle elle-même en tenant compte de l'intérêt général qui de toute façon est déjà sauvegardé par l'intervention de l'Etat ». Ainsi de même, la royauté française encouragea, guida, façonna le régime corporatif pour l'intérêt de tous.

(1) *Op. cit.*

De plus, que ce soit du temps de Colbert ou maintenant, les pouvoirs publics, en favorisant ou en imposant ce régime, ont la même pensée et le même but. Ils croient que l'industrie nationale ne peut prospérer que grâce à un organisme réglementatif et coordonnateur. La même crainte des individualismes divergents les inspirent. Disons aussi qu'on trouve des deux côtés le même souci des Gouvernements forts de tout hiérarchiser et ordonnancer rationnellement. Si cela s'applique plus particulièrement à ce qu'on appelle proprement les corporations, les syndicats, et notamment les syndicats français, occupent une place au moins aussi importante quant à ce désir commun qu'ont les pouvoirs publics de trouver devant eux, au lieu d'un éparpillement de force, une organisation solide avec laquelle ils puissent avoir des rapports directs. Le décret du 30 juillet 1930 répond bien à tous ces besoins quand il étend la compétence du Conseil National Economique en ce qui concerne l'étude, la préparation et le règlement des problèmes intéressant la profession. Et il a pour but en particulier d'aider le Gouvernement à poursuivre sa politique de collaboration à laquelle il est très attaché, en substituant aux consultations anarchiques des divers groupements intéressés, la consultation unique d'un organisme de coordination.

Entre le régime de notre ancienne France et le régime contemporain de certaines nations, et tout particulièrement de l'Allemagne et de l'Italie, existe encore une analogie. Ici comme là, l'Etat se sert de la corporation en vue de sa propre puissance. Elle est pour lui un instrument destiné à fortifier son pouvoir; elle est enfin et surtout un

moyen de régner en maître sur la production. Car alors la corporation est un jouet entre les mains des pouvoirs publics; ils la provoquent, ils la réglementent. Et ce système, partout où il existe, ne va pas sans un Gouvernement autoritaire et sans un socialisme d'Etat très poussé, car tout ceci est indissoluble.

II

Le mercantilisme comprend une intervention directe de l'Etat dans la production industrielle. La manufacture en est la forme la plus caractéristique. Parmi toutes les entreprises privilégiées, la manufacture est celle qui subit le plus fortement la tutelle royale, mais elle n'est pas à proprement parler à la charge de l'Etat. Les lieux sur lesquels elle va exercer son activité sont un don du roi, le plus souvent au contraire elle est obligée d'édifier à son compte ses ateliers. L'Etat lui fait des prêts pour subvenir à ses premiers besoins et surtout suscite par son action les apports de capitaux particuliers; il exerce une pression tantôt sur les financiers, tantôt sur les grands bourgeois marchands, soit par l'appât des bénéfices, soit par l'appât d'honneurs de toutes sortes. La manufacture est dotée de privilèges économiques: presque toujours elle possède un véritable monopole de fabrication et de vente. D'autre part ses produits sont favorisés à l'intérieur par des droits protecteurs y grevant à l'entrée les objets manufacturés étrangers; elle importe des matières premières exemptées de droits et exporte en franchise ses produits ouverts. Enfin la plupart du temps elle n'est pas soumise aux règles

strictes du régime corporatif et on la protège efficacement contre les empiétements des corps de métier. En contrepartie elle est sous la surveillance étroite du pouvoir central qui détermine le nombre d'ouvriers qu'elle doit employer, s'enquiert des salaires, impose des règlements de fabrication spéciaux dont la minutie doit garantir la qualité de la fabrication et fixe parfois les prix de vente.

Dans la première moitié du XVII^e siècle, avant même l'avènement de Louis XIV, on assiste à la création de 260 manufactures des plus diverses. Les six corps des Marchands de Paris constatent un relèvement de notre commerce extérieur; vers 1650, dans nos exportations vers la Hollande qui se montent à 80 millions de francs, nos produits fabriqués entrent pour une part de 62 millions. Là où il veut stimuler la fabrication ou lui donner un modèle, là où une industrie de luxe peut concourir à développer le prestige français à l'étranger, le pouvoir royal crée une manufacture. On ne peut ici que donner quelques exemples entre cent autres. Henri IV organise à Paris une manufacture d'or filé; il crée à Paris, à Tours et à Lyon des manufactures de tapisserie; à Rouen, Mantes et Troyes des manufactures de toiles fines; à Marseille, Paris et Rouen des savonneries industrielles; à Nevers, Nantes et Rouen des manufactures de céramique. Deux essais infructueux de fabrication de glaces et de miroirs ne découragent pas le roi. Les verreries royales ne se comptent plus (Nevers, Melun, Paris, Lyon).

Plus tard Colbert s'adonnera à cette tâche avec ferveur et chaque nouvelle manufacture sera sa création personnelle, « sa manufacture ». Il détermine lui-même son emplacement, sa nature, estime ses chances de réussite;

cherche lui-même un entrepreneur, un chef digne d'elle, il s'ingénie à lui fournir des capitaux, du travail, des débouchés et même des matières premières à bon compte. Il entend en revanche la réglementer sévèrement.

« Parmi les industries privées », écrit Monsieur Boissonnade (1), « un certain nombre sont favorisées par l'octroi de privilèges de diverses natures: juridiques, fiscaux, économiques, aussi bien que par des subventions financières et des commandes. Un plus grand nombre encore sont l'objet de mesures protectionnistes sans recevoir de privilèges spéciaux. » Ajoutons qu'en revanche ces mêmes industries privées sont l'objet d'une réglementation rigoureuse, car faveurs et tutelle marchent de pair. Ainsi les forges sont soumises à une autorisation par lettres patentes; en retour l'Etat leur garantit une certaine quantité de commandes et leur facilite souvent le ravitaillement en eau. L'octroi de lettres patentes permet encore aux verreries et ateliers de céramique de s'approprier le produit de coupes régulières de bois provenant des forêts royales. Par divers édits le roi se réserve d'accorder ou non les autorisations d'imprimer. Il organise la Chambre Syndicale des libraires, imprimeurs et relieurs de Paris (1617-1618). Pour faciliter la surveillance des agents royaux on va jusqu'à prescrire aux libraires un quartier spécial dans chaque ville et on s'efforce de réduire leur nombre. Tout cela est compensé par l'octroi de nombreux privilèges. Les gens de théâtre sont de même l'objet d'encouragements et de protection; par contre ils sont soumis à autorisation et payent une redevance spéciale. La production de la soie et la culture du mûrier sont l'ob-

(1) Boissonnade: *Le Socialisme d'Etat*.

jet de larges subventions, car chaque année 3 à 6 millions d'écus sortent du royaume pour payer nos importations de fils de soie; Louis XIII, sous la pression de Montchrétien, va jusqu'à exiger que chacune des 36.000 communes de France entretienne une pépinière de mûriers. On prohibe l'importation de l'indigo pour protéger l'industrie du pastel, en pleine régression mais bien nationale. Les entreprises de transports qui demeurent privées (chaises, carrosses) reçoivent des privilèges, surtout à Paris. Les mines connaissent le régime de la concession et même en plus d'un contrôle rigoureux, l'obligation d'exploiter dans le mois de la concession. Partout la royauté en suscite l'exploitation à grands frais. Henri IV et Sully créent l'Administration royale des mines. L'Etat a la propriété éminente de toutes les mines du royaume et perçoit un droit de 1/10 ou plus sur leur exploitation. Henri IV soumet à l'agrément du pouvoir royal la concession des eaux thermales et crée la « Surintendance générale des bains et fontaines minérales de France »; dans chaque province on trouve « un intendant des bains et eaux minérales et médicinales ».

L'Etat use souvent d'une intervention encore plus directe: il se réserve des monopoles. « Aux seuls souverains » proclame l'édit de décembre 1601, « appartient le pouvoir de faire fondre artillerie, rechercher salpêtre, composer poudres. » De même que le droit de réglementer le commerce des matières premières nécessaires aux fonderies, le pouvoir royal se réserve le trafic, la fabrication et la détention des canons, boulets, affûts et toutes armes de guerre. L'Etat a ses fonderies notamment à Paris, à Orléans, à Marseille et dans de nombreuses villes fron-

tières. Richelieu crée de 1627 à 1631 trois grandes fonderies destinées spécialement à la marine (Le Havre, Brest, Brouage) et organise en véritable industrie d'Etat les constructions navales de guerre. En 1628 apparaît l'Intendance générale des salpêtres. L'Etat s'attribue la direction des industries de caractère à la fois artistique et industriel; tout ce qui peut servir le prestige de la France est jalousement contrôlé mais aussi largement encouragé; l'Etat dote ces ateliers d'art de l'outillage nécessaire, loge et entretient lui-même les ouvriers artistes. Enfin il se réserve le monopole des transports publics à grande distance.

Transportons-nous maintenant à l'époque actuelle.

Il n'y a plus de manufactures, ou celles qu'on rencontre encore à caractère purement artistique ne sont plus d'aucune importance économique. Mais nous connaissons aujourd'hui un système beaucoup plus souple qui est en quelque sorte l'intermédiaire entre nos anciennes manufactures et les subventions de l'Etat accompagnées du contrôle royal. Le pouvoir central ne crée pas, mais il vient en aide, mais il ne se contente plus de contrôler, il est devenu un véritable associé. Nous voulons parler de ce qu'on appelle couramment « les sociétés d'économie mixte ». Celles-ci consistent à associer, en vue d'entreprises d'intérêt général, les ressources publiques provenant de l'impôt et les capitaux privés. L'Etat subventionne toujours, mais qu'était-ce que la réglementation de l'Ancien Régime à côté de son ingérence d'aujourd'hui? Reportons-nous pour nous en rendre compte au décret du 30 octobre 1935 « organisant le contrôle de l'Etat sur les sociétés, syndicats et associations ou entreprises de toute nature

« ayant fait appel au concours financier de l'Etat ». Monsieur Pierre Laval dans son rapport s'exprime en ces termes: « En vue d'exercer la surveillance indispensable de
« l'Etat sur les groupements dont il s'agit, le présent
« projet prévoit que des postes d'administrateurs seront
« tout d'abord réservés à l'Etat toutes les fois qu'il aura
« fait des apports en capital. D'autre part le contrôle permanent de la gestion financière de ces sociétés sera assuré
« par des agents chargés du contrôle financier et une
« commission spéciale. Enfin il est prévu un compte d'ordre des participations de l'Etat ».

Qu'il nous suffise de donner quelques exemples. En octobre 1932 est constituée la Compagnie nationale du Rhône; celle-ci vise à l'amélioration de la navigation et de l'irrigation du fleuve et à son aménagement hydro-électrique.

La loi du 11 décembre 1932 sur l'aviation marchande associe l'Etat à l'exploitation de notre réseau grâce à une entente avec la Compagnie « Air France ». Une entente du même genre est aussi passée avec la Compagnie Générale Transatlantique. Une autre avec la Compagnie Française des Pétroles.

A côté de la société d'économie mixte proprement dite, nous trouvons la simple participation financière de l'Etat dans les entreprises privées; mais la distinction n'est pas toujours facile à effectuer, toute participation financière comportant automatiquement une ingérence plus ou moins marquée.

Comme services de l'Etat ayant pris des participations, citons les Chemins de fer de l'Etat et ceux d'Alsace-Lorraine, les Mines Domaniales de la Sarre, les Mines

Domaniales de Potasse d'Alsace (1), l'Office National de la Navigation (dans les sociétés qui exploitent les voies navigables).

Dans la force hydro-électrique, les participations en capital sont particulièrement nombreuses; l'Etat joue le rôle d'animateur: « Union hydro-électrique à Eguzon », « Société de régularisation des Forces Motrices de la Vallée de la Romanche » ou « S.R.F.M.V.R. » (6 millions sur 12), « Union hydro-électrique armoricaine », « Société Financière pour l'Industrie » ou station marémotrice de l'*Aber Vrac'h* (10 millions sur 25). De plus de nombreux prêts ont été accordés; ainsi la « Société hydro-électrique de la Diège » a reçu 3,5 millions en obligations 3,5 %. Ici l'Etat ne fait que prendre des intérêts; quant aux entreprises de transport d'énergie électrique il prend au contraire l'initiative de leur constitution. Les décrets des 25 avril et 17 mai 1931 sont venus fixer les conditions de la représentation des départements, des communes et établissements publics dans les conseils d'administration des sociétés concessionnaires.

Ces participations ou ces sociétés d'économie mixte sont d'une création récente. Au contraire les monopoles d'Etat n'ont jamais cessé d'exister; mais on assiste de nos jours à une tendance très marquée à étendre leur domaine vers des genres d'activité réservés jusque-là à l'industrie

(1) Ainsi ces dernières ont acquis le contrôle des sociétés qui assurent la vente et l'utilisation des potasses pour la fabrication des engrais: elles possèdent 70 % du capital de la Société commerciale des Potasses d'Alsace, de la Société de Potasses et Engrais chimiques, de la Société d'Etudes pour la fabrication des engrais chimiques. D'autre part elles ont acquis des intérêts dans certaines compagnies concurrentes (Mines de Potasse de Blodelsheim, Société Potasas Ibericas).

libre. D'autre part, la création récente de nos « offices » constitue un nouvel interventionnisme d'un genre un peu spécial.

La question des monopoles des alcools, des pétroles et des assurances (ou tout au moins des réassurances) a souvent été agitée par le parti socialiste, en décembre 1932 notamment et tout récemment. Si ces monopolisations n'ont point encore abouti, la chose mérite d'être signalée comme bien significative d'une tendance générale. Ainsi, par exemple, au projet Klotz sur le pétrole qui conférait à l'Etat un monopole d'importation et un droit de contrôle de la vente, les lois des 10 janvier 1925 et 30 mars 1928 ont substitué un régime de liberté, mais de liberté contrôlée. De plus la loi du 14 avril 1932 autorise les préfets à fixer des prix limites de vente dans leurs départements. Quant aux mines (voir les lois des 9 février 1930 et 28 juillet 1927) la diminution de la durée de leurs concessions et l'aggravation du contrôle des pouvoirs publics font présumer que l'on n'est pas très éloigné du jour où l'on verra l'Etat s'adjuger leur propriété et se charger de leur exploitation. Enfin le succès des récentes expériences de valorisation du café pratiquées au Brésil (1) et qu'on peut prendre comme exemple, est fait pour inciter les Gouvernements à pratiquer le monopole d'achat et de vente pour agir sur les prix.

Nous laisserons de côté la question des régies communales. Bien que le décret du 17 janvier 1930 vienne en développer le principe et accroître la liberté des communes, il n'y a là absolument rien de nouveau. D'ailleurs la régie communale ne répond pas entièrement au principe mer-

(1) Voir Clerget : Les récentes expériences de valorisation. *Quest. pratiques*, 1910-1924.

cantiliste d'interventionnisme de l'Etat en ce sens que la commune n'est pas le pouvoir central et qu'elle peut y échapper; c'est ce qui fait sans doute que nos anciens rois ne s'en soient guère préoccupés. Disons simplement qu'en grande partie à cause de la jurisprudence restrictive de notre Conseil d'Etat, la régie communale est beaucoup moins développée chez nous que chez nos voisins (1).

Les offices sont des corps autonomes de l'Etat qui répondent à des buts les plus divers: services publics, commerce ou industrie. Ils se distinguent des sociétés d'économie mixtes souvent par leur genre d'activité et toujours par ce fait qu'ils ne comprennent que des fonctionnaires de l'Etat dont ils sont une émanation directe. La plupart des offices ne jouent qu'un rôle administratif. Ceux qui nous intéressent ne comportent pas forcément un monopole; il en est ainsi de l'office industriel de l'azote. Les plus nombreux d'entre eux ont des buts commerciaux qui les situent en dehors de ce chapitre.

Enfin tout récemment l'Etat a entrepris ce qu'on appelle la « nationalisation » des industries de guerre. Ce mode d'intervention est à la fois le plus original et le plus significatif, aussi nous allons l'examiner un peu plus en détail.

L'article 1^{er} de la loi du 11 août 1936, dite loi sur la nationalisation de la fabrication des matériels de guerre, est ainsi rédigé:

(1) Sur les régies communales:

En Allemagne, v. Fischer: « La socialisation en Allemagne » et Giterman: « L'action collective contre la crise du logement en Allemagne » (*Ann. de l'écon. collective*, janvier-mars 1926).

En Autriche, v. Freundlich. *Ann. de l'écon. collective*. 1927, 305.

En Suisse, v. Giterman. *Ann. de l'écon. collective*. 1927, 326.

« Avant le 31 mars 1937 des décrets, pris en Conseil
« des ministres, sur la proposition du ministre de la
« Défense nationale et de la Guerre, du ministre de la
« Marine ou du ministre de l'Air, pourront prononcer
« l'expropriation totale ou partielle des établissements se
« livrant à la fabrication ou au commerce des matériels de
« guerre... »

Ce mouvement en est à son début; seule à l'heure actuelle a fait l'objet d'un vote la loi sur la nationalisation des industries aéronautiques de guerre; la nationalisation des usines de moteurs doit suivre sous peu.

Le système consiste à grouper les usines de construction aéronautique visées en Sociétés Nationales (on en compte cinq). Ces dernières réunissent les usines d'une même région dans le but de favoriser une mobilisation industrielle éventuelle. Les usines étant groupées territorialement, on constitue une société provisoire de gérance du groupe (au capital de 100.000 francs) puis on procède à l'évaluation de l'actif de ces groupes de façon que l'Etat puisse s'en rendre acquéreur pour les deux tiers et constituer son apport dans les Sociétés Nationales. Dans chaque société, l'attribution à l'Etat des deux tiers des actions lui assure le contrôle du conseil d'administration et il y possède ses administrateurs-délégués.

Un comité est créé pour coordonner l'action des diverses sociétés nationales. Il comprendra notamment un service financier qui déterminera la répartition des crédits pour l'exécution des marchés, un service de recherches, un office de vente à l'étranger et un service de presse chargé de la vulgarisation aéronautique et de la propagande.

Par crainte de stériliser l'esprit de création, on adopte quant aux bureaux d'étude, une solution mixte comportant des bureaux d'étude nationalisés à l'intérieur des Sociétés Nationales et des bureaux d'étude indépendants ayant le droit de construire des prototypes à leurs risques et périls, ou dans certains cas particuliers, sur marchés de l'Etat.

Ajoutons pour terminer que cette nationalisation est obligatoire; seuls les constructeurs n'ayant pas demandé la licence de fabrication de matériel de guerre pourront garder leur indépendance tant qu'ils ne construiront que des appareils civils.

Il serait inutile et fastidieux de passer en revue toutes les sortes d'intervention directe pratiquées actuellement par tous les Etats du monde. Elles se ressemblent partout. Ainsi en Allemagne, où elles ont pris un développement remarquable, notre société d'économie mixte trouve son équivalent dans la « société holding » dont l'Etat possède toutes les actions et nomme le conseil d'administration. Remarquons que ces sociétés ont eu pour but particulier de favoriser la formation rapide d'un stock de matériel de guerre. D'autre part l'Etat a dans ses mains 60 % de la production de l'énergie électrique et de sa distribution, possède la majeure partie des intérêts dans toutes les sociétés se rapportant à l'azote, la navigation et les constructions navales (au début de 1932 le groupement Hapag-Lloyd a dû lui abandonner la majorité des sièges de son conseil d'administration). L'Etat possède encore des intérêts dans le cuivre, le plomb, l'aluminium; il est maître absolu de l'extraction du pétrole — et toutes ces matières premières sont indispensables à l'armement — et

sa puissance bancaire le fait intervenir plus ou moins dans toutes les industries.

Les faits étant ainsi exposés, le rapprochement se fait de lui-même entre l'interventionnisme mercantiliste et le rôle joué par l'Etat dans notre économie moderne. D'un côté on trouve la manufacture, la subvention et la réglementation; de l'autre la société d'économie mixte, la participation financière et la société nationale. La forme seule diffère. La structure de la société moderne à gros capitaux se prête parfaitement à cette association des pouvoirs publics; aussi c'est le plus souvent sous cet aspect que se manifeste l'interventionnisme moderne. Ce système est plus souple, convient mieux aux grosses industries et ménage apparemment d'une manière plus satisfaisante les situations acquises. Moins brutal, il est pourtant plus efficace que la subvention accompagnée de réglementation; il aboutit à faire de l'Etat un industriel. Quant aux monopoles, nombreux sous l'Ancien Régime, on assiste actuellement à un mouvement qui tend à élargir leur domaine vers des industries à caractère purement privé dont on n'aurait jamais pensé, il y a quelques années, qu'elles dussent y être soumises.

L'esprit qui inspire ces innovations n'est pas différent de celui qui inspirait les mercantilistes: l'initiative privée est dans certains cas impropre à répondre aux besoins de l'intérêt général. Parfois aux efforts anarchiques de la libre concurrence, on doit substituer l'action unique et rationnelle de l'Etat. Parfois les activités individuelles ont simplement besoin d'être suscitées, encouragées et dirigées. Enfin parmi ces activités, il en existe qui sont purement d'intérêt général, nécessitent un aménagement coûteux et

de longue haleine et ne peuvent prétendre à des bénéfices; là l'initiative privée est défailante et c'est aux pouvoirs publics de la remplacer. Parfois encore se fait jour une autre préoccupation, toute spéciale il est vrai, mais bien mercantiliste: Richelieu comme on l'a vu monopolise la fabrication des poudres et des armes de guerre, notre Etat moderne « nationalise » les industries de guerre. Ici comme là on trouve la même idée d'organisation rationnelle de la défense nationale sous le contrôle direct d'un pouvoir unique en vue d'une mobilisation éventuelle.

III

Nous venons de passer en revue les divers modes d'interventionnisme direct. Il nous reste à dire quelques mots du rôle du pouvoir central en général, de ses interventions moins ostensibles et du principe interventionniste lui-même.

« Sur quelques points », écrit Monsieur Boissonnade (1), « Montchrétien insiste avec plus de force que « ses prédécesseurs, notamment sur le rôle que l'Etat doit « assumer dans l'organisation de l'enseignement technique, dans la sélection des éléments étrangers associés « à l'œuvre nationale, et dans la genèse des inventions. » Henri IV organise au Louvre de véritables écoles professionnelles et connaît même la diffusion par la presse. Le pouvoir royal protège et encourage toujours les inventeurs et agit sur les capitalistes dans les limites du possible pour qu'ils apportent leur argent. On attire en

(1) *Op. cit.*

France les maîtres étrangers et les plus habiles ouvriers par des privilèges de toutes sortes. Ils doivent faire bénéficier l'industrie française de leurs connaissances; si au contraire ils la desservent par quelque usurpation de secret de fabrication, ils subissent des châtimens redoutables. On encourage la noblesse à s'intéresser à l'industrie, tout au moins par des apports de capitaux.

Laffemas se montre le premier grand instigateur de la réglementation à outrance; celle-ci pourtant demeure éclairée et semble comme chez Colbert être surtout éducatrice et plus ou moins provisoire. Lui-même en 1597, puis son fils en 1603, préconisent la création de « Bureaux de Manufactures » ou chambres d'arts et métiers, chargés de stimuler la production, du maintien des statuts et des réglemens et surtout de l'arbitrage obligatoire des conflits industriels. Mais ces créations de corps constitués élus se heurtent à la suspicion de la royauté et des officiers de justice. C'est pourquoi le Conseil d'Etat demeurera longtemps le grand organe économique du royaume et jusqu'à Colbert on souffrira d'une certaine dispersion entre les activités de la Chambre des Comptes, de la Cour des Monnaies, du Grand Conseil et des Parlements. D'autre part le manque d'organes provinciaux se fera parfois sentir. Pour y remédier Colbert donnera des attributions économiques aux intendants ou commissaires départis. Malgré certains échecs, il y eut donc de la part de la royauté un souci constant de direction et de coordination des forces économiques nationales. C'est cette direction et cette coordination que Colbert assumera à lui seul et celles-ci, chaque fois que le chef du gouvernement sera habile et fort, n'auront pas à souffrir de l'insuffisance relative des organismes spéciaux.

Le souverain de l'Ancien Régime n'hésite pas à imposer à ses sujets ses vues, « descendant », nous dit Monsieur Arnauné (1), « aux plus petits détails avec une « sollicitude de père de famille, parfois naïf, toujours « autoritaire ». On aboutit sous Colbert à une réglementation excessive (industrie textile) entraînant l'institution de peines draconiennes. De 1666 à 1683, 44 règlements et instructions sont élaborés. Pour les faire respecter on crée tout un corps de fonctionnaires qui, sous le nom d'inspecteurs et de commis des manufactures, ont mission de contrôler la fabrication, de relever les délits et de marquer les produits pour en permettre l'exposition et la vente. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point dans le chapitre suivant consacré au commerce. L'Etat doit avoir, écrit Montchrétien, « l'œil ouvert et l'oreille alerte ». Aussi le domaine de l'activité royale est-il immense.

« Forte de la conscience de sa soumission et de l'adhésion de l'opinion publique », déclare Monsieur Boissonnade (2) « la royauté essaie donc de réglementer la production industrielle sous ses diverses formes et d'élaborer une réglementation qui s'appliquera à tout le « royaume sous la surveillance des officiers royaux. »

En effet le principe de l'intervention royale est unanimement admis et on ne songe pas même à le discuter. « C'est un devoir pour les princes », s'écrit Montchrétien, « de mettre bon ordre dans la fabrique, d'établir une « bonne police des artifices et manufactures, de dresser des « règlements par lesquels ils puissent accommoder et enri-

(1) « *Le commerce et les tarifs de douanes* ». Paris, 1911.

(2) *Op. cit.*

« chir le public. » On va même beaucoup plus loin. Pour certains, il y aurait lieu de distinguer du travail agricole libre, le travail de manufacture ou d'atelier qui serait un droit régalien et domanial qu'il appartiendrait au roi de concéder d'après son bon plaisir. Des Cilleuls qui a approfondi la question nous montre comment Le Trosne notamment (1) accrédita cette idée en se basant sur un certain édit de 1583 de Henri III qui aurait affirmé que le droit de travailler était un droit royal et domanial. Or, cet édit n'a laissé aucune trace. Il nous déclare que Henri III a seulement réuni au domaine des droits fiscaux antérieurement perçus par le roi des merciers pour certains commerces. « Ainsi », ajoute-t-il, « la prétention que Le Trosne « réproouve sans l'avoir comprise, se serait réduite à percevoir comme domaniale une redevance dont antérieurement profitait un officier. » De cet édit il faut encore rapprocher celui de 1571 de Charles IX, enlevant aux baillis et sénéchaux le pouvoir d'autoriser la traite des blés et le revendiquant comme royal et domanial. S'agissant de Colbert, Monsieur Rambaud (2) donne une explication un peu spéciale et toute différente. « De même », dit-il, « que « la loi moderne sur les brevets d'invention dépossède très « réellement le public de son droit d'inventer et « d'exploiter ses inventions, ainsi Colbert accordait aux « créateurs de manufactures des privilèges qui prévenaient « et empêchaient la concurrence. L'idée d'un monopole « régalien du travail », conclut-il, « ne saurait donc être « invoquée par Colbert. »

(1) « *De l'Administration provinciale et de la réforme de l'impôt* », 1779.

(2) *Histoire des doctrines économiques.*

Nous n'avons pas ici à nous prononcer ni à savoir si le droit au travail industriel était vraiment en doctrine domanial et régalien. Les mercantilistes ne s'embarrassaient pas de doctrines. Mais le fait même que l'idée en puisse être émise et la pratique de la royauté sont suffisamment significatifs. Et nous nous bornerons à cette conclusion que si jamais le roi ni l'Etat n'ont émis textuellement cette prétention, il n'en est pas moins vrai que subconsciemment l'idée en devait être admise, que la royauté a agi comme si ce droit existait réellement et qu'en tous cas il était compris dans toute cette intervention.

Ce droit étant admis, pourquoi le pouvoir central en use-t-il; pourquoi y tient-il tant? Parce que tout le monde à cette époque est convaincu de l'opportunité d'une telle intervention. Tous les rois et tous leurs hommes d'Etat sont de bonne foi en invoquant l'intérêt général. Or l'intérêt général est de faire de la France une usine. Le monde économique est mû par l'intérêt personnel comme le pense déjà Montchrétien, mais d'autre part, comme le fait remarquer Dupont-White (1), le caractère français n'est pas tel que l'appât du gain suffise à l'entraîner vers la grande production; il lui faut l'impulsion étatiste. Or c'est précisément dans cette abondance des utilités produites que résident la toute-puissance et la richesse nationales; l'augmentation du nombre des habitants est une chose fort désirable certes, mais le progrès de l'industrie tend au même résultat (2). Le point de vue utilitaire est toujours la raison d'être de tout ce système. « Il faut », dit Colbert au roi, « réduire toutes les professions de vos sujets à celles

(1) Voir « *L'individu et l'Etat* ».

(2) Voir notamment Melon: « *Essai politique sur le commerce* ».

« qui peuvent être utiles. Celles-ci sont l'agriculture, la « marchandise, la guerre de terre et de mer. Si Votre « Majsté peut parvenir à réduire tous ses peuples à ces « quatre sortes de professions, l'on peut dire qu'elle peut « être le maître du monde » (1). Et nous notons que ce point de vue utilitaire est empreint d'une idée de force et de domination. On assiste à l'époque à une véritable apologie du travail: « Le travail est le résumé du mercantilisme de Colbert », s'écrit Hecht (2). « Les peuples, écrit Colbert lui-même (3), ne peuvent se soulager que par le travail. » Or cette apologie est encore engendrée par ce même point de vue et cette même idée: le peuple doit travailler non seulement pour payer l'impôt, mais parce que le travail est la seule manière d'enrichir le pays et de maintenir l'Etat dans la puissance où il doit être.

Déplaçons-nous dans le temps et arrivons à l'époque actuelle. Nous allons relever encore une fois de profondes ressemblances d'ordre général.

Comme l'Etat mercantiliste, l'Etat moderne encourage les inventeurs, organise l'enseignement technique et l'apprentissage, protège le travail national. Ainsi nous possédons à l'heure actuelle un office national de recherches scientifiques et industrielles et des inventions qui a englobé plusieurs comités lors du décret du 30 octobre 1935 portant organisation de la recherche scientifique. Ainsi encore la loi du 9 avril 1932, modificative de la loi du 25 juillet 1919, améliore l'enseignement technique. La

(1) *Lettres, instructions et mémoires*, t. VI, p. 3, n° 3. Mémoire au roi, 26 octobre 1664.

(2) *Vues politiques et économiques de Colbert*.

(3) *Lettres, instructions et mémoires*, t. VII, p. 447.

loi du 20 mars 1928 organise l'apprentissage, et la loi des finances du 6 avril 1930 crée une taxe spéciale d'apprentissage. Citons enfin dans le même sens la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national, et le décret du 8 août 1935 tendant à protéger les artisans français contre les artisans étrangers. Car en effet si la royauté attirait des ouvriers étrangers pour faire bénéficier l'industrie nationale de leur art ou de leur technique, elle se réservait jalousement le droit d'expulser ceux qui auraient pu desservir cette même industrie, comme nous l'avons vu plus haut.

Quant aux manifestations d'interventions indirectes en général — nous opposons l'interventionnisme direct à l'interventionnisme indirect: dans le premier l'Etat participe, dans le second il réglemente — elles sont étonnamment nombreuses et nous ne pouvons prétendre en donner ici un compte rendu complet. La plupart de ces mesures ont pour but de régulariser et de restreindre la production pour maintenir les prix.

Dans le domaine de l'interventionnisme industriel, l'Allemagne, ou plutôt le III^e Reich, bat tous les records. Ainsi une loi du 15 juillet 1933 renforce les pouvoirs de l'Etat, à tel point que celui-ci peut juger des aptitudes des chefs de certaines entreprises et les changer « s'ils pratiquent une politique économique contraire à l'intérêt général », disent les textes. Ainsi encore un décret du 31 août 1933 limite l'emploi de certaines machines dans l'industrie du papier et du carton.

Nous avons montré l'effort constant de la royauté en vue de coordonner les forces industrielles du pays, de les organiser, de les intégrer en quelque sorte à la machine de

l'Etat. Nous assistons aujourd'hui à la même tendance et cette ressemblance de fond, plus intéressante que celles que nous venons de relever brièvement et peut-être un peu superficielles, va nous retenir quelques instants. « Le développement à l'étranger des Conseils d'industrie ou « Chambres de travail, la création récente en France de « Chambres de métiers », déclare Monsieur Pic (1), « sont autant de manifestations du mouvement irrésistible qui entraîne les Etats industriels dans la voie de « l'organisation du travail. » On assiste en un mot à ce que les mercantilistes avaient les premiers compris, voulu et réalisé: l'union du politique et de l'économique.

Le summum de cette espèce d'intégration de l'économie au pouvoir central est atteint dans les législations fasciste, nationale-socialiste et autrichienne. D'après cette dernière, les Chambres du commerce et de l'industrie élisent des représentants au Reichsrath. Ce que les mercantilistes avaient réalisé autoritairement dans la seule personne du roi ou la personne unique d'un Colbert, cette législation le réalise démocratiquement en mêlant représentants économiques et représentants politiques. De même le système fasciste transforme le Parlement en assemblée à base corporative (2). Enfin nous avons vu à propos du corporatisme comment le III^e Reich a intégré l'économie au politique par le moyen des « Conseils de Confiance » et du « Front du Travail ».

Notre Conseil National Economique, créé par la loi du 17 janvier 1925 (amendée le 20 juin 1925), demeure

(1) *Op. cit.*

(2) Loi italienne du 5 avril 1926 et Charte du Travail du 22 avril 1927 (*Questions pratiques*, 1926 et 1927, p. 82).

dans des limites moins excessives et est beaucoup moins révolutionnaire (1). Comme nos conseils de l'Ancien Régime, il n'est qu'un collaborateur (2). Monsieur Scelle (3) nous le présente comme: « Un centre d'étude
« et de compensation des différents intérêts nationaux et
« le représentant de ces grands intérêts auprès des
« pouvoirs publics ».

Voici quelques extraits de la loi du 19 mars 1936 portant institution, organisation et fonctionnement d'un conseil national économique, ratifiant les précédents décrets et délimitant le domaine de son activité:

« ART. 1^{er}. — Le Conseil National Economique est
« chargé d'étudier les problèmes intéressant l'économie
« nationale, d'émettre des avis sur les projets et propo-
« sitions de loi dont il a été saisi par les pouvoirs publics,
« d'en suivre dans les mêmes conditions l'application,
« de proposer les mesures de contrôle et d'organisation
« de la production et des échanges.

« ART. 2. — Le Conseil National Economique est
« divisé en vingt sections professionnelles. La section
« professionnelle est chargée d'étudier les questions
« intéressant la ou les professions qu'elle représente et de
« formuler des propositions en vue de leur solution. Les
« propositions ont notamment pour objet le perfec-
« tionnement de l'apprentissage, l'organisation de la

(1) Le Meur: Un parlement professionnel. *Temps*, 9 mars 1927.

(2) Voir Mazel: « Le Conseil National Economique » (*Rev. pol. et parl.*, mars 1927). — « Le Conseil National Economique en Allemagne et en France ». *Rev. int. trav.*, juin 1925. — Gide: « Le Conseil National Economique ». *Rev. d'écon. polit.*, juillet et août 1928.

(3) Discours prononcé à la séance inaugurale de la commission chargée de préparer la rédaction du décret. *Quest. prat.*, 1924, p. 127.

« production, des échanges et des services, la loyauté et
« la moralité de la concurrence et des échanges, l'orga-
« nisation et la rémunération du travail, le règlement des
« différends intéressant la ou les professions...

« ART. 8. — Le Conseil National Economique peut
« être saisi soit par le Gouvernement, soit par l'une des
« chambres, soit par une commission parlementaire, ou
« peut se saisir d'office de tout projet ou proposition de
« loi qui présente un intérêt économique national ainsi
« que de l'étude de tout problème économique...

« ART. 10. — Le Conseil National Economique
« désigne une commission permanente chargée de recueil-
« lir les demandes et les vœux des différents groupements
« économiques, de répartir et de coordonner les travaux
« entre les sections, d'assurer les relations avec les pou-
« voirs publics, de préparer les sessions de l'assemblée,
« de procéder aux études urgentes et de décider de toute
« question sur laquelle l'assemblée lui aura délégué ses
« pouvoirs. »

En résumé ce conseil a pour but: 1° de coordonner les forces économiques nationales; 2° de créer un organe consultatif unique réunissant les représentants qualifiés de toutes les associations professionnelles et d'encadrer la profession organisée et 3° de prêter à l'Etat le concours des milieux économiques de la nation.

De plus nous avons depuis peu un Ministère de l'Economie Nationale. Dans son rapport du 19 juin 1936, M. Blum s'exprime en ces termes: « Les difficultés actuelles
« de la vie économique font plus que jamais ressortir le
« besoin d'une harmonieuse cohésion des diverses bran-

« ches de l'activité nationale... Il nous est apparu qu'il
« serait de bonne administration de confier à un minis-
« tre la mission d'assurer l'unité de la direction des ini-
« tiatives du Gouvernement dans le domaine écono-
« mique... »

Le Comité consultatif des arts et manufactures, dont le rôle est surtout technique, ne nous retiendra pas car sa création est déjà ancienne. Nous laisserons d'autre part de côté tout ce qui se rapporte plus spécialement aux travailleurs comme devant l'étudier plus loin. Signalons simplement pour terminer la création dans les départements de Chambres de métiers (lois des 26 juillet 1925 et 17 avril 1928) qui visent à devenir les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans, maîtres et compagnons, à sauvegarder le petit métier et à participer à l'organisation de l'apprentissage.

Quant au principe interventionniste lui-même, jamais discuté à l'époque mercantiliste, il est aujourd'hui intimement lié à des doctrines politiques. Les républicains dits libéraux le rejettent avec force quoiqu'admettant peu à peu quelques-unes de ses applications; les socialistes le mettent en vedette. C'est qu'il est le fond et la raison d'être du socialisme lui-même. En effet deux traits le caractérisent: « Il appartient », écrit M. Delemer (1), « d'une
« part au pouvoir d'intervenir dans les rapports sociaux
« que le travail industriel fait naître — et de là provient
« la législation protectrice de l'ouvrier — il lui est recom-
« mandé d'autre part de se réserver l'exploitation exclu-
« sive de branches sans cesse plus nombreuses d'indus-

(1) « *Le bilan de l'Etatisme* ». Paris, 1922.

« tries. Comme le disait Léon Say en 1894, les socialistes
« d'Etat se manifestent par des lois prétendues protec-
« trices et par leur tendance à faire de l'Etat un grand
« manufacturier et un grand commerçant. » Laissons de
côté pour le moment tout ce qui concerne l'économie
sociale. Nous voyons donc que nous assistons actuelle-
ment à un vigoureux développement du socialisme écono-
mique dont nous voulons seul parler ici. Mais nous cons-
tatons encore qu'il n'est pas chose neuve et que les mer-
cantilistes le pratiquaient déjà; quand M. Boissonnade
étudie l'interventionnisme royal sous l'Ancien Régime, il
parle bien de « socialisme d'Etat ». Ajoutons qu'aujour-
d'hui comme autrefois ce socialisme économique est, quoi
qu'on puisse dire, presque toujours l'indice d'un Gouver-
nement autoritaire. Pour s'en convaincre il n'y a qu'à
observer les nations contemporaines à tendance dictato-
riale; c'est chez elles qu'il s'est le mieux adapté et il y est
beaucoup plus systématique que partout ailleurs.

Enfin pour nous comme pour les mercantilistes, cet
interventionnisme a le même mobile: l'intérêt général, l'in-
térêt national — et nous sommes de nouveau convaincus
de son opportunité. Mais, en nous rapportant à ce qui
précède, nous découvrons à cet étatismes industriel un se-
cond mobile, inavoué, latent et qui d'ailleurs n'existe
pas toujours: un vouloir de domination de la part de
l'Etat aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la nation.
Or cette « volonté de puissance » comme dirait Nietzsche,
qui se constate précisément chez les Gouvernements aux-
quels nous faisons allusion, existait sûrement chez un
Colbert et chez un Louis XIV.

IV

Qu'il soit anglais, espagnol ou surtout français, on répète souvent que le mercantilisme a négligé l'agriculture. Colbert préfère l'industrie, lui-même ne le cache pas, parce que mieux que l'agriculture elle est susceptible d'être placée sous la direction presque absolue de l'Etat, offre un débouché illimité au capital et au travail national et surtout parce qu'elle peut plus facilement et avec plus de bénéfices exporter ses produits à l'étranger. De plus, dans son esprit, la productivité de l'agriculture dépend étroitement de la nature, de la qualité des terres dont la nation est pourvue, et est donc par là limitée; la productivité industrielle est au contraire illimitée comme dépendant de la seule volonté humaine. Ainsi dans ce chapitre consacré à l'industrie, la question de la place occupée par cette dernière par rapport à l'agriculture, nous amène en appendice à dire quelques mots de cette agriculture.

S'il est vrai que le mercantilisme se soit surtout attaché au commerce et à l'industrie comme plus lucratifs, il est faux de penser qu'il ait toujours négligé l'agriculture. Le mercantilisme de Sully, chose rare certes, est purement agrarien; c'est pour la culture de la terre qu'il veut faire affluer les trésors. « Labourage et pastourage, dit-il, sont les deux mamelles de la France, les vraies mines et trésor du Pérou. » Sa haine du luxe n'est peut-être pas étrangère à cette préférence.

Montchrétien s'écrie: « Le labourage doit être estimé
« le commencement de toutes facultés ou richesses. »
...« Du temps de nos pères, les plus gens de bien, notre
« noblesse même, vivaient aux champs avec autant de

« contentement que de repos de l'esprit. Depuis que les
« villes ont été fréquentées, la malice s'est accrue, l'oisi-
« veté s'est formée, le luxe s'est nourri, la fainéantise a
« pris vogue. Entre nous, maintenant comme chez les
« Thespiens, c'est honte de manier la terre... » Dans l'in-
térêt qu'il porte à l'agriculture, Montchrétien demeure
bien mercantiliste et nous voyons par là que les deux cho-
ses sont conciliables: il souhaite une division du travail
intranationale et non internationale; il veut donc éviter
toute importation de produits agricoles, d'où son désir
d'une agriculture forte qui subvienne à tous les besoins de
la nation.

Colbert lui-même n'a pas entièrement négligé l'agri-
culture; sa déclaration de 1671 défendant de saisir les
bestiaux des fermiers et son magnifique édit sur les eaux
et forêts en font foi.

En France, ce qui a toujours écarté l'idée d'une pro-
tection de l'agriculture à l'échelle de la protection indus-
trielle, ce fut la hantise du pain cher. Il fallait donc lais-
ser entrer les blés étrangers. Toute augmentation du prix
de la vie se serait traduite par une augmentation des prix
de revient des objets manufacturés d'où en serait résulté
pour ces derniers un désavantage sur le marché internatio-
nal, ce qu'on voulait éviter à n'importe quel prix.
D'autre part plane la crainte de la famine.

Nul ne reflète mieux ces soucis et ces contradictions
que Belesbat, gentilhomme parfois libéral, économiste à
ses heures et pouvant être à divers points de vue considéré
comme le lien entre mercantilisme et physiocratie. Mes-
sieurs Schatz et Caillemet écrivent: « Belesbat est dou-
« blement mercantiliste dans son examen de la question

« des blés. Il l'est tout d'abord en ce qui concerne le com-
« merce intérieur dans la mesure même où il défend l'inté-
« rêt du consommateur et redoute le pain cher, car il ne
« réclame pas le prix de l'offre et de la demande, mais un
« prix artificiel; et pour obtenir ce prix, Belesbat, fidèle
« aux idées de son temps et logique avec sa conception
« simpliste de la vie économique, fait appel à l'interven-
« tion et à l'autorité. Il est aussi mercantiliste en ce qui
« concerne le commerce extérieur, autant lorsqu'il se dé-
« clare partisan toujours par crainte de la famine, d'une
« sorte de prime à l'importation, que lorsqu'il signale,
« dans l'exportation des grains, un moyen pour la France
« d'attirer l'or et l'argent étrangers » (1).

En Angleterre au contraire on protégea l'agriculture comme le reste. Dès 1660 on assiste à l'application de l'échelle mobile. Bien mieux, en 1666 on prohibe l'importation du bétail. Thomas More (2) a un goût très marqué pour l'agriculture qui s'accompagne d'ailleurs comme chez Sully de dédain du luxe, fait exceptionnel chez les mercantilistes.

De nos jours l'agriculture est fortement protégée, avantagée même parfois, et cela au détriment du coût de la vie. Nous ne pouvons nier la différence profonde qui existe entre ce point de vue et le point de vue mercantiliste.

En France, pour nous en tenir à un seul exemple, les pouvoirs publics s'efforcent de remédier à la surproduction et de maintenir les prix. Or précisément les mercantilistes redoutaient la famine et voulaient des prix les moins élevés possibles. Les plus typiques sont les deux lois, qui à

(1) *Revue d'Eco. polit.*, 1906, p. 69.

(2) L'Utopie.

la vérité n'en font qu'une, du 24 décembre 1934, l'une tendant à l'assainissement du marché du blé, l'autre à celui du marché du vin. Elles visent à éviter la surproduction en interdisant d'étendre les cultures et à résorber les excédents. Toutes les opérations d'achat, de vente, de dénatura-tion ou d'exportation seront faites désormais par le ministre avec l'aide du Comité national d'organisation et de contrôle du marché des céréales institué par la loi du 10 juillet 1933. Et voilà encore un étatisme des plus caracté-risés. Signalons aussi le décret tout récent du 30 décembre 1935 relatif aux avances pouvant être accordées à des pro-ducteurs de vins bénéficiant d'une appellation d'origine: voilà une subvention.

Mais il y a tout de même une limite dans cette protec-tion. Dans le décret du 26 décembre 1934 portant codifi-cation en matière de droits de douane, on lit: « Dans les « circonstances exceptionnelles et quand le prix du pain « s'élève à un taux menaçant pour l'alimentation publi-« que, le Gouvernement peut, en l'absence des Chambres, « suspendre en tout ou en partie par décret rendu en « Conseil des ministres, les droits d'entrée en ce qui con-« cerne les produits ci-après... » Et suit toute une énumé-ration de différents grains.

Concluons que le système pratiqué de nos jours est diamétralement opposé à celui pratiqué chez les mercan-tilistes, non seulement dans ses résultats mais aussi dans son but. Il n'en est pas moins vrai que l'Angleterre com-mercialiste pratiquait la protection. (Ce qui illustre cette diversité du mercantilisme dont nous parlions en commen-çant cette thèse.) De plus on peut dire que cette protec-tion, cette organisation étatiste des marchés que nous trou-

vons notamment dans nos deux lois du 24 décembre 1934, sont beaucoup plus mercantilistes que la liberté du mercantilisme lui-même en matière d'agriculture. Il y avait en effet ici une contradiction; elle n'existe plus. Nous avons excessivement augmenté l'importance de l'agriculture dans notre vie économique; il n'y avait vraiment aucune raison pour qu'on la traitât autrement que l'industrie. On a en quelque sorte transporté dans le domaine agricole les principes mercantilistes du domaine industriel. Ce changement dans la législation s'explique en partie par le changement de structure du monde: nos anciens rois craignaient la famine, toujours menaçante; aujourd'hui le formidable développement de la culture du blé dans les pays neufs et la culture intensive moderne nous assurent un marché trop abondant.

CHAPITRE II

Le Commerce et la Protection douanière

I. — *La préoccupation de la balance commerciale chez les mercantilistes et de nos jours.*

II. — *Cette préoccupation aboutit chez nous comme chez eux à la protection douanière. — La politique douanière de Colbert. — Quelques aperçus des législations contemporaines anglaise, allemande, italienne et française.*

III. — *Intervention et réglementation commerciales chez les mercantilistes et de nos jours. — La taxation des prix à l'époque actuelle.*

IV. — *Le nationalisme et l'économie fermée dans le mercantilisme. — L'autarchie actuelle: ses causes profondes. — L'exemple de l'Allemagne du III^e Reich.*

V. — *Appendice: les colonies et le commerce.*

I

Presque tout le système mercantiliste est édifié dans le but de l'enrichissement, de l'accumulation des métaux précieux. Or pour les pays qui n'ont pas de mines, comme

l'Angleterre ou la France, il n'y a qu'une solution: prendre ces métaux à l'étranger. Et pour y parvenir, si on laisse de côté le simpliste bullionisme espagnol, il n'y a qu'un moyen: avoir une balance commerciale en excédent. Nous dirions aujourd'hui « balance des comptes », mais les mercantilistes ignoraient à peu près cette dernière pour cette bonne raison qu'à cette époque n'intervenait, à part le fret, dans les relations économiques pécuniaires entre nations, que le règlement de leurs importations et leurs exportations réciproques. D'ailleurs dans l'esprit des hommes de ce temps-là ce fret maritime faisait bel et bien partie de la balance commerciale et Colbert enrageait de voir les Anglais tirer chaque année de grands profits de leur puissante marine marchande.

Pour atteindre ce but d'un excédent de la balance, Français et Anglais suivirent deux routes différentes. Les premiers cherchèrent à augmenter leurs exportations et à restreindre leurs importations d'objets manufacturés par une production puissante conciliant la qualité et le bon marché. Les seconds cherchèrent un enrichissement direct dans le commerce qui consiste à vendre plus cher ce qu'on a acheté un certain prix. Il ne faudrait pas croire cependant qu'il ait toujours existé une véritable opposition entre ces deux systèmes. L'Angleterre n'ignora jamais totalement l'industrialisme; de même que le commerce pur fut encouragé et florissant en France.

La balance commerciale fut donc la grande préoccupation des hommes du XVI^e et du XVII^e siècles et ils furent les premiers à en dégager nettement la notion. Les Etats Généraux de Blois en 1576, l'Assemblée du Châtelet en 1590, la réunion des Notables à Rouen en 1596, les Cours

souveraines assemblées à Paris en 1648, tous sont unanimes et dénoncent nos importations comme la cause de tous nos maux. Sully aussi veut réduire celles-ci à tout prix, mais il a la haine de tout commerce extérieur; il l'entrave même, surtout quand il concerne l'Italie qui importe chez nous ses objets de luxe (Création de la douane de Valence au détriment de l'industrie lyonnaise).

L'Italie en effet au début du XVII^e siècle nous vend pour 25 à 26 millions de livres de soie (soie grège, passementerie, bas...) et en 1627 elle nous en vend encore pour 12 millions.

En cette même année 1627 nous importons de Hollande pour 8 millions de livres de lainages, camelot, serges, tapisseries, passements, dentelles et pour 4 millions de toiles diverses, de sucre et de savon.

L'Espagne nous vend alors pour 4 millions de livres de draps. Nos côtes du nord voient encore cette même année débarquer un millier de navires anglais qui nous apportent 4 millions de livres de lainages. Enfin nous importons d'Allemagne divers tissus, des cuirs, de l'horlogerie, des métaux ouvrés et des outils.

Au moment où il commence son ministère, Colbert estime que nos exportations annuelles se montent approximativement à 16 ou 18 millions de livres (vins, toiles, lainages et tissus variés, mercerie, quincaillerie). Mais de ces 16 ou 18 millions il n'en rentre dans le royaume que 4 à 6, car tout le reste sert à solder nos importations. Or pour un mercantiliste, toute importation se traduit par une sortie de métal, donc par un appauvrissement en conclut-il d'une manière simpliste.

Écoutons plutôt Colbert lui-même. Dans son mémoire préparé en vue du premier Conseil du Commerce tenu par le roi le 3 août 1664: « Je crois », dit-il, « que l'on « demeurera facilement d'accord de ce principe qu'il n'y a « que l'abondance d'argent dans un Etat qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance. Sur ce principe « il est certain qu'il sort tous les ans hors du royaume, « en denrées de son cru nécessaires pour la consommation des pays étrangers, pour 12 à 18 millions de livres. « Ce sont là les mines de notre royaume, à la conservation desquelles il faut soigneusement travailler » (1).

L'un des meilleurs moyens d'avoir de l'argent, dit-il une autre fois, c'est « l'attirer du dehors et le conserver au dedans » (2). Il n'y a en effet qu'une certaine quantité de métal en Europe; les apports annuels sont négligeables. Donc pour s'enrichir, pense Colbert, il faut prendre ce métal aux autres pays; d'où toute son organisation du commerce extérieur: « Par là », continue-t-il, « le roi attirerait de l'argent par le commerce, et non seulement « rétablirait la proportion qui doit exister entre l'argent « qu'il y a dans le commerce et les impôts, mais augmenterait l'un et l'autre et mettrait ses peuples à même de « l'assister, même en cas de nécessité » (3). C'est l'adage « enrichissons-nous, enrichissez-vous ». Colbert est obsédé par la question du rendement de l'impôt car le grand roi a toujours soif d'argent.

Et lui-même s'écrie: « Notre intention est de faire

(1) Cité par Arnauné: « *Le commerce et les tarifs de douane* ». Paris, 1911.

(2) *Lettres, instructions et mémoires*, t. VII, p. 239.

(3) *Lettres, instructions et mémoires*, t. VII, pp. 237 et 252.

« connaître à tous nos gouverneurs et intendants en quelle
« considération nous avons à présent tout ce qui peut
« regarder le commerce et pourquoi nous voulons qu'ils
« emploient leur autorité à faire rendre justice aux mar-
« chands afin qu'ils ne soient pas divertis de leur trafic
« par la chicane » (1).

Le mercantilisme anglo-hollandais n'est pas essentiellement différent. Thomas More veut surtout que l'on vende plus que l'on achète (et cela n'empêche pas d'acheter beaucoup) ; pour lui l'industrie n'est qu'un des moyens et reste dans la dépendance du commerce. Pour Colbert aussi d'ailleurs elle n'est qu'un des moyens de vendre plus. Rien de plus significatif que le titre lui-même de l'ouvrage de Mun : « *England's treasure by forraign trade, or the balance of our forraign trade is the rule of our treasure* ». Pour lui la seule source de la richesse de l'Angleterre doit être dans l'excédent de sa balance commerciale. Il est le premier à exposer avec supériorité la notion de cette balance commerciale et il a même possédé celle de balance des comptes.

Ajoutons enfin que, dans ce domaine comme dans celui de l'industrie, les mercantilistes, et surtout les mercantilistes français, sont convaincus de la nécessité d'une intervention gouvernementale.

De nos jours la question de la balance commerciale revient au premier plan, en tant du moins que principale composante de la balance des comptes. Les vieux pays riches comme la France et l'Angleterre voyaient chaque année depuis longtemps leur balance commerciale norma-

(1) Cité par Blanqui : « *Histoire des doctrines économiques* ».

lement et irrémédiablement déficitaire. Mais depuis quelques années l'ensemble des autres postes de la balance des comptes de ce pays s'est trouvé gravement diminué du fait des emprunts suscités par les suites de la guerre. De plus la crise générale est venue grandir considérablement le déficit de leurs balances commerciales et le changement de structure des pays neufs qui s'industrialisent ne doit pas être étranger non plus à cette aggravation. Ainsi pour ne prendre qu'un exemple, en 1928 la balance commerciale anglaise est déficitaire de 351.736.000 de livres, elle l'est de 384.714.000 en 1929 et de 386.385.000 en 1930. Enfin la formidable chute du trafic mondial n'est pas pour résorber le mal. Voici les chiffres indices communiqués par la S.D.N. en prenant 1929 comme année de base (1).

La S.D.N. a établi un indice en valeur or et un indice du quantum de ce commerce international; nous obtenons ainsi:

	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>	<u>1933</u>	<u>1934</u>
en valeur or	100	81	57,9	39,2	35,2	33,8
en quantité	100	92,8	85	73,9	74,8	75,3

L'écart que nous constatons entre les indices en valeur or et en quantité nous donne un aperçu de l'importance de la chute des prix. Ces chiffres ont encore diminué pour 1935.

Donc c'est un fait que ce déficit chronique, aujourd'hui beaucoup plus difficilement compensé par les autres

(1) Transmis par M. Filippi lors de son rapport du 5 juillet 1935 devant le Conseil National Economique.

postes de la balance des comptes (l'Angleterre a vu en 1930 ses revenus des placements à l'étranger baisser de 35 millions de livres), préoccupe tous les Gouvernements.

Dans son rapport général au Président de la République du 8 août 1935, Monsieur Pierre Laval s'écrit: « Par « définition même, l'amélioration de notre balance commerciale et plus généralement l'élargissement de nos « échanges extérieurs sont étroitement liés à la défense « du franc ». De plus, et ce qui montre bien tout l'intérêt qu'on porte à la question, un décret du même jour institue un comité permanent relatif à l'adaptation du régime douanier aux conditions économiques. Et dans le rapport concernant ce même décret on trouve: « Parmi les « mesures d'ordre économique qui doivent accompagner « l'effort de redressement financier, le Gouvernement « considère comme essentielles celles qui visent la restauration de notre commerce extérieur ».

Rapportons pour finir les paroles mêmes de Monsieur Aftalion: « Toute la politique mercantiliste aux XVII^e « et XVIII^e siècles visait à assurer l'équilibre de la balance « commerciale, à faire apparaître même des excédents « de cette balance commerciale. Elle visait par là même « plus ou moins consciemment à favoriser la balance des « comptes » (1).

« ...Le mercantilisme est ouvertement rejeté; mais « en fait il n'est pas sûr que l'objectif mercantiliste soit « entièrement abandonné. A la volonté de développer « les industries nationales, s'ajoute quelque peu le désir « de préserver l'équilibre de la balance des comptes ou

(1) Cours sur « L'équilibre dans les relations économiques internationales » professé à la Faculté de Droit de Paris en 1936.

« même d'arriver à une balance en excédent. Sans doute, « on ne le dit pas nettement; mais dans la politique des « Gouvernements, le souci mercantiliste n'a pas disparu, « et de façon plus ou moins masquée, il s'associe à la politique protectionniste. »

« Parfois même le souci mercantiliste, la préoccupation de la balance des comptes, passe au premier plan... « Aujourd'hui, il n'est pas sûr que la politique française « des contingentements, que la politique douanière ou « cambiste de l'Angleterre, que la politique des changes « en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays, ne soit « pas largement influencée par le désir de sauvegarder « l'équilibre de la balance des comptes. On veut protéger l'industrie nationale. Mais on veut aussi assurer « l'équilibre de la balance des comptes, ou mieux encore « obtenir des excédents. Tous les pays voudraient à la « fois devenir créditeurs de l'étranger. »

II

Après avoir montré que nous mettions de nouveau en vedette de nos jours la question de la balance commerciale tout comme les mercantilistes, nous allons constater que ces mêmes préoccupations engendrent chez nous les mesures mêmes qu'elles engendrèrent chez eux; comme eux nous nous engageons dans le protectionnisme à outrance; c'est ce que va nous révéler une étude comparée des régimes douaniers qui nous intéressent.

Voici succinctement exposées les grandes lignes directrices de la politique douanière de Colbert. Tous ses tarifs,

ses droits d'entrée, ses subventions, ses exemptions, ne tendent qu'à la mise en œuvre de ces principes :

1° Elever aussi haut que possible sans décourager l'acheteur les droits à l'exportation sur les produits français dont l'étranger ne peut pas se passer, et cela dans un but fiscal;

2° Interdire absolument l'exportation des matières premières pouvant être traitées par l'industrie nationale;

3° Permettre leur entrée en franchise ou avec des droits modiques pour avantager, quand il est désirable, les industries nationales;

4° Elever au contraire très haut les droits frappant à l'entrée tous les objets manufacturés étrangers; c'est là tout le protectionnisme.

On voit que toutes ces sortes de mesures, sauf la première qui est purement fiscale, ont pour seul objet d'avantager la production nationale. Et si c'est Colbert qui les a le mieux appliquées et systématisées, tous les mercantilistes avant lui avaient la même pensée. Ainsi Bodin s'écrie déjà : « On ne doit pas souffrir qu'on emporte du pays les denrées crues comme fer, cuivre, acier, laine, fil, soie écru et autres matières semblables afin que le sujet gagne le profit de l'ouvrage et le prince l'imposition foraine » (1).

Le tarif de Colbert de 1664 rétablit les taxes sur des bases uniformes. Au point de vue intérieur, il n'est accepté que par les provinces dites « des Cinq Grosses Fermes », c'est-à-dire les provinces avoisinant Paris; par contre il est général en tant qu'il s'applique à tous les produits. Il

(1) Cité par Gonnard : « *Histoire des doctrines économiques* ».

simplifie les perceptions, supprime certaines taxes et facilite grandement les échanges entre « les Cinq Grosses Fermes ». Au point de vue extérieur, bien que fort raisonnable dans les taux de ses droits d'entrée et de sortie, il représente néanmoins un protectionnisme organisé tout comme le tarif de 1667. Il ne faut donc pas dire que Colbert a changé de doctrine et de libéral est devenu protectionniste. Son tarif de 1667 accentue seulement son système mais se nuance d'un sentiment de représailles et devient un tarif national qui ne concerne que les frontières du royaume, ce qui le fait différer en pratique du précédent. C'est un tarif de guerre contre la Hollande, d'abord limité à un petit nombre de produits (draps, toiles, cuir, sucre, dentelles) ; puis il se vit diriger contre l'Angleterre et son domaine s'étendit à un nombre toujours plus considérable de produits.

Colbert connaît déjà certaines pratiques commerciales qui sont très en faveur aujourd'hui. Ainsi il ne craint pas d'employer le système des primes à l'exportation pour aider certaines industries qui l'intéressent particulièrement. Il permet déjà aux étrangers d'avoir des entrepôts dans tous les ports du royaume et de s'en servir pour leurs marchandises comme d'étapes pour gagner leurs destinations (1). On doit même leur restituer les droits d'entrée acquittés quand les marchandises entreposées ne sont pas destinées à la consommation nationale. De plus il accorde à certains pays comme l'Espagne, dont les territoires sont situés de part et d'autre du nôtre, la franchise totale du

(1) *Let., inst. et mém.*, t. II, pp. 2 et 522, n° 98 (Aux maires et échevins des principales villes maritimes et de l'intérieur, 18 mars 1670).

transit de leurs marchandises (1). Faculté d'avoir des entrepôts francs est encore donnée à certaines villes frontières comme Troyes et Saint-Jean-de-Lôsne (2). Enfin Colbert crée trois ports francs: Marseille, Bayonne et Dunkerque.

Il s'est montré très protectionniste, certes, mais dans sa pensée il veut faire tout pour favoriser le commerce: « Pour remettre le commerce », va-t-il jusqu'à s'écrier, « il y a deux choses nécessaires: la sécurité et la « liberté » (3). D'une part il fut entraîné souvent malgré lui par les événements, mais d'autre part il y a en lui une sorte de contradiction, qu'il n'a jamais soupçonnée sans doute, entre son désir de favoriser le grand commerce et sa volonté de protéger à tout prix ses manufactures. En fait il a passé pour un protectionniste outrancier. À la fin du XVII^e siècle un écrit anonyme nous parle « des soupirs de la France esclave qui aspire après la liberté ». Belesbat, quand il s'élève contre le colbertisme commercial, annonce déjà la réaction des physiocrates.

Le commercialisme anglais, beaucoup plus libéral à la fin de son évolution, est à ses débuts aussi protectionniste que le colbertisme, sinon plus. Il pratique même aussi la prohibition à l'exportation des matières premières. Il en est ainsi de tous les métaux sauf le plomb et l'étain dès Edouard III, sous Henri III et Edouard VI, des peaux et cuirs, des brebis, béliers et agneaux sous Elisabeth. L'exportation de la laine est qualifiée de « *felony* » par un sta-

(1) *Let., inst. et mém.*, t. II, p. 796.

(2) Sur toutes les mesures que Colbert a prises pour faciliter le transit, consulter Gouraud: « *Histoire de la politique commerciale de la France* », pp. 222 et 224.

(3) Cité par Espinas: « *Histoire des doctrines économiques* ».

tut de Charles II. Est prohibée l'importation des lainages et de la quincaillerie. D'une manière générale, l'augmentation progressive des tarifs de 1603 à 1641 quintuple les produits des douanes.

En 1660 le fameux Acte de Navigation, complété par les actes de 1663 et de 1672, vient couronner cette politique. Il a pour but de substituer la marine anglaise à la marine hollandaise dans le monopole de l'armement, mais on n'est pas fâché de porter un coup en même temps à la marine française. L'article 8 de l'Acte de 1660 réserve aux navires anglais le transport en Angleterre (Irlande, Pays de Galles, Jersey, Guernesey) de toutes marchandises provenant d'Amérique, d'Asie ou d'Afrique. Quant aux produits européens, l'article 8 du même acte leur en réserve le transport chaque fois qu'ils sont susceptibles d'être un fret lucratif, c'est-à-dire chaque fois qu'ils consistent en bois de charpente, goudron, résine, chanvre, lin, divers fruits, céréales, potasses, sucres et vins. L'article 4 n'admet en principe à l'importation que les produits étrangers provenant directement de leurs pays d'origine; est prohibée l'importation de tous les autres même transportés sous pavillon anglais. Enfin la faculté d'importation par la nation d'origine sous son propre pavillon n'est elle-même le plus souvent qu'apparente.

Colbert répond à ces mesures en réservant à ses nationaux l'intercourse colonial et la pêche dans les eaux territoriales, en établissant des droits de tonnage et des surtaxes de pavillon frappant les navires étrangers dans les ports français et en créant des surtaxes, dites d'entrepôt, levées sur toute marchandise non directement importée du

pays producteur, espérant par là encourager les relations des nations étrangères avec la marine française.

Dès 1670 l'Angleterre augmente ses droits sur nos vins. Malgré le traité de Saint-Germain passé en 1677, le Parlement britannique prohibe la même année l'importation de toute marchandise française « étant reconnu par une longue expérience — explique-t-il — que l'introduction des marchandises de France a considérablement épuisé le trésor de la nation ». Cette prohibition générale est levée en 1685, mais nos vins sont alors l'objet de rigueurs particulières. Le total des droits qu'ils supportent atteint 51 livres 2 shillings par tonneau de 252 gallons et d'une façon générale ils sont taxés 58 % plus cher que les vins portugais. Les autres marchandises françaises se voient soumises en 1692 à une surtaxe spéciale de 25 % et en 1697 une nouvelle surtaxe de 25 % leur est appliquée. En France bon nombre de marchandises anglaises sont surtaxées ou prohibées. Le traité de Méthuen passé en mai 1703 entre l'Angleterre, les Pays-Bas et le Portugal accentue encore cette politique de vexation pratiquée à l'égard de la France.

Au tarif de 1667 de Colbert, la Hollande répond en 1671 par la prohibition de nos vins et nos eaux-de-vie et par un tarif général de représailles. Après la paix de Nimègue on assiste à une détente entre les deux pays et en 1697 et 1699 la France modère ses droits sur les produits de pêche, les draps, camelots, ratines et serges, les toiles, les faïences et les sucres.

Toute cette politique correspond souvent aux vues des économistes anglais de l'époque. Ainsi Mun recherche

un accroissement de la production et ne tolère quant aux matières premières que l'exportation du superflu; il faut conquérir un monopole de fait des transports maritimes et encourager l'entrepôt. Quant à Child, bien qu'assez libéral et admirateur de la Hollande, il approuve pleinement l'Acte de Navigation et toutes ses restrictions parce que, dit-il, ce qui est désirable pour une nation peut ne pas convenir à une autre; l'Angleterre doit précisément repousser tout libéralisme car elle ne peut lutter à armes égales avec la Hollande.

Etudions maintenant dans leurs grandes lignes les tendances douanières contemporaines.

Toutes les nations d'aujourd'hui luttent, comme au temps où le mercantilisme régnait, pour accroître leurs exportations. Toutes rivalisent d'ingéniosité et ont à leur disposition des moyens autrement efficaces que ceux que possédait l'Ancien Régime. Si Colbert pratiquait le système des primes à l'exportation, nous connaissons aujourd'hui le dumping proprement dit et le dumping de change, les primes à la main-d'œuvre et le remboursement des frais de transport pour les marchandises exportées, sans oublier les primes directes à l'exportation que l'on emploie toujours. Ainsi le Gouvernement britannique accorde à ses charbonnages une détaxe de transport de 30 % qui correspond annuellement à trois ou quatre cents millions de francs. Ainsi encore le Syndicat du charbon de la Ruhr prélève sur la production de ses adhérents une cotisation de 24 francs par tonne, constituant par là une possibilité de prime à l'exportation d'environ 40 francs par tonne vendue hors du territoire du Reich.

Dans les conclusions de notre Conseil National Economique du 5 juillet 1935, on lit: « Si en attendant la
« conclusion d'un accord international il est nécessaire de
« maintenir la protection actuelle du marché intérieur, il
« n'en convient pas moins de tendre, en développant les
« facultés de consommation, à élargir ce marché de
« manière à faciliter l'accroissement des échanges inter-
« nationaux...

« Il importe de favoriser et d'intensifier la propa-
« gande de l'exportation française:

« Par l'amélioration des méthodes de l'expansion et
« de la publicité commerciales et par un développement
« des ententes entre exportateurs;

« Par un encouragement donné aux missions com-
« merciales à l'étranger et par une plus grande diffusion
« des informations que donnent sur les marchés exté-
« rieurs les attachés commerciaux. »

Comme Colbert encore, nous aspirons tous au libéralisme dans le commerce international et ne cessons de le répéter comme lui-même parlait de la liberté comme du plus grand bienfait. Seulement nous sommes aussi contraints, par des circonstances étrangères à notre volonté, à adopter en pratique une tout autre politique. Les essais de libéralisme international concerté qui se succèdent depuis quelques années font foi de cette aspiration. Citons par exemple la conférence internationale de Genève du 17 février 1930 qui fut chargée d'élaborer un projet de trêve douanière et la Convention collective du 24 mars 1930 concernant les régimes douaniers et signée par les principaux Etats d'Europe; au mois de novembre de la même

année s'est ouverte une conférence pour action économique concertée.

Citons encore dans le même ordre d'idée un extrait du rapport de Monsieur Pierre Laval concernant le décret du 8 août 1935 relatif à l'adaptation du régime douanier aux conditions économiques. Les mesures de protection sont prises à regret, dictées par les circonstances, et le libéralisme est une aspiration à la réalisation de laquelle on ne peut prétendre :

« ... Le régime douanier actuel rend singulièrement
« difficile la conclusion des accords commerciaux qui per-
« mettraient un développement de nos échanges avec
« l'étranger. Sans doute les mesures de protection, que
« nous avons prises, ont-elles été inspirées par des cir-
« constances économiques et monétaires qui n'ont pas
« encore cessé d'exercer leurs effets. Aussi bien, tant que
« les conditions de l'économie mondiale n'auront pas été
« stabilisées, il faut répéter qu'il ne saurait être question
« de supprimer des mesures d'exception sans lesquelles
« nombre de nos activités nationales ne pourraient
« subsister. »

Monsieur Laval manifeste ici son désir de remplacer les contingentements par des droits majorés, mais les circonstances extérieures l'en empêchent encore et il continue :

« Le Gouvernement n'ignore pas que, dans de nom-
« breux cas, les conditions de la concurrence internatio-
« nale sont telles, en raison notamment du dumping
« monétaire et social, que le droit de douane serait ino-
« pérant et que seule la limitation du volume des impor-
« tations peut assurer une protection réellement efficace. »

Etudions comme l'exemple le plus caractéristique, la renaissance brutale du protectionnisme dans cette Angleterre qui fut si longtemps la terre d'élection du libre-échange. Laissons de côté les lois de 1921 et 1925 spéciales contre le dumping et dites « pour la sauvegarde des industries ». La loi du 20 novembre 1931 autorise le Gouvernement à frapper d'une taxe pouvant s'élever jusqu'à 100 % *ad valorem* les produits étrangers les plus menaçants pour le commerce britannique. Le Gouvernement utilise aussitôt cette faculté en instituant une taxe de 50 % sur un bon nombre de produits; taxe venant s'ajouter parfois à 33 % *ad valorem* d'autres droits. Le 29 février 1932 à 11 heures du soir on assiste à la mort définitive du libre échange: « *The passing of free-trade* ». Il faut que tout produit étranger soit frappé. La taxe générale de 10 % *ad valorem* est remplacée dans la nuit du 25 avril par un droit de 20 %. Les « *tariff-reformers* » font valoir notamment qu'en 1931 nos exportations à destination de la Grande-Bretagne ont atteint 44 millions de livres alors que nous avons importé de chez elle pour moins de 27 millions de livres. L'Irlande de son côté accentue la protection et institue des taxes de consommation destinées à payer des primes aux producteurs et aux exportateurs.

Aux Etats-Unis, le Sénat adopte le 22 mars 1930 la loi *Hawley-Smoot* qui marque une nouvelle étape dans le protectionnisme qui depuis n'a fait que progresser.

Aussitôt libérée des clauses du traité de Versailles, l'Allemagne élève successivement ses droits et s'efforce de réduire ses achats à l'étranger. Le III^e Reich crée une « *Reichsstelle* » destinée à surveiller l'exportation des devises (loi du 18 décembre 1933). Les ordonnances

des 9 mai, 9 juin, 7 et 10 décembre 1933 procèdent à des restrictions successives de la quantité des devises mises à la disposition des importateurs: cette quantité tombe à 35 %, puis à 25 % et 10 % du chiffre de base. Certaines matières se voient appliquer le régime de la prohibition temporaire d'entrée: coton, laine, caoutchouc... etc... La somme autorisée à la sortie des voyageurs du territoire allemand est réduite à 50 Reich-Mark. Cette dernière mesure, avec la restriction des devises, est tout à fait dans l'esprit du mercantilisme qui évitait soigneusement toute exportation de capitaux.

Dans les motifs de la loi du 22 mars 1934, nous lisons: « L'accroissement des sorties de devises de la Banque
« d'Empire nécessite une surveillance plus sévère de l'im-
« portation et des demandes de sortie des capitaux. Aussi
« le Cabinet d'Empire a pris une loi sur la circulation des
« matières industrielles et des demi-produits, aux termes
« de laquelle l'approvisionnement de l'industrie en
« matières premières doit être assuré de la façon la plus
« favorable pour l'économie générale ».

Cette loi crée, par l'intermédiaire du ministre d'Empire de l'Economie Nationale, des Offices de surveillance pour le coton, la laine, les fibres végétales, avec possibilité d'extension à toutes les matières premières. Cette réglementation est aussitôt étendue aux métaux communs non ferreux, aux cuirs et aux peaux, au caoutchouc, aux oléagineux, etc... Ces offices, à l'égard de chaque groupe de marchandises, règlent et surveillent le stockage et la consommation pour éviter tous stocks inutiles; ils ont le droit de décréter le contingent maximum susceptible d'être acheté par telle entreprise et dans tel pays déterminé; ils

délivrent aux transformateurs des certificats portant fixation du montant des stocks admis.

La situation empirant, de nouvelles mesures sont adoptées le 4 septembre suivant sous la désignation de « plan du Docteur Schacht ». Le nombre des offices de contrôle est porté à 25 et leur activité n'est plus désormais limitée à des matières premières ou à des demi-produits. Les commissions existantes de répartition des devises sont remplacées par les offices eux-mêmes qui sont ainsi chargés, pour chaque produit, de régler les importations en les subordonnant aux devises disponibles: l'octroi par eux d'une autorisation d'importer implique donc par là même pour l'importateur l'assurance d'obtenir ces devises.

De ces mesures on doit rapprocher une loi italienne de la même époque: celle du 14 avril 1934 « tendant à subordonner l'importation de certaines marchandises à des avantages que les pays qui les fournissent accorderaient aux exportations italiennes ».

L'article 1^{er} est rédigé en ces termes: « L'importation dans le Royaume des grains, oléagineux, du cuivre en pain et en déchets, de la laine et du café, sera soumise au système des licences qui seront accordées en tenant compte de l'état des échanges commerciaux avec les pays dont sont originaires ces marchandises ».

Ces licences sont accordées par le Ministre des Finances sur avis de comités qui ont en outre un rôle général de contrôle. Des espèces de consortiums peuvent être constitués pour régler les échanges commerciaux des marchandises visées par la loi. En définitive, selon une recommandation du Grand Conseil fasciste qui remonte à 1932, le Gouvernement italien désire faire valoir sa position de

grand acheteur de matières premières pour placer ses produits manufacturés.

Moins atteinte par la crise, la France est la dernière à prendre ces sortes de mesures, mais elle se conforme bientôt au mouvement général.

Comme au temps de Colbert et pour les mêmes raisons, nous retrouvons tout récemment la prohibition à l'exportation des matières premières. L'article 1^{er} du décret du 27 mars 1935 est ainsi conçu : « Est prohibée à titre
« provisoire, à dater de la publication du présent décret,
« la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt,
« de dépôt, de transit ou de transbordement, des mar-
« chandises ci-après : peaux brutes de moutons, laines,
« sucres d'espèces particulières, bois exotiques, coton,
« déchets de coton, drilles, vieux cordages et vieux chif-
« fons, bois de noyer, bois de fusils et de toute autre arme
« à feu ». L'article 2 du même décret prévoit la possibilité d'accorder des dérogations. Le décret du 16 avril 1935 prohibe la sortie de l'aluminium, de l'alumine anhydre et de l'hydrate d'alumine. Celui du 18 août de la même année prohibe la sortie des déchets et débris de cuivre, plomb, étain, zinc et nickel, de leurs scories et de leurs résidus.

Nous faisons d'autre part une large utilisation de l'admission en franchise pour les produits étrangers dont nous avons un besoin impérieux. Presque toujours cette admission est spécifiée au bénéfice d'un pays déterminé et le plus souvent au bénéfice de telle de nos colonies. Ainsi le décret du 23 mars 1935, entre cent autres, porte admission en franchise en France et en Algérie des feuilles et feuillets de placage ordinaires provenant, précise-t-il, de la partie du Gabon non comprise dans les limites du bassin

conventionnel du Congo. Par contre, ce qui est plus rare, le décret du 29 mai de la même année admet en France les semences de lin quelle que soit leur origine.

Quant aux mesures destinées à favoriser un transit toujours lucratif, si nous connaissons l'admission temporaire en franchise (1), Colbert, lui, remboursait à la sortie les droits acquittés par les marchandises à l'entrée. Et si nous multiplions nos entrepôts réels de douane (2), Colbert accorda à de nombreuses villes frontières la faculté d'en créer.

Il nous reste à dire quelques mots d'institutions entièrement nouvelles, que Colbert ne pratiquait donc pas, mais qui n'en sont pas moins essentiellement protectionnistes: nous voulons parler de l'obligation de l'indication d'origine, des surtaxes compensatrices de l'écart des changes, des licences d'importation et des contingentements.

Le contingentement consiste à limiter à un chiffre déterminé les quantités d'un produit admissibles à l'importation au cours de l'année, la frontière lui étant fermée du jour où ce chiffre est atteint. On allègue en sa faveur la précision de la fixation des quantités importées, la facilité avec laquelle on peut faire varier ces quantités selon l'état du marché intérieur et l'action modératrice qu'il effectue sur les prix en laissant intact le prix de la marchandise importée. En pratique ces qualités se montrent plus ou moins réelles. C'est la loi du 11 juillet 1931 qui inaugure le système pour les lins. Aussitôt après suivent

(1) Pour nous en tenir à la seule année 1935, voir notamment les décrets des 21 janvier, 13 février, 15 octobre et 31 décembre.

(2) Voir par exemple les décrets des 28 décembre 1935, des 1^{er} janvier et 1^{er} février 1936.

le décret du 27 août de la même année concernant les vins, les bois et ouvrages en bois et celui du 30 septembre concernant le bétail, les viandes et les produits laitiers. Depuis les contingentements n'ont cessé de se multiplier.

Un autre procédé consiste à soumettre les importateurs à l'obligation d'obtenir une licence. Ainsi les décrets des 5 mai et 6 octobre 1931 soumettent à l'obligation de la licence d'importation les engrais azotés étrangers et celui du 10 juillet y soumet les combustibles minéraux. Remarquons qu'ici comme pour le contingentement, c'est l'Etat qui assume, sur la foi de statistiques, la charge de décider des besoins du marché intérieur; nous retrouvons l'interventionnisme mercantiliste.

Contre la prime indirecte à l'exportation résultant de la dépréciation monétaire, le décret du 1^{er} août 1931 établit le principe de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, tout en ajournant la mise en pratique. C'est ce qu'est venu réaliser le décret du 12 novembre suivant en établissant une taxe de 15 % pour les objets en provenance de la Grande-Bretagne, de l'Australie, du Danemark et une taxe moindre pour différents autres pays. Sont toujours exemptées de cette taxe les marchandises dites mondiales dont le cours n'a pas été influencé. Ont fait varier cette taxe ou étendu son domaine de nombreux décrets récents (1). Certains arrêtés sont venus en exempter différents produits intéressant particulièrement nos besoins (2). La loi du 3 avril 1935 est venue ratifier le décret du 1^{er} août 1931 précité.

(1) Décrets des 9 décembre 1931, 16 mars et 17 mai 1932 et 20 mai 1933.

(2) Arrêtés des 14 janvier, 8 août et 7 novembre 1935.

D'une façon générale, on tend à établir un « droit compensateur » sur les marchandises, taxées ou non, qui bénéficient de par leur pays d'origine d'une prime à l'importation, directe ou indirecte, quelle que soit la nature et l'origine de cette prime.

Enfin la loi du 20 avril 1932 rend obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers. Son article 2 est ainsi rédigé: « Les décrets visés à l'article 1^{er} seront
« rendus suivant le cas après avis du Comité Technique
« et de la Propriété Industrielle ou du Conseil Supérieur
« de l'Agriculture. Ils fixeront pour chaque produit étran-
« ger les conditions dans lesquelles la marque d'origine,
« en caractères latins indélébiles et manifestement appa-
« rents, devra être apposée lors de l'importation et de la
« mise en vente... » Des décrets successifs sont en effet venus étendre le nombre des objets soumis à cette loi; ainsi celui du 8 mars 1936 relatif à certains instruments de musique et leurs accessoires, jeux et jouets, à tous objets en matière moulée, produits céramiques ou réfractaires.

III

Si maintenant, au lieu de considérer purement le commerce extérieur, nous passons dans le domaine du commerce intérieur ou du commerce en général, nous allons retrouver dans les économies que nous comparons la même réglementation ou la même ingérence de l'Etat que celle que nous avons constatée en étudiant l'activité industrielle.

Laffemas, dès 1597, propose la création d'une administration du commerce et des manufactures qui eut été

une sorte de ministère. Lui-même est pourvu par Henri IV, de 1600 à 1602, du Contrôle Général du Commerce, nouvelle création du roi. En 1601, Henri IV crée encore la « Commission Consultative sur le Fait du Commerce Général et l'Etablissement des Manufactures ». Cette commission de 17 puis 16 membres manqua toujours de connaissances techniques ou pratiques. Sully a vers 1607 l'idée d'un véritable conseil de commerce. En 1654, juste après la Fronde, on assiste avec Chanut à un projet beaucoup plus large mais qui n'aboutit qu'avec Fouquet en 1661 à la création d'une Commission de Commerce de quatre membres dont Colbert.

Dès la fin du XVI^e siècle on assiste à divers essais de réglementation dont les résultats sont en général peu brillants: réglementation de la consommation des produits industriels de luxe; réglementation vexatoire de l'habillement; édits somptuaires prohibant l'emploi des draps d'or ou d'argent, des diamants et des vaisselles trop lourdes. Et ce qui est plus important, on trouve une réglementation générale du commerce des objets fabriqués. On réglemente la fabrication pour garantir la qualité des produits (code Michau) et pour avoir de l'argent l'Etat crée et vend des charges de contrôleurs et de marqueurs de la draperie, de visiteurs et d'auneurs de toiles, de contrôleurs et marqueurs, de prud'hommes lotisseurs et vendeurs des cuirs et parchemins, de contrôleurs experts et marqueurs de fer et de papier. Et l'on pourrait encore multiplier les exemples. Sous les conseils de Laffemas et de Montchrétien, on va même jusqu'à réglementer les prix de ces objets fabriqués; réglementation qui d'ailleurs doit être bientôt abandonnée.

L'esprit des mesures que Colbert prendra plus tard n'est pas différent, mais son génie les rendra rationnelles et supportables. « Des règlements, des édits, des déclarations, des lettres patentes, des ordonnances », écrit Monsieur Blanqui (1), « eurent pourvu dans moins de vingt années à la solution de toutes les difficultés soulevées par le commerce des grains, du vin, du bois, du tabac, des métaux précieux. » Enfin citons dans le même ordre d'idée l'organisation étatiste à laquelle Colbert soumit ses grandes Compagnies de Commerce; chaque compagnie devient selon sa conception une sorte de ministère organisé et réglementé comme une des grandes administrations de l'Etat (Compagnie des Indes orientales) (2).

Quant au principe de cette intervention, le même que celui que nous avons déjà rencontré en étudiant l'industrie, il est comme ce dernier unanimement approuvé. « L'une des attributions essentielles de l'Etat », écrit Monsieur Boissonnade (3), « consiste d'après l'opinion courante de cette époque, à surveiller la production industrielle, ainsi qu'à réglementer la consommation et le commerce des produits fabriqués. »

Nous allons être très brefs sur l'interventionnisme commercial actuel, car presque tout ce que nous avons dit au précédent chapitre serait à redire ici. En effet toutes les institutions intervenant dans le domaine industriel influencent plus ou moins le commerce et inversement. Souvent même elles visent à une ingérence commerciale aussi bien

(1) *Histoire des doctrines économiques.*

(2) Voir Bonnassieux: « *Les grandes Compagnies de commerce* », pp. 261 et suiv.

(3) *Op. cit.*, p. 266.

qu'industrielle. Le principe, l'esprit et les mobiles sont semblables. Donc tout ce que nous avons dit des corporations, des ententes industrielles et des cartels, des « *holdings* » allemands et des sociétés d'économie mixte françaises, serait à répéter ici. Toutes ces créations visent à un contrôle commercial et ne réglementent parfois la production que pour maintenir les prix, et l'Etat intervient souvent dans les quantités pouvant être mises sur le marché. Mais pour l'unité de notre développement nous avons dû grouper toutes ces institutions, très arbitrairement, dans le même chapitre. Souvent aussi des dispositions commerciales sont prises à côté des dispositions purement industrielles. Certains de nos offices, et ce ne sont pas les moins importants, ont des activités uniquement commerciales; ce sont ceux qui pratiquent les opérations d'achat pour revendre, ayant pour but de décongestionner le marché et de maintenir les prix (office national du blé). Enfin les conseils économiques en général, la tendance universelle à la coordination et à l'intégration dans l'Etat des divers groupements privés, relèvent aussi bien du domaine du commerce que de celui de l'industrie.

Ajoutons un simple mot concernant la taxation des prix. Ici le parallèle est des plus caractéristiques. L'Ancien Régime était très attaché à cette taxation; or précisément à l'heure actuelle nous la retrouvons un peu partout, parfois assez timide certes, mais n'en existant pas moins. En France elle fut particulièrement discrète jusqu'à ces derniers temps. Monsieur Pierre Laval, dans son rapport général au Président de la République du 8 août 1935, en parle en ces termes:

« Les décrets-lois du 17 juillet ont pratiqué dans le

« régime des prix et dans le droit commun des contrats,
 « des interventions dont nous avons déjà reconnu le
 « caractère inusité, mais nous demeurons convaincus que
 « des circonstances non moins exceptionnelles les im-
 « posaient... À aucun moment nous n'avons du reste entendu
 « pratiquer sur les prix des interventions généralisées...
 « Notre action vise exclusivement à réduire sur quelques
 « points essentiels le prix des produits et services intéres-
 « sant les classes les plus atteintes de la population, avec
 « le souci de diminuer le plus possible l'écart entre les
 « prix à la production, parfois trop bas, et les prix de
 « consommation trop élevés. »

Trois décrets-lois en date du même jour sont relatifs au marché de la viande et ont pour but d'améliorer la situation du producteur et de protéger le consommateur en retirant du marché la viande de mauvaise qualité et en obtenant une baisse des prix de détail. De plus l'un de ces décrets permet aux préfets, s'il est nécessaire, de fixer dans chaque département les prix maxima de la vente de la viande au détail. Le décret du 16 juillet 1935 tend à un abaissement du prix de l'électricité par l'établissement de prix de vente maxima et un tableau fixant ces prix d'après le nombre d'habitants de la commune considérée en diminuant le tarif des communes les moins peuplées aux plus peuplées; ce décret prévoit encore l'éviction des entreprises ne pouvant se conformer aux prix de vente minima.

L'article 1^{er} de la loi du 18 août 1936 « tendant à l'organisation du marché du charbon et au contrôle du prix de vente du charbon », est ainsi rédigé: « Pendant les
 « trois mois qui suivront la promulgation de la présente
 « loi, le ministre chargé des mines pourra, après avis du

« comité mixte professionnel visé à l'article 4 ci-après,
« fixer par région, par catégorie et selon le mode de vente,
« le prix de vente du charbon ».

L'action devient soudain de grande envergure, en théorie du moins, avec la loi du 19 août 1936, « tendant à
« réprimer la hausse injustifiée des prix », dont voici deux extraits :

« ART. 1^{er}. — Il est constitué au ministère de l'Economie Nationale un Comité national de la surveillance
« des prix...

« ART. 9. — Seront punis d'une peine de 6 jours à
« 1 mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à
« 5.000 francs, ou à l'une de ces peines seulement, tous
« ceux qui, faisant acte de commerce, auront, malgré
« l'avertissement qui leur aura été adressé par le comité,
« vendu ou tenté de vendre des marchandises ou objets
« de première nécessité à des prix supérieurs à ceux pratiqués antérieurement par eux-mêmes, sans que cette
« hausse soit justifiée par une majoration correspondante
« de leurs prix d'achat, de leurs frais généraux et charges
« ou par tous autres éléments qu'il appartiendra aux
« juges d'apprécier. »

En Allemagne fort nombreuses sont les taxations, surtout concernant les denrées alimentaires de première nécessité. Mais un point particulièrement original doit être retenu : Colbert prenait des mesures en vue de procurer à ses manufactures des matières premières à bon compte, le III^e Reich établit une taxation rigoureuse des principales matières premières. Ainsi les décrets des 19 et 20 avril 1934 interdisent, sous peine d'amendes et de

prison, de vendre des produits textiles et des cuirs à des prix supérieurs à ceux qui auraient pu être pratiqués entre le 1^{er} et le 21 mars 1934, c'est-à-dire au cours de la période qui a précédé immédiatement la mise en vigueur du contrôle des importations institué par la grande loi du 22 mars dont nous avons parlé précédemment. Le 31 juillet suivant un décret analogue a été pris à l'égard des métaux non précieux.

Quant à ce qui concerne ce que nous appellerons l'interventionnisme commercial indirect, la matière est immense: l'Etat réglemente ici comme il le faisait pour l'industrie. Nous nous contenterons de deux ou trois exemples.

Ainsi la loi minière anglaise du 1^{er} août 1930 vient réglementer la production et la vente du charbon. (Le *Labour Party* réclamait la nationalisation de l'industrie extractive). Elle établit un plan central et des plans de districts attribuant à chaque mine un tonnage standard; elle crée un Conseil central et des Bureaux exécutifs, des Comités d'enquêtes. Nombreuses sont les dispositions concernant la vente de la houille.

Si nous prenons par exemple la matière des assurances, nous assistons dans tous les pays à un mouvement prononcé en faveur du contrôle de l'Etat. En France notamment, plusieurs projets ont été émis tendant à instituer un véritable monopole d'Etat des assurances ou tout au moins des réassurances. Si aucun de ces projets n'a encore abouti, l'année 1935 fut du moins particulièrement fertile en décrets renforçant ou instituant le contrôle de l'Etat. Citons celui du 8 août relatif au contrôle des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés de capitali-

sation. Celui du même jour instituant un contrôle en matière d'assurance automobile. Celui du 30 octobre réglant les frais d'acquisition des sociétés d'assurance sur la vie. Celui du même jour relatif au contrôle des placements des sociétés d'assurance, de capitalisation ou d'épargne. Celui du 28 décembre modifiant le décret du 1^{er} février 1922 portant organisation du contrôle des assurances privées en ce qui concerne le recrutement, les traitements, l'avancement et la discipline. Et l'arrêté du 30 décembre portant approbation de statuts de sociétés de secours mutuels.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire, parce qu'elles dépassent le domaine économique, toutes les lois relatives à l'exécution des contrats privés. D'une manière générale l'Etat a réduit les engagements des débiteurs ou locataires et ce mouvement n'est pas spécial à la France. Bien que d'un genre très différent de celui qui nous intéresse, n'en voici pas moins de l'interventionnisme très caractérisé et des plus brutaux. Les décrets Laval portant réduction de 10 % de toutes sortes de créances sont en ce sens. Louis XIV, avec son absolutisme, n'eût sans doute jamais osé agir avec cette désinvolture.

IV

Si les mercantilistes ne parlent guère de nationalisme, c'est parce qu'ils trouvent la chose complètement inutile tellement elle va de soi. Si « autarchie économique » ne fait pas partie de leur vocabulaire, ils ne connaissent et ne pratiquent qu'elle. Qu'il s'agisse de la réglementation

industrielle et commerciale, des mesures populationnistes, de la prohibition à l'exportation de l'or ou surtout du régime protectionniste, tout n'est chez eux que nationalisme et autarchie. Ce nationalisme est le fond, la raison d'être, la cause finale de toutes les aspirations et de toutes les pratiques mercantilistes. Et, dans le domaine économique, le nationalisme aboutit forcément à l'autarchie, à la vie en vase clos. Dans l'ordre des sentiments, le mercantilisme n'est que jalousies internationales et qu'égoïsme national. Si une nation est riche et prospère, elle l'est aux dépens de sa voisine, car le stock d'or mondial ne peut guère varier et l'or est la seule véritable richesse; un mercantiliste ne sait pas penser autrement. L'unité nationale s'affirme dans les guerres extérieures continuelles qui marquent la fin du Moyen-Âge. Tous les ressorts se tendent en vue de la conquête commerciale comme ils se sont tendus pour la défense du territoire. Les nationalismes exaspérés s'opposent les uns aux autres sur le terrain économique comme ils se sont opposés dans le domaine militaire.

Dans ces conditions, une économie ne peut être que nationale, jalousement, égoïstement nationale. Les hommes de ce temps ne peuvent en soupçonner une autre. Ils n'ont jamais étudié les phénomènes économiques à l'état pur, abstraitement; d'ailleurs ils ne s'embarrassent pas de doctrines, pour eux la réalité seule compte; or ils ont toujours à l'esprit que cette réalité c'est précisément qu'il y a des nations séparées entre elles par un mur infranchissable, par une irrémédiable divergence d'intérêts. Cette opposition d'intérêts est née avec le monde. Elle est dans l'ordre des choses. Au lieu de s'appliquer à la faire taire, ce qui serait une tâche vaine, il faut la prendre comme base de

toute activité et de toute ligne de conduite. Quel abîme entre cet état d'esprit et celui qui présidera à la Révolution française moins d'un siècle plus tard! « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des Etats politiques séparés les uns des autres et constitués diversement », écrivait Turgot à Mademoiselle de Lespinasse en 1770, « ne traitera jamais bien aucune question d'économie politique. »

Pour nous résumer, rapportons ce mot de Cauwès (1) qui mérite d'être mis en relief: « Aux siècles passés, l'économie nationale a pour nom: le mercantilisme ».

Or de nos jours précisément, nous assistons à une renaissance éclatante de cette économie nationale. Il ne faudrait pourtant pas croire qu'entre l'Ancien Régime et l'époque que nous vivons, celle-ci fut complètement inconnue; l'économie d'un pays est toujours plus ou moins nationale. Mais il y a renaissance proprement dite au sens étroit où nous entendons cette expression, au sens d'économie fermée et de repli en soi-même, de mise en œuvre systématique par l'Etat de toutes les forces vives du pays, tendues vers une fin unique, nationale. C'est le nationalisme de List dans toute son ampleur, objecterai-je, mais List, justement, n'a guère influencé les pratiques économiques de son temps et ce n'est surtout qu'aujourd'hui que le monde se rappelle ses leçons et que l'Allemagne contemporaine en particulier en fait un emploi rationnel. Et ce retour à l'autarchie a en vérité des causes puissantes et multiples.

Prenons d'abord celles d'entre elles qui ont toujours existé, qui sont en quelque sorte inhérentes à ce genre

(1) *Rev. d'Econ. Pol.*, 1898. « L'Economie politique nationale ».

d'économie et nous allons voir que même celles-ci sont influencées favorablement à l'heure actuelle par ce qu'on pourrait appeler le milieu technique ou par les conditions sociales. L'observation ne nous révèle pas que les différentes nations trouvent sur leur territoire les ressources naturelles dont elles ont besoin; mais elle ne nous révèle pas davantage « entre les divers territoires une répartition harmonique de ces ressources naturelles qui les rendrait complémentaires les uns des autres et supprimerait entre eux les antagonismes d'intérêts ou même toute concurrence » (1). C'est cette diversité des ressources qui offre la possibilité de l'économie complexe.

Les transports devraient nuire à cette économie complexe par la facilité qu'ils donnent de se procurer des objets dont le pays d'origine est lointain. En réalité ils la servent. En effet d'une part la transformation sur place devient moins nécessaire par la possibilité de transporter à bon marché des matières premières lourdes. D'autre part, par les échanges d'idées qu'ils suscitent, les transports encouragent la tendance générale à l'uniformité et à l'imitation. « Toute diminution de prix des moyens de communication », écrit Marshall (2), « toute facilité nouvelle d'échanger librement des idées entre lieux éloignés, font obstacle aux forces qui tendent à localiser les industries. »

Monsieur Ansiaux ajoute, parlant de ce nationalisme économique: « Il est une réplique assez naturelle aux progrès immenses de l'internationalisme dans l'ordre

(1) Brocard: *Principes d'Econ. nationale et internationale*, Sirey, 1929, t. I, p. 109.

(2) *Principes d'Econ. pol.*, Paris, Giard, 1906, t. I, p. 468.

« de la technique et de l'intellectualité. La protection
« douanière n'a plus guère d'autre rôle que de suppléer
« à la protection physique de la distance qui tend à dis-
« paraître » (1).

Tous les progrès techniques indépendants des transports agissent dans le même sens; au fur et à mesure qu'ils libèrent l'homme des contingences naturelles, ils tendent à transporter des industries là même où le milieu physique leur est moins favorable. Ainsi toutes les découvertes chimiques réalisées depuis la guerre sont grandement responsables de ce mouvement vers l'économie complexe. La production synthétique matérialise le point culminant de cette évolution; l'industrie est alors libérée du milieu extérieur. C'est encore un fait constaté que les industries nouvelles, celles que suscitent précisément les progrès techniques, sont les plus indépendantes des éléments physiques. Ces progrès techniques enfin changent la structure des pays neufs qui s'industrialisent peu à peu. Or c'est justement depuis ces dernières années que la science a multiplié ses découvertes, surtout dans le domaine chimique de la synthèse.

De plus, « une nation qui cède imprudemment à la
« séduction de l'échange international, qui se laisse abu-
« ser par la formule de la division internationale du tra-
« vail, expose son existence à des influences maléfiques
« de tous genres et qu'il sera hors de son pouvoir de con-
« jurer. (C'est l'histoire de l'Angleterre qui dépend des

(1) « Le rationalisme économique ». *Revue de l'Université de Bruxelles*, du 1^{er} octobre 1926.

« autres pour ses approvisionnements et ses débou-
« chés) » (1).

Si nous passons maintenant au domaine social, nous constatons que la disparité des conditions sociales entre différents pays, en augmentant l'écart entre les prix de revient, est une tendance de plus à la vie en vase clos. Sans protection douanière, les industries des pays vieux succomberaient sous le fardeau des charges sociales qu'on leur impose; la lutte serait par trop inégale avec des pays surpeuplés demeurés à un stade social moins évolué.

Monsieur Filippi s'exprime en ces termes: « En
« même temps qu'a été détruit le caractère complémen-
« taire des économies (économies des pays neufs qui
« avaient besoin de produits manufacturés), paraît aboli
« son corollaire naturel, la liberté des échanges au retour
« de laquelle s'oppose désormais la disparité des condi-
« tions économiques et sociales (exemple le Japon qui a
« une main-d'œuvre très bon marché). Cette disparité
« dans l'analogie donne, en effet, un caractère profond,
« durable et pour une part légitime aux tendances pro-
« tectionnistes qui se manifestent dans le monde » (2).

Parmi les causes plus directes et plus spécialement actuelles, on trouve en premier lieu la crise économique. Par la restriction des achats qu'elle entraîne elle amène les pays manufacturiers où sévit la surproduction à écarter définitivement la concurrence étrangère sur le marché intérieur; elle amène les pays producteurs de matières pre-

(1) Ansiaux: *op. cit.*

(2) Rapport précité.

mières à traiter celles-ci chez eux parce que les pays manufacturiers réduisent leurs achats et fabriquent moins. Les suspensions de paiement résultant de cette crise réduisent les prêts et les échanges de nation à nation; la méfiance règne. Enfin à l'intérieur de chaque pays le malaise accuse cette tendance générale dont nous avons parlé vers une organisation rationnelle de la production sous le contrôle de l'Etat par l'intermédiaire de groupements économiques et cette organisation, les faits nous l'apprennent, conduit automatiquement au protectionnisme.

Ce nationalisme économique suit encore le nationalisme proprement dit, comme il le suivait chez les mercantilistes; il est son corollaire. Nous avons une Société des Nations et connaissons des relations politiques internationales de toutes sortes, mais nous assistons à une recrudescence des nationalismes et à une course aux armements. Et cela nous amène à penser qu'une idée de mobilisation économique n'est certainement pas étrangère à cette autarchie. La nation sur pied de guerre ne doit pas compter sur un approvisionnement extérieur toujours aléatoire; elle doit se suffire à elle-même. Les mercantilistes, précisément, connaissaient aussi cette espèce de préoccupation.

« Au total », écrivaient dès 1931 Messieurs Nogaro et Moye (1), « le monde entier ou presque se rallie instinctivement à une conception de nationalisme économique qui répond à la fois au réveil des nationalismes politiques qui a suivi la grande guerre et à l'influence de plus en plus grande qu'exercent sur l'Etat les groupements d'intérêts économiques. »

(1). Le régime douanier de la France.

Nous nous rendons maintenant compte que cette autarchie avait des causes trop profondes pour ne pas triompher, malgré certains efforts réels tentés pour l'écarter. Depuis une dizaine d'années les projets de reconstruction de l'Europe se succèdent, basés sur une idée de division internationale du travail: ils n'ont laissé aucune trace. « A entendre les partisans de la division internationale du travail », écrit Monsieur P. Fromont (1), « l'économie complexe a son origine dans une idéologie: l'ambition pour chaque pays de se suffire à lui-même; ce désir l'entraîne à posséder une gamme de plus en plus étendue de productions, de façon à satisfaire tous ses besoins. Un tel dessein n'est pas d'ordre économique, pas même politique, il est nettement sentimental. » Certains ont encore dit que la protection douanière était « la cause unique du développement complexe de la surindustrialisation et des antagonismes internationaux qui en résultent » (2). Non! ceux qui parlent ainsi se trompent. Si l'autarchie peut être quelquefois volontairement organisée, nous avons vu par ce qui précède, qu'elle répond à des besoins autrement profonds qu'une simple idéologie. D'autre part la protection douanière ne pourrait être une cause de cette autarchie que là où cette dernière est voulue; or bien plus souvent les nations la subissent, à contre-cœur même. Nous concluerons donc que loin d'être en général une cause, cette protection douanière n'est que le résultat irrémédiable d'une vie en vase clos suscitée par des forces en grande partie indépendantes de la volonté des hommes. Aux Etats-Unis, dont le territoire immense et varié peut

(1) *Rev. pol. et parl.*, 10 août 1931, p. 238.

(2) Brocard: *op. cit.*, p. 126.

être comparé à un continent, où il n'existe aucune barrière douanière intérieure, la loi générale de l'uniformité et de l'imitation, jointe à une organisation exceptionnelle de transports, a suffi à faire s'industrialiser peu à peu les Etats les plus agricoles.

Nous ne prendrons qu'un seul exemple d'autarchie contemporaine, le plus typique, le plus parfait ou le mieux parachevé, celui de l'Allemagne du III^e Reich. Ici les causes étaient particulièrement fortes: crise, nationalisme et idée de mobilisation économique. Des raisons décisives sont venues se joindre à elles: fermeture des crédits extérieurs et pénurie de devises étrangères.

Voici d'abord dans quels termes le Führer-chancelier parle de ce mouvement mondial vers l'autarchie: « ... Il n'est malheureusement pas au pouvoir de l'Alle-
« magne de modifier cette tendance, qu'on peut quali-
« fier de déraisonnable si l'on se place à un point de vue
« économique quelque peu élevé. Dans la mesure précé-
« sement où la carence des débouchés internationaux
« nous force de limiter nos achats, il faut, si l'on ne veut
« pas laisser inemployée la main-d'œuvre allemande, ou
« bien tenter de produire nous-même à l'aide de procédés
« compliqués les matières premières qui nous font défaut,
« ou bien tâcher, quand cette production est impossible,
« de leur trouver un équivalent. Mais il y a là un pro-
« blème dont la solution présuppose l'existence d'une
« économie méthodiquement conduite. Entreprise dan-
« gereuse, toute économie dirigée n'aboutissant que trop
« sévèrement à la bureaucratisation et, par là, à l'étran-
« glement de l'initiative individuelle, l'éternelle créa-

« trice... Si donc, en dépit de ces réflexions, nous nous sommes engagés dans cette voie, ce ne fut que sous « l'empire de la plus dure des nécessités » (1).

Le chancelier Hitler n'ignore pas que le problème n'est pas spécialement allemand, il est mondial. Depuis la crise les peuples se barricadent chez eux et tous font plus ou moins de l'autarchie. Seulement ils ne le proclament pas aussi brutalement. Cette contrainte forcée dont parle le chancelier vient confirmer ce que nous avons dit concernant les causes de cette autarchie; mais gageons que militairement il n'est pas fâché de ce genre d'économie.

L'Allemagne élève ses tarifs douaniers et surveille ses importations en établissant un contrôle des devises. Elle veut produire tout ce que son sol est susceptible de lui fournir, même à un prix de revient très élevé. Mais les deux traits les plus caractéristiques de cette autarchie allemande sont autres.

Le premier consiste en la mobilisation générale de l'épargne nationale au bénéfice d'une industrie qu'il faut plus ardente que jamais. Pour lutter contre le chômage, pour recréer un semblant de prospérité, pour être et paraître fort, il faut effectuer de grands travaux, améliorer la production des entreprises existantes et créer de nouvelles industries. Et ce financement grandiose, c'est le citoyen allemand qui le fera car l'étranger coupe les vivres; l'enthousiasme politique et national y est particulièrement favorable. Monsieur Chenevrier (2) écrit à propos de cette

(1) Discours prononcé le 21 mai 1935 au Reichstag.

(2) « L'Allemagne nouvelle ». *Illustration*, 30 janvier 1937.

mise forcée en circuit fermé: « Pour développer les productions, pour multiplier les fabrications de succédanés artificiels, pour accélérer l'activité des grands centres allemands d'échanges mondiaux, en un mot pour favoriser un nouvel essor du travail qui mettrait fin au chômage, il fallait de l'argent, encore de l'argent. Mais étant données la pénurie des devises, l'absence de tous crédits extérieurs et l'impossibilité pratique pour le III^e Reich de s'en procurer du fait du climat général et de la réserve qu'appelaient certains actes de sa politique extérieure, c'était aux épargnes allemandes qu'il appartenait de faire l'effort nécessaire. La chose n'était pas pour embarrasser le Führer-chancelier. Le service de la communauté nationale avait exigé la mobilisation des esprits et des volontés. Il pouvait bien exiger la mobilisation des épargnes. Désormais tout l'argent allemand travaillerait au profit du III^e Reich ».

Ce qui caractérise en second lieu cette économie allemande réside dans la pratique de l'ersatz: éviter d'importer toutes les matières possédant un succédané acceptable ou susceptibles d'être produites par synthèse chimique dans les usines nationales. Ici le prix de revient n'importe plus, il s'agit de produire chez soi ce dont on ne peut se passer. En réalité cette pratique est née de la guerre et si elle n'est que le corollaire d'une économie fermée un peu poussée, elle n'en demeure pas moins liée, indissolublement, à une idée de mobilisation économique. Des efforts immenses ont été engagés dans cette voie, parfois couronnés de succès. Les industries synthétiques sont à l'heure actuelle parmi les plus importantes d'Allemagne. Celles

du caoutchouc et du pétrole sont à l'ordre du jour et nul sacrifice ne semble trop grand pour elles. L'Allemagne n'a guère de pétrole et n'a pas de caoutchouc, n'ayant pas de colonies. Mais Monsieur Chenevier ajoute avec juste raison : « Que le national-socialisme, par suite des nécessités de sa politique autarchique, ait cru devoir pousser l'esprit de recherche en matière de produits artificiels presque au-delà des limites raisonnables, rien de plus certain. Mais il ne faut pas oublier que l'Allemagne est depuis le milieu du siècle dernier le pays de l'industrie chimique, organique et minérale, et que, dans ce domaine si particulier, ses dotations naturelles sont d'une incroyable richesse. Le national-socialisme ne crée rien. Simplement, il exploite à fond » (1).

Enfin nous dirons qu'une autarchie poussée à l'extrême ne va pas sans une organisation rationnelle des forces productives sous le contrôle étatiste et sans un Gouvernement fort. Le mot de « national-socialisme » est par lui-même assez significatif, il implique un socialisme d'Etat. Chez les mercantilistes ces mêmes caractères s'enchaînaient de la même manière; ici comme chez eux l'économie est sous l'influence du politique.

V

On ne saurait clore un chapitre consacré au commerce en général en passant sous silence la question coloniale.

(1) *Op. cit.*

Mais nous nous contenterons de signaler le problème sans véritablement le traiter. La matière est très vaste et exigerait de longs développements qui sortiraient du cadre de cet ouvrage. D'ailleurs du point de vue qui nous intéresse, l'étude en serait bien moins significative; si on peut aussi relever dans ce domaine une résurrection des pratiques mercantilistes, elle se dégage beaucoup moins nettement des faits.

La politique coloniale des mercantilistes est exclusivement tendue vers le profit; elle naît de la conquête de l'or. On doit tout mettre en œuvre pour que, de cette colonie, la métropole obtienne le maximum de ressources. Le reste importe peu. La colonie est pour le pays qui la possède une sorte de propriété considérée comme une source de revenus, au même titre et de la même manière qu'une métairie pour le simple particulier à qui elle appartient.

Si l'on retrouve encore de nos jours ce point de vue utilitaire, il faut bien admettre qu'il a toujours existé et que de ce côté on ne peut guère parler de renaissance. A la fin du XIX^e siècle nos grands colonisateurs étaient sûrement poussés par un sentiment plus noble fait d'impérialisme et du besoin d'apporter la civilisation et ses bienfaits à des peuples lointains, mais la recherche du profit a presque toujours été la plus forte. Les Anglais notamment ont toujours colonisé en vue d'accroître la richesse de la métropole; leur exploitation méthodique en fait foi.

Enfin et surtout l'esprit a changé. La colonie d'aujourd'hui se libère, retrouve une personnalité; ce n'est plus du tout en ce sens la colonie asservie, la colonie instrument du Pacte colonial. La métropole considère l'intérêt de sa

colonie au même titre que le sien propre, elle a cessé d'être la fin unique. Au chapitre suivant nous rencontrerons quelque chose d'à peu près analogue: pour les mercantilistes, tout gravitait autour de la nation comme collectivité, but un et indivisible; de nos jours, à côté de cette nation, l'individu est devenu une fin en soi. Ainsi la colonie d'aujourd'hui a sa personnalité à côté de la métropole, avec ses intérêts propres. L'individualisme du libéralisme subsiste encore, bien que souvent relégué au second plan; les mercantilistes l'ignoraient.

Néanmoins la tendance autarchique et la crise actuelles font que ces métropoles demandent ardemment à leurs colonies d'être de plus en plus leurs fournisseurs de matières premières et surtout leurs débouchés. On assiste à une sorte d'autarchie impériale. On abaisse ou on supprime les barrières douanières entre métropole et colonie; on se réserve l'intercourse colonial; les denrées coloniales jouissent d'immenses faveurs à l'entrée dans la métropole. L'Angleterre nous donne un exemple bien ordonné de cette politique; elle a formé un véritable bloc économique impérial. On s'aperçoit qu'elle était tout particulièrement amenée à le faire quand on passe en revue l'ordre en importance de ses principaux clients; au premier rang vient l'Inde avec Ceylan, suivent l'Irlande, la France, l'Afrique du Sud, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et l'Australie. Notre Conseil National Economique préconise entre autres ces mesures dans ses conclusions du 5 juillet 1935: « ... Il est essentiel de coordonner l'économie de la France métropolitaine et de ses colonies, « en s'appliquant à exécuter, avec résolution et sans len-

« teur, le programme dressé par la Conférence coloniale...
« Il importe de lier plus étroitement dans les négociations
« commerciales les intérêts métropolitains et colo-
« niaux » (1).

(1) *Journal officiel*, Annexes.

CHAPITRE III

Économie sociale et Populationnisme

I. — *Economie sociale: le point de vue mercantiliste et le point de vue actuel ou « la nation, but suprême » opposée à « l'individu, fin en soi ».*

II. — *Populationnisme: les édits de Louis XIV et de Colbert et les législations contemporaines italienne, allemande et française. Le populationnisme a pour première raison d'être: la guerre.*

I

Comme dans tous les autres domaines, les mercantilistes croient en la nécessité de l'intervention de l'Etat en matière d'assistance. D'ailleurs la leçon des faits vient affermir cette croyance; à la majorité de Louis XIV, les guerres civiles, la misère, la décadence générale ont affaibli le royaume. En 1587 on trouve, rapporte-t-on, 5 à 6.000 chômeurs à Amiens, on en trouve 14.000 à Paris

(comme ces chiffres tragiques pour l'époque, nous paraîtraient bénins aujourd'hui!). Laffemas déjà veut organiser la lutte contre le chômage; Sully évalue en 1590 le dommage causé par le chômage à 12 millions de livres et ce chiffre reste à peu près stationnaire pour les autres années. Pour un mercantiliste tout chômage est une fabrication en moins, donc un gain manqué. On ne s'étonne donc plus que la question ait suscité l'intérêt des hommes de l'époque. Mais le chômage, envisagé du seul côté d'une réduction de production, conduit alors à la répression plutôt qu'à la charité.

Pour recueillir les pauvres et les faire travailler on crée la manufacture d'hôpital; la première est celle de la Trinité, et en 1612 on généralise le système. Mais cet essai échoue à cause de l'incurie des contremaîtres et de la paresse des pauvres recueillis, et du fait que l'on s'efforce de ne pas concurrencer les métiers jurés. Théophraste Renaudot organise un peu plus tard les premiers dispensaires gratuits et le premier grand bureau de placement. L'Assemblée des Notables de 1627 réclame des maisons de travail pour les pauvres en ne faisant que reprendre l'idée de la manufacture d'hôpital. Ce second essai n'a guère plus de succès que le précédent. L'édit de 1656 reprend pour la troisième fois cette idée. De 1657 à 1661 on assiste à la création, à Paris, de la Pitié, de la Savonnerie, de la Salpêtrière, de Bicêtre qui hospitalisent un total d'une dizaine de milliers de pauvres. L'édit de 1662 ordonne pour la province « la « fondation en chaque ville et bourg d'un hôpital pour « les pauvres, mendiants et orphelins qui y seront « instruits aux métiers dont ils pourront se rendre « capables ». Mais le manque d'argent entrave la bonne

marche de ces institutions. En 1685 et pendant les années qui suivent immédiatement, on assiste à la création d'ateliers publics offrant du travail à tout venant; malheureusement la guerre de la Ligue d'Augsbourg met fin à ces tentatives.

Si tous ces essais d'assistance s'inspirent d'un certain sentiment indéniable de charité, il n'en est pas moins vrai que la raison première en est purement utilitaire. Tout le fonctionnement de ces institutions est basé sur le travail des hospitalisés; elles sont là pour produire, pour utiliser les possibilités de travail qui se perdent. Nous retrouvons l'hymne à la production.

En effet rien n'est fait positivement pour l'individu lui-même. Cet individu n'est considéré que comme membre de l'Etat, presque comme un moyen; ce qui compte c'est « l'intérêt des Etats dans leurs rapports les uns avec les autres ». Montchrétien semble le seul à s'inquiéter du bonheur des sujets; en Angleterre, Child réclame des salaires élevés, mais il les réclame pour augmenter la consommation. On aboutit partout à une stricte surveillance de la classe ouvrière. En France on charge l'Etat de rétablir la discipline matérielle et morale. Les ouvriers des entreprises privilégiées, en retour des avantages qu'on leur accorde, sont soumis à une discipline de fer; ils sont cloîtrés et ne peuvent s'en aller sans subir des peines. On doit payer cher pour être apprenti ou compagnon et les salaires sont volontairement maintenus à un niveau très bas, presque toujours insuffisant. Chez les mercantilistes anglo-hollandais, c'est une oppression impitoyable du travailleur; Petty est particulièrement dur: il faut aux ouvriers « l'aiguillon de la faim » — et

va jusqu'à faire une apologie de l'impôt comme stimulant.

Quelle antinomie avec ce qui se passe de nos jours.
« Ce qui caractérise les lois ouvrières contemporaines,
écrit M. Paul Pic (1), « c'est leur caractère protecteur...

« Nous avons vu les règlements corporatifs (de l'Ancien
« Régime) édictés principalement en vue du résultat du
« travail. Tout est dirigé vers la meilleure fabrication
« possible, tout est subordonné au produit. Si par
« exemple on interdit le travail de nuit, c'est surtout par
« crainte des malfaçons... L'interventionnisme moderne
« est, à l'inverse, avant tout social, c'est-à-dire qu'il fait
« passer le point de vue social et éthique avant le point
« de vue économique, et démocratique en ce qu'il tend
« à assurer, autant que faire se peut, l'égalité du capital
« et du travail. »

Le Moyen-Age considère l'individu dans sa valeur transcendante et par rapport à sa destinée supra-terrestre; le mercantilisme le considère comme la simple composante d'une unité, la nation; aujourd'hui il est une fin en soi. Sur ce point rien n'est changé depuis la Révolution française. Il est devenu, même pris séparément, une personnalité digne de considération tout comme la collectivité entière et sur le même plan. Signalons pourtant qu'à l'heure actuelle dans certains pays, ceux précisément chez lesquels on constate la résurrection des pratiques mercantilistes de la façon la plus éclatante, cet individualisme tend à perdre du terrain devant l'idée-force de nation.

Distinguons la question des statuts du travail de celle de l'assistance. Nous assistons, quant à la première, à un

(1) *Op. cit.*

mouvement législatif mondial qui n'est certes pas récent mais qui progresse plus particulièrement depuis ces dernières années. Ce mouvement tend à réglementer le travail industriel en vue de la conservation du bon état physique du travailleur (inspecteurs du travail), à assujettir les contrats industriels à un ensemble de règles destinées à protéger les salaires contre la négligence ou les abus du patron, contre les créanciers du patron ou les créanciers du travailleur et à l'adoption d'un minimum de salaires (pour l'industrie à domicile c'est chose faite depuis longtemps, en théorie du moins, sinon en fait: loi française de 1915 amendée le 14 décembre 1928 — loi allemande du 27 juin 1923). Ce mouvement tend encore à créer des juridictions spéciales, à développer les institutions susceptibles d'améliorer le sort du travailleur comme l'assurance, l'épargne, la prévoyance, le crédit, les coopératives de toutes sortes, à favoriser les groupements professionnels en vue d'établir une plus grande harmonie entre le travail et le capital et en vue de donner aux travailleurs et aux patrons les moyens de faire parvenir leurs doléances aux pouvoirs publics (1). La législation du travail s'internationalise de plus en plus, et c'est encore un point qui nous éloigne en ce domaine du mercantilisme (création de la Conférence Internationale du Travail et du Bureau International du Travail).

(1) Sur ce mouvement législatif, pour l'analyse des principaux projets de loi français ou étrangers, consulter notamment les revues suivantes: *Bull. du ministère du Travail*. — *Bull. de l'Office international du travail* continué depuis 1920 par la *Série législative du B.I.T.* — *Revue internationale du travail*. — *Musée social*. — *Revue d'Econ. pol.*, etc...

M. Gide écrit à propos de l'économie sociale: « Elle ne se fie point au libre jeu des lois naturelles pour assurer le bonheur des hommes, ni d'ailleurs aux inspirations du dévouement, mais à l'organisation voulue, réfléchie, rationnelle... » (1). Or cette organisation est et doit être réalisée par l'Etat seul: nous retrouvons ici le principe de l'interventionnisme le plus marqué: l'Etat réglemente les conditions et la durée du travail, intervient dans les différends entre patrons et ouvriers, dans la fixation du taux des salaires et oblige l'ouvrier à s'assurer contre les risques qui peuvent l'atteindre. Tout cela, c'est du mercantilisme.

Parmi la multitude des lois modernes à tendance sociale, nous ne citerons que les plus récentes car les premières remontent à une époque dont nous ne nous occupons pas dans les autres domaines. Bien qu'ici nous n'ayons pas de parallèle à faire avec les pratiques mercantilistes, il nous semble que cet exposé ne sera pas inutile parce qu'il fera ressortir d'une part l'abîme qui nous sépare de l'Ancien Régime quant à l'esprit de ces lois empreintes du plus pur individualisme en ce sens qu'elles témoignent d'une remarquable sollicitude envers l'individu, et d'autre part cet interventionnisme de l'Etat qu'on rencontre aussi bien dans ce domaine que partout ailleurs.

Nous avons un Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, un Conseil supérieur du Travail, un Office du Travail, un Conseil supérieur de l'Hygiène publique et un Conseil national de la main-d'œuvre. Chaque département possède sa Commission départemen-

(1) *Economie sociale*, p. 3 (3^e éd.).

tales du Travail pour étudier la réglementation du travail et proposer toutes réformes utiles. Diverses lois sont venues amender ou compléter le Code du Travail: celle du 4 août 1930 sur la saisie-arrêt des salaires, celle du 4 mars 1931 sur le paiement des salaires, celle du 9 mai 1931 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, celle du 5 février 1932 sur les amendes et règlements d'atelier, celles des 22 mars et 18 avril 1931 sur les coopératives ouvrières de production et de crédit, celle du 25 décembre 1932 sur les Conseils de Prud'hommes agricoles. Le décret du 8 août 1930 est venu modifier le décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux pour les femmes et les enfants; celui du 24 octobre 1930 est venu modifier celui du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis. Signalons encore les lois du 19 juillet 1928 sur les bureaux de placement, celle du 14 mai 1930 sur la rééducation professionnelle des mutilés du travail, celle du 29 juillet 1930 sur les accidents agricoles et celle du 1^{er} janvier 1931, modifiant la loi du 25 octobre 1919 et étendant son domaine sur les maladies professionnelles. Enfin tout récemment la loi du 20 juin 1936 institue un congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; une autre loi du même jour institue la semaine de 40 heures dans quelques industries.

Les sociétés d'habitation à bon marché n'ont cessé de voir augmenter leurs avances (1).

(1) Voir notamment: la loi du 22 mars 1931 relevant le maximum des avances faites par l'Etat, et celle du 25 janvier 1933 sur les prêts consentis par les sociétés de crédit immobilier aux sociétés de jardins

Le fléau du chômage a donné lieu à des mesures de grande envergure dans tous les pays industrialisés (au 30 novembre 1930 l'Allemagne comptait 3.762.000 chômeurs et au 1^{er} décembre de la même année l'Angleterre en comptait 2.306.000). Nous limiterons encore à la France le bref examen de cette question.

Dans son rapport général au Président de la République du 8 août 1935, M. Laval s'exprime en ces termes : « La nécessité d'une action énergique sur ce point n'a pas besoin de justification. Un certain nombre de décrets visent : la création d'un comité central de lutte contre le chômage chargé en particulier du développement des centres de rééducation professionnelle des chômeurs ; la limitation et le contrôle de l'activité des artisans étrangers et l'amélioration du sort des artisans français en chômage ; ajoutons que des mesures seront prises en vue de la suppression efficace des heures supplémentaires ».

D'une manière générale, le Gouvernement s'efforce de régulariser le régime des subventions aux Caisses de chômage, d'en accroître le taux et d'en prolonger la durée. Les décrets des 31 décembre 1931 (1) et 4 août 1932 ont élevé le taux de la contribution de l'Etat aux fonds de chômage. La loi du 31 mars 1932 augmente les ressources du

ouvriers, la proposition Landry (Chambre, 23 décembre 1929) tendant à faciliter le logement des familles et les décrets des 26 juillet 1934 et 21 février 1936 relatifs aux crédits pour les H.B.M.

(1) Ce décret rend tout à fait infime l'intérêt des comités locaux à ne donner des secours qu'aux vrais chômeurs en venant porter la part contributive de l'Etat dans les allocations accordées aux habitants de chaque commune à 60 % pour une 1^{re} tranche de 10 chômeurs par 1.000 habitants ; à 70 % pour une 2^e tranche de 10 à 20 chômeurs par 1.000 habitants ; à 80 % pour une 3^e tranche de 20 à 30 chômeurs par 1.000 habitants, et à 90 % pour tous les chômeurs en sus de 30 par 1.000 habitants.

« Fonds national de chômage » et par la loi du 23 avril de la même année l'Etat vient en aide aux communes et départements qui entreprennent des travaux pour les chômeurs. Le décret-loi du 15 mai 1934 institue un programme de grands travaux contre le chômage à réaliser par emprunts aux caisses d'assurances sociales. Celui du 4 octobre 1935 fixe la participation de l'Etat et des grands réseaux de chemins de fer au programme des grands travaux. Celui du 30 octobre vise à la rééducation professionnelle des chômeurs et un autre décret du même jour suspend la faculté d'accorder des heures supplémentaires, faculté que la loi du 8 avril précédent tendait déjà à écarter. Jusqu'à présent l'Etat français demeure cantonné sur le terrain des subventions aux institutions publiques de chômage alors que plusieurs grands pays européens comme l'Allemagne et l'Angleterre se sont orientés vers l'assurance obligatoire contre le chômage, assurance qui est peut-être le complément naturel de l'édifice des assurances sociales, mais qui n'en constitue pas moins une terrible charge pour l'industrie (1).

Ces assurances sociales (2) ont été introduites en

(1) Voir Mossé: « *L'assurance obligatoire contre le chômage du point de vue social* ». Thèse, 1929.

(2) Sur le principe et le mouvement général des assurances sociales en France, consulter notamment:

Paul Pic: *Traité élémentaire de législation industrielle*.

Les tendances générales actuelles de l'assurance maladie dans le monde (*Rev. int. trav.*, juin 1927).

Les assurances sociales dans les divers pays étrangers (Comité nat. d'études, 17 mars 1930).

Gide: *Economie sociale*, pp. 337 et suiv.

Brouilhet: *Econ. pol.*, pp. 179 et suiv.

Truchy: *Econ. pol.*, t. II, pp. 396 et suiv.

Schönberg: *Handbuch*, t. II, pp. 737 et suiv.

France par la loi du 5 avril 1928, amendée et mise en exécution par la loi du 30 avril 1930. L'Allemagne a un système d'assurances complet depuis 1883 (maladies, accidents, vieillesse-invalidité); l'*Arbeitgeber* du 1^{er} novembre 1929 (*Rev. trav.*, novembre 1929) en évalue les charges à 8.825 millions de marks. Ont notamment adopté les assurances sociales depuis la guerre: la Pologne (loi du 19 mai 1920 et code du travail du 25 juin 1927), la Tchécoslovaquie (lois des 9 octobre 1924 et 8 novembre 1928), la Bulgarie (loi du 6 mai 1924). Et s'acheminent vers le système: l'Italie en créant une assurance obligatoire contre la tuberculose (Charte du Travail de 1927, art. 27; décret du 27 octobre 1927 et loi du 20 mai 1928), et la Belgique par ses lois sur diverses assurances spéciales (loi du 10 décembre 1924 relative aux assurances des ouvriers; loi du 30 décembre 1924 relative à celles des mineurs, loi du 10 mars 1925 amendée le 18 juillet 1930 relative à celles des employés) et par ses projets tendant à l'adoption du régime actuel français dans ses grandes lignes. L'Angleterre, par sa loi du 7 août 1925 sur les pensions de vieillesse, se rapproche du régime allemand

Bulletin bibliographique de l'Institut d'Etudes économiques de Bordeaux, 1930.

Sur les assurances sociales à l'étranger, consulter notamment:

Bussot: *La reconstruction des assurances sociales allemandes après la crise du mark*. Thèse, 1930.

Manès: Les assurances sociales en Allemagne (Comité nat. d'études, 17 mars 1930).

Les assurances sociales en Pologne (*Rev. int. trav.*, oct. 1925, et *Rev. trav.*, 1928, p. 74).

L. Winter: La nouvelle loi tchécoslovaque sur les assurances sociales (*Rev. trav.*, 1926, p. 528, et sept. 1929).

en faisant prévaloir le principe de l'assurance sur celui de l'assistance.

Si nous jetons maintenant un regard sur cette assistance, en écartant les mesures tendant à un accroissement de la natalité dont nous allons reparler par ailleurs, nous ne trouvons en France aucune innovation appréciable. Les efforts portent surtout sur la création de préventoria, sanatoria et hameaux sanatoria (loi de finances du 30 juin 1930, art. 27, et décrets des 16 janvier 1931 et 30 mai 1932) (1). Signalons enfin la loi du 14 janvier 1933 sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée qui vient encore témoigner de la volonté d'intervention de l'Etat.

II

Parmi toutes les mesures d'ordre social, nous allons faire une place particulière à celles qui ont pour but direct d'accroître la population et les étudier plus en détail car ce sont vraiment les seules qui nous intéressent ici.

Comme nous l'avons fait remarquer au début de cet ouvrage, le mercantilisme est un complexe de tendances, éminemment variables dans le temps et selon les pays; pourtant quelques-unes de ces tendances, celles qui précisément forment le fond du système, se retrouvent inchangées en tous temps et en tous lieux et la tendance « populationniste » comme nous disons aujourd'hui, est assuré-

(1) Cf. Circulaire Landry du 26 juillet 1931 (*Recueil de droit com. et droit social*, 1931) relative à l'organisation de la prévention, et sur les nombreuses propositions intéressant l'assistance, voir *Bull. min. trav.*, 1932.

ment une de celles-là. Les auteurs mercantilistes sont unanimes sur la question et y attachent tous une égale importance (1).

Bodin s'écrie déjà dans sa « République » : « Il n'y a « richesse ni force que d'hommes ». Peut-on invoquer plus fortement le principe populationniste? Et il continue : « ... Car nos pères nous ont appris un ancien proverbe que la France ne fut jamais affamée, c'est-à-dire « qu'elle a richement de quoi nourrir son peuple, quelque « mauvaise année qu'il advienne, pourvu que l'étranger « ne vide nos greniers ».

Bélesbat (2), qui sur tant d'autres points s'éloigne du pur mercantilisme, est très populationniste; car, donne-t-il comme la première de ses raisons, l'impôt étant surtout payé par tête, plus le roi aura de sujets, plus il aura d'argent. Les causes de régression de la population de la France à la fin du XVII^e siècle sont pour lui la guerre, le haut prix des grains, la mauvaise justice et surtout le manque de secours aux pauvres. L'organisation de l'assistance publique qu'il préconise a donc un mobile populationniste : des hôpitaux généraux pour orphelins et pauvres, une « charité » dans chaque paroisse pour les malades pauvres et des « ateliers publics » pour ceux qui manquent de travail et pour supprimer la mendicité et le vagabondage. Cette assistance doit être organisée par l'Etat : Béles-

(1) La France passait alors pour une des nations les plus peuplées d'Europe et aussi pour l'une des plus puissantes. Sur une Europe de 120 à 130 millions d'âmes, la France en possédait 20, l'Angleterre guère plus de 6 aux dires de Macaulay, l'Allemagne guère plus de 20 et l'Autriche 10 à 12.

(2) Mémoire sur l'état présent de la France de 1699.

bat rejette l'aumône privée. Comme autres remèdes à la dépopulation, il préconise encore la liberté commerciale, pour favoriser l'immigration, et la diminution du nombre des religieux, point qui lui tient à cœur.

Melon est populationniste, Law est populationniste. Le premier attribue une large part du progrès économique d'un peuple à « l'augmentation du nombre de ses habitants qui doit être l'objet de sa législation ». Il est vrai que le progrès de l'agriculture et de l'industrie peut remplacer dans une certaine mesure cet accroissement. Et il ajoute: « Une nation qui se dépeuple pour aller au loin « habiter de nouvelles terres, devient également faible « partout, sa force devant être dans le lieu de sa domination » (1). Sur ce point nous ne sommes plus d'accord aujourd'hui avec Melon.

L'Italien Botero, l'un des premiers mercantilistes en date, laisse déjà prévoir le colbertisme par l'importance qu'il attribue à une population abondante. En avance de deux siècles, il pose l'antinomie malthusienne entre ce qu'il appelle « la puissance génératrice des hommes » et « la puissance nutritive des Etats ». Mais loin d'adopter le pessimisme de Malthus, il cherche, non pas à restreindre la population, mais à développer cette puissance nutritive des Etats.

Pour Child tout ce qui dépeuple appauvrit; donc comme Melon il semble rejeter la colonie parce qu'elle vide la métropole d'une partie de ses habitants. Mais la moindre dépopulation fait hausser les salaires et cette hausse tend immédiatement à accroître la population;

(1) Essai politique.

d'où ajustement automatique; la colonie n'est en définitive qu'un mal passager. Mais cette défiance des colonies demeure très forte chez Petty. Il veut une métropole surpeuplée; il souhaiterait même amener tous les Irlandais en Angleterre et vendre l'Irlande vide à une nation « qui se dépouillerait ainsi d'or et d'hommes », ou en faire un immense parc à bestiaux. Petty souhaite enfin le développement de la division du travail; or une forte densité de population en est la première condition. Pour Locke aussi la prospérité d'un pays dépend plus de sa population que de sa terre.

Les mesures prises en pratique pour accroître la population n'ont, certes, pas été en rapport avec les vœux fervents des auteurs mercantilistes. En France nous trouvons au début du XVII^e siècle quelques timides encouragements dans les provinces où les naissances étaient les plus faibles; en Bourgogne, notamment, tout homme ou femme ayant 12 enfants vivants était exempt d'imposition. « Comme un seigneur n'était grand, riche, puissant « et en sûreté que par le nombre de ses sujets », écrira plus tard Montesquieu (1), « chacun s'attacha avec une attention singulière à faire fleurir son petit pays. »

Mais ce n'est qu'avec Colbert et Louis XIV qu'on trouve vraiment une volonté constante d'action systématique. Le roi voit surtout dans un accroissement de la population la meilleure façon de satisfaire son orgueil. Rien de plus juste à cet égard que ce mot de Colbert lui-même: « Sa curiosité ne consistait pas seulement à être « informé de l'augmentation de la population, mais

(1) Esprit des lois.

« même à avoir une connaissance de sa puissance par cette
« augmentation » (1). En 1666 le roi rend l'édit suivant,
« destiné à faciliter les mariages et rendre plus difficiles
les vœux de religion ».

.. Saint-Germain-en-Laye, 1666.

« Louis... informé de l'usage particulier de notre pro-
« vince de Bourgogne, suivant lequel tous hommes et
« femmes qui ont douze enfants vivants jouissent de
« l'exemption de toutes impositions, désirons étendre ces
« mêmes grâces à tous nos sujets, en leur en accordant de
« nouvelles.

« A ces causes, avons statué que tous nos sujets tail-
« lables qui auront été mariés avant la 20^e année, soient
« exempts de toute contribution, imposition, charge
« publique, jusqu'à 25 ans révolus. Et pour les mariés
« dans la 21^e année, même exemption jusqu'à la 24^e
« année accomplie.

« Comme aussi voulons et nous plaist que tous pères
« de famille qui auront 10 enfants vivants, nés en loyal
« mariage, non prêtres, religieux, ni religieuses, soient
« exemptés de la collecte de toute taille, taillon, sel et
« subsides, tutelle, logement de gens de guerre, gardes,
« charges publiques, etc... Si l'un des dits enfants est mort
« portant les armes pour notre service, il sera censé et
« réputé vivant.

« Voulons pareillement que tout père et chef de
« famille qui auront 12 enfants vivants ou décédés
« comme dessus, soient, en outre, exempts de toute taille,
« taillon, subsides et impositions.

(1) *Lett., inst. et mém.*, t. VI, 16 juin 1671.

« Voulons que les gentilshommes et leurs femmes qui
« se signaleront par leur vertu et auront 10 enfants nés
« en loyal mariage, non prêtres, religieux, ni religieuses,
« et qui seront vivants, si ce n'est qu'ils soient décédés
« portant les armes pour notre service, jouissent de 1.000
« livres de pension; comme aussi ceux qui auront 12
« enfants vivants ou décédés comme ci-dessus, jouissent
« de 2.000 livres de pension.

« Voulons également que les habitants des villes fran-
« ches de notre royaume, bourgeois non taillables, ni
« nobles, et leur femme, qui ont 10 ou 12 enfants, jouis-
« sent en l'un ou l'autre cas, de la moitié des pensions
« accordées aux gentilshommes, et qu'ils demeurent en
« outre exempts du guet, gardes et autres charges publi-
« ques. »

L'année suivante, un nouvel édit signé à Amiens, rend plus démocratique ce dernier système en accordant à tous, sans distinction de classe, les faveurs d'abord réservées aux gentilshommes. Désormais tout père de 10 ou 12 enfants est non seulement exempt de taille, mais reçoit encore une pension de 1.000 ou 2.000 livres (1).

La natalité subit alors en effet une régression marquée. D'autre part le roi est frappé de ce que « d'après les usages reçus par les tribunaux, ceux qui vivent hors le mariage, sont bien plus favorablement traités dans la contribution aux charges publiques, que ceux qui s'y trouvent engagés et qui ont des enfants ». Et c'est encore pour donner « une marque éclatante de l'estime où doivent être

(1) « Le roi voulut par là, dit Voltaire, encourager les agriculteurs qui nourrissent la patrie et la noblesse qui la défend » (*Le siècle de Louis XIV*, chapitre XXX).

tenues les unions fécondes » qu'il décerne « des distinctions d'honneur et des prérogatives qui en rendent le mérite plus recommandable ».

Pour déjouer les fraudes, afin de bénéficier des avantages de ces édits, des pièces authentiques doivent être produites: contrat de mariage, acte de baptême, de décès, certificat d'enrôlement, etc... Mais ces précautions ne furent sans doute pas suffisantes.

L'édit de 1666 est appliqué au Canada en 1669. Par une ordonnance de la même année concernant encore ce territoire, Colbert attribue une prime de 300 livres par an à tout Canadien ayant 10 enfants légitimes vivants, et 400 livres pour 12; de plus tout garçon se mariant à 20 ans, toute fille se mariant à 16, reçoit 20 livres. On raconte que le gouverneur du Canada, Talon, interdisait à tout célibataire de chasser et de pêcher (1). Enfin dans des Instructions remises à Monsieur de Bourleroue, intendant de justice, police et finances, au Canada, datées de Saint-Germain, 5 avril 1668, Colbert écrit: « Incontinent
« après son arrivée, il doit faire un rôle ou recensement
« général de tous les habitants du pays, et marquer leur
« sexe, âge et estat, s'ils sont mariés ou non, et combien
« ils ont d'enfants... Pour conclusion, il ne faut pas qu'un
« intendant croye jamais avoir bien fait son devoir, qu'il
« ne voye au moins 200 familles d'augmentation tous les
« ans dans ledit pays. Il faut empêcher autant qu'il se
« pourra, la trop grande quantité des prestres, religieux
« et religieuses; il suffit qu'il y en ait le nombre nécessaire
« pour le besoin des âmes et pour l'administration des

(1) *Bull. de l'Alliance nationale*, janvier 1908.

« sacrements; il faut autant qu'il se pourra procurer les
« mariages des garçons à l'âge de 18 à 19 ans et des filles
« de 14 à 15 ans » (1).

En France, Colbert lutte aussi contre le célibat ecclésiastique, en pure perte d'ailleurs. Il va jusqu'à caresser le projet d'unifier le chiffre de la dot des femmes, car celles qui ne sont pas dotées, pense-t-il, ne trouvent pas à se marier et celles qui ont une forte dot éclipsent les autres. Quand il attire en France l'élite des travailleurs étrangers, l'idée qu'il augmente du même coup le nombre des sujets du royaume ne lui est certainement pas étrangère. Il prend diverses mesures pour empêcher la décroissance de la population, sinon pour favoriser son augmentation: il proscriit l'émigration des Français et inflige à ceux qui contreviendraient à cette interdiction des peines sévères pouvant aller jusqu'à celle de mort (2); il défend aux protestants de sortir du royaume (par quelle aberration le grand roi révoqua-t-il l'Edit de Nantes quelques années plus tard?) et interdit, par divers édits et sous peine de confiscation de corps et de biens, de prendre du service à l'étranger (3). Il procède à une réforme de la taille, si mal répartie, pense-t-il, qu'elle pousse à l'émigration. Enfin dans son esprit, ses créations de manufactures dans les campagnes où les bras restaient inoccupés et ses créations d'hôpitaux, ont pour principal but de conserver ses sujets au roi.

Toute cette législation fut en général de courte durée; les édits de 1666 et 1667 durent être levés; ils avaient

(1) Cité par Boucoiran: « *La famille nombreuse dans l'histoire et de nos jours* ». Thèse, 1921.

(2) *Lett., inst. et mém.*, t. VI, p. 158.

(3) Isambert, t. XVIII, p. 366.

d'ailleurs l'inconvénient de coûter très cher et de ne favoriser que les familles d'exception. La pénurie d'argent et la misère qui caractérisèrent la fin du grand règne firent naître des préoccupations plus pressantes. Il n'en est pas moins vrai qu'un effort, immense pour l'époque, avait été tenté, et qu'un système rationnel avait été mis sur pied. Mais c'est bien plus encore par leurs aspirations que par les mesures dont ils usèrent, que les mercantilistes méritent une place unique dans l'histoire du populationnisme. Cette unanimité, cette ferveur, cette mystique du nombre, ce n'est qu'à l'époque actuelle qu'on les retrouve.

*

* *

Nos lois instituant un encouragement à la natalité ne datent pas d'hier certes, mais on constate depuis ces dernières années dans notre législation un puissant renouveau d'intérêt pour les familles nombreuses. Depuis 1931 les lois se succèdent augmentant les primes et les allocations de toutes sortes destinées à favoriser les chargés de famille. C'est dans ce sens que sont intervenues la loi du 26 novembre 1931 et la loi budgétaire du 31 mars précédent (article 102) modifiant la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (1) et la loi du 27 juillet 1932 modifiant celle du 22 juillet 1923 sur l'encouragement national aux familles nombreuses (2).

(1) Voir aussi les décrets des 25 décembre 1927, 5 mai 1929 et 31 mai 1930.

(2) La loi du 22 juillet 1923, complétée par la loi du 29 avril 1926 et le décret du 10 mars 1928, attribuait au père de plus de deux enfants vivants et légitimes, non assujetti à l'impôt sur le revenu, une allocation

Le 18 juin 1931 est déposé au Sénat le rapport de Monsieur Strauss (1) sur l'assistance maternelle et la proposition adoptée par la Chambre le 26 mai 1930 portant création de maisons maternelles (2). A cette époque la plupart des départements instituent des primes à la natalité. Le 28 décembre 1931 le conseil général du département de la Seine élève considérablement le montant de celles qu'il distribuait déjà (3). La loi du 22 janvier 1932 rend obligatoire les allocations familiales; c'est dès le 30 mars 1931 que la Chambre avait adopté le projet Loucheur instituant cette obligation.

Le décret du 29 décembre 1934 vient améliorer sensiblement la situation du chef de famille nombreuse quant à la cédule des Traitements et salaires et celles des Bénéfices commerciaux et industriels, des Bénéfices agricoles et des Bénéfices de professions non commerciales. Ainsi, en ce qui concerne l'impôt sur les traitements et salaires, un ménage est désormais exonéré jusqu'à 20.000 francs par la naissance de son 3^e enfant, jusqu'à 40.000 francs par la naissance de son 4^e et jusqu'à 80.000 francs par la naissance de son 5^e. Pour cette même cédule, entre 20.000 et

par an et par enfant : de 120 fr. pour le 3^e, de 360 fr. pour le 4^e, de 540 fr. pour le 5^e et les suivants. Les fonctionnaires chargés de famille recevaient une allocation pouvant varier de 660 fr. pour le 1^{er} enfant à 1.920 fr. pour le 4^e et les suivants.

(1) Doc. parl., n° 557.

(2) Sur le rôle de ces maisons maternelles voir *Rec. de dr. com. et dr. soc.*, 1931, p. 74, et sur la proposition Bonnevey concernant les primes à la natalité voir le même recueil, 1930, p. 108.

(3) Ces primes passent ainsi de 350 fr. à 650 fr. pour le 3^e enfant,
— — — — — 450 fr. à 850 fr. pour le 4^e enfant,
et ainsi de suite jusqu'au 6^e enfant pour lequel la prime est désormais de 1.250 fr.

40.000 francs, le père de 3 enfants bénéficiera d'une réduction de 75 % sur le taux de base de l'impôt et au-delà de 40.000 francs d'une réduction de 50 %.

Lors de la coordination du rail et de la route, plusieurs accords interviennent entre les Réseaux de chemins de fer et les transporteurs routiers (1) qui prévoient une réduction de 50 % pour les pères, mères et enfants de moins de 18 ans, de familles ayant au moins 5 enfants légitimes, vivants et âgés de moins de 18 ans.

Un décret-loi du 30 octobre 1935 élève le plafond de la pension faite au fonctionnaire chef de famille nombreuse; par contre un autre décret-loi, en date du même jour, réserve, pour des raisons fiscales, le versement des primes à la natalité aux Français non redevables de l'impôt sur le revenu.

Les allocations familiales sont étendues à l'agriculture par le décret du 5 août 1936. Elles voient leurs montants sensiblement relevés le mois suivant dans la région parisienne (2): ainsi par exemple la mère de 5 enfants qui recevait 3.360 francs par an, touchera désormais 7.200 francs et les mères de familles les plus nombreuses ressortissant de la Caisse reçoivent 24.000 francs au lieu de 10.080. Un mois plus tard 15 caisses avaient

(1) Voir notamment les accords des 29 juin et 13 juillet 1934 passés respectivement à Lille et à Beauvais par le Réseau du Nord.

(2) Voici le tableau de ce relèvement (par mois en francs):

	ancien tarif	nouveau tarif	
		Seine	S.-et-O.
1 ^{er} enfant	30	30	30
2 ^e enfant	40	50	50
3 ^e enfant	50	120	90
4 ^e enfant et suiv.	80	200	160

relevé leurs barêmes. Le décret du 26 août 1936, qui relève les allocations de chômage, relève aussi les primes accordées aux chômeurs chefs de famille pour chacun de leurs enfants.

Enfin, pour nous rendre compte jusqu'à quel point les préoccupations populationnistes ont place dans notre régime fiscal contemporain, il nous paraît utile de rapporter ici quelques-uns des articles de notre toute récente loi fiscale du 31 décembre 1936. Cette loi qui se flatte d'encourager les familles nombreuses, les encourage en effet mieux que la précédente sur certains points, mais sur d'autres elle marque une régression. D'une façon générale les célibataires possédant un gros revenu sont mieux traités que dans le régime antérieur. (S'agissant d'un revenu de 75.000 francs, le père de 2 enfants subit une augmentation de 15 %, celui de 4 enfants une augmentation de 3 %, alors que le célibataire n'en subit aucune. S'agissant d'un revenu de 300.000 francs, le père de 2 enfants subit une augmentation de 32 %, celui de 4 enfants une augmentation de 38 %, alors que le célibataire en subit une de 27 %.)

« ART. 36. — Le 3^e alinéa de l'art. 115 du code général des impôts directs est ainsi modifié et complété :

« En outre tout contribuable a droit sur son revenu annuel, à raison des enfants à sa charge, dans les termes du dit art. 116, à des déductions réglées comme suit :

« 5.000 francs pour chacun des deux premiers enfants; 10.000 francs pour le 3^e enfant; 15.000 francs pour le 4^e et pour chacun des suivants... (1).

(1) Les chiffres de l'ancienne loi étaient respectivement de 5.000, 8.000, 8.000 et 10.000 pour le 5^e et les suivants.

« ART. 38. — Le 2^e alinéa de l'art. 118 du code général des impôts directs est ainsi modifié et complété:

« Le montant de l'impôt est majoré de 30 % (1) pour les contribuables âgés de plus de 30 ans qui sont célibataires, veufs ou divorcés et qui, n'ayant pas d'enfant, n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'art. 116.

« Le même montant est majoré de 15 % pour les contribuables âgés de plus de 30 ans, mariés depuis plus de 2 ans au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, lorsque, n'ayant pas d'enfant, ces contribuables n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'art. 116. »

« Ces majorations ne sont pas applicables aux contribuables du sexe féminin dont le revenu n'excède pas 75.000 francs. »

« ART. 43. — L'art. 408 du code de l'enregistrement est remplacé par les dispositions suivantes:

« ART. 408. — Dans toute succession où le défunt laisse plus de 2 enfants vivants ou représentés, il est déduit de l'actif global net, pour la liquidation des droits de mutation par décès, 10 % par enfant en sus du 2^e, sans que cette réduction puisse excéder 20.000 francs par enfant » (2).

Si la législation française en général fait preuve, depuis ces dernières années, d'un réel effort en matière d'encouragement à la natalité, pour pouvoir parler vraiment ici de renaissance du mercantilisme, il nous faut passer aux légis-

(1) L'ancienne loi disait: «...40 %... ».

(2) L'ancienne rédaction portait: « ...plus de 3 enfants... 15.000 francs par enfant ».

lations allemande et italienne. Comparée à ces dernières, la nôtre demeure bien timide. En Italie aussi bien qu'en Allemagne, on retrouve un plan, une action systématique, une volonté tendue vers un but unique; on retrouve surtout comme chez les mercantilistes une doctrine: une sorte d'impérialisme du nombre; et, à côté du mouvement législatif lui-même, une forte action morale.

La législation italienne comporte en premier lieu des dégrèvements d'impôts. Les fonctionnaires de l'Etat ou des communes ayant 7 enfants, les autres chefs de famille ayant 10 enfants vivants ou en ayant eu 12 au total, sont dispensés de tous les impôts directs de l'Etat, des provinces et des communes, lorsque leur revenu est inférieur à 100.000 livres. Si leur revenu dépasse cette somme, il est réduit d'un montant égal pour le calcul des impôts. Les contribuables, ayant des personnes de leur famille à leur charge, bénéficient, pour le calcul de l'impôt global sur le revenu, d'une déduction à la base de 5 % pour chacune de ces personnes (sauf pour leur femme), sans que cette réduction puisse dépasser 3.000 livres par tête. Les droits de succession ou de donation entre père et mère et enfant, sont supprimés purement et simplement quand il y a 2 enfants ou davantage; ces mêmes droits sont aussi supprimés entre époux quand il n'y a qu'un seul enfant.

Le système italien comporte ensuite des impôts spéciaux sur les célibataires. Les célibataires de 25 à 65 ans subissent les deux taxes suivantes: 1° une taxe de capitation qui est de 70 livres par an de 25 à 35 ans, de 100 livres de 35 à 50 et de 50 livres de 50 à 65 ans; 2° une majoration de 50 % sur l'impôt progressif sur le revenu. Le

produit de ces deux taxes est affecté à l' « Œuvre Nationale pour la protection de la maternité et de l'enfance », œuvre aux très larges ressources qui a notamment organisé la protection de la femme enceinte, en couches ou qui allaite, du nourrisson, de tous les enfants jusqu'à 5 ans et des enfants de tout âge faisant partie de familles nombreuses.

L'activité des sages-femmes et des maisons d'accouchement est contrôlée. Tout médecin, ayant eu connaissance d'un avortement, doit dans les 48 heures en référer au médecin provincial qui, lui, est tenu au secret professionnel, mais qui, par le rayon d'action et le genre de son activité, est à même, plus que n'importe quel autre, de dépister les avorteurs de métier. Sont interdits la fabrication, l'importation et l'exportation d'objets anticonceptionnels. Sont punis par la loi la propagande anticonceptionnelle, l'incitation à l'avortement ou le fait de procurer l'impossibilité de procréer.

Des indemnités pour charges de famille sont prévues. Les fonctionnaires de l'Etat mariés et pères d'au moins un enfant mineur, reçoivent à ce titre (sauf quand il s'agit de traitements très élevés) une indemnité mensuelle de 150, 135, 130 ou 50 liras, suivant leur traitement; à cette indemnité vient s'ajouter, pour chaque enfant mineur en plus du premier, une allocation de 30, 25, 20 ou 10 liras lorsqu'il y a 2 ou 3 enfants, et de 60, 50, 40 ou 20 liras quand il y en a plus de 3. Le fonctionnaire qui a le traitement le plus bas reçoit donc, quand il y a 4 enfants, une allocation annuelle totale de $(50 \times 12) + (20 \times 12 \times 4) = 1.560$ liras. Dans le même cas, celui qui aurait le

traitement le plus élevé recevrait 4.680 livres. De plus, de nombreuses allocations sont distribuées par l'Etat à des familles nombreuses sans que celles-ci constituent un droit pour elles. L'exemple de l'Etat est parfois suivi par les communes dont quelques-unes attribuent aussi des primes; plus nombreuses sont celles d'entre elles qui accordent des réductions sur le gaz, l'électricité, les billets de tramways, etc...

A côté des mesures destinées à encourager la natalité, nous trouvons celles qui ont pour but de parer à une diminution de la population. La lutte est organisée contre la mortalité infantile, contre l'alcoolisme, la malaria, le cancer, la tuberculose (assurance obligatoire, voir ci-dessus), contre l'emploi de stupéfiants et contre les taudis. Enfin le Gouvernement, sans prohiber l'émigration, la réduit autant que faire se peut: il se charge des frais de retour des nationaux émigrés, il entretient toute une organisation pour garder contact avec ces mêmes émigrés, il favorise aux Italiennes en couches à l'étranger, le retour momentané sur le sol national en prenant à son compte tous les frais de voyage. S'étant aperçu que l'émigration des campagnes vers les villes était un facteur de dépopulation, il réglemente cette dernière et s'efforce d'accroître la superficie des terres cultivables.

En dernier lieu et surtout, une action morale énergique accompagne les mesures positives. Des discours, la presse servent la cause populationniste. Le Duce exige que tous « les grands » donnent l'exemple comme lui-même: on laisse entendre à tout célibataire, occupant un poste

élevé au sein du parti fasciste, qu'il doit se marier, être père ou abandonner ses fonctions. Mussolini, en bon psychologue, ne néglige pas l'influence qu'ont les grandes manifestations publiques sur les foules en général et sur le peuple italien en particulier: tous les ans, le 30 octobre, est célébrée en grande pompe, au milieu de l'enthousiasme, la fête de la nuptialité; cette dernière ne donne pas seulement lieu à des réjouissances, elle est encore l'occasion de distributions de primes aux jeunes mariés de la journée; et nombreux sont les mariages ce jour-là! Le 24 décembre, la fête de la Mère et de l'Enfant est prétexte au même genre de propagande.

En Allemagne, quelques timides encouragements à la natalité avaient été prodigués avant l'avènement du national-socialisme. L'arrivée de Hitler au pouvoir change tout. Lui s'attaque aux sources du mal et ne recule pas devant les mesures les plus énergiques. Il s'était produit un sensible relâchement des mœurs: il procède à un nettoyage impitoyable, et, sûr de son pouvoir, fait appel à l'opinion publique. Constatant que ce qui avait diminué en Allemagne ce n'était pas tant le nombre moyen d'enfants que possédait chaque famille que la quantité des mariages, il entreprend une véritable apologie de l'union conjugale. Sa législation, comme on va le voir, ne vise presque uniquement que cette union. Elle semble d'ailleurs avoir donné quelques résultats si on se rapporte aux chiffres suivants: 509.000 mariages étaient célébrés en Allemagne en 1932, 630.000 en 1933, 740.000 en 1934 et 650.000 en 1935. Si cette dernière année marque une régression, il n'en est pas moins vrai que les chiffres les

plus élevés ont été atteints durant les mois qui ont suivi immédiatement la promulgation de la nouvelle loi (1).

Cette loi du 5 juillet 1933, dite d'encouragement au mariage, accorde des prêts sans intérêt aux nouveaux mariés. Le montant en peut aller de 300 à 1.000 marks (2.500 à 8.500 francs). Chaque année 160 millions de marks sont consacrés à ces prêts et doivent en financer environ 300.000.

Pour bénéficier de ces prêts, les jeunes époux doivent répondre à certaines conditions. Il est tout d'abord indispensable que la future épouse ait travaillé durant six mois au moins au cours des deux dernières années et qu'elle s'engage à ne plus travailler jusqu'au remboursement intégral du prêt: l'un des buts secondaires de la loi est en effet de procurer du travail aux chômeurs masculins. Les fiancés doivent en outre être de race aryenne et prouver, au moyen d'un certificat délivré en due forme par le médecin agréé, qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie héréditaire physique ou mentale. Il y a, dans ces dernières prescriptions, quelque chose de nouveau: à la quantité de la population, on veut allier la qualité; d'ailleurs qualité et quantité répondent exactement aux mêmes besoins, aux mêmes buts. De plus intervient une préoccupation raciste dont nous aurons aussi à reparler.

(1) Voici pour 1935 le tableau des taux de nuptialité et de natalité dans les 4 plus grandes puissances de l'Europe occidentale :

		France	Grande- Bretagne	Italie	Allemagne
taux	‰ de nuptialité.....	6,8	8,4	6,6	9,7
	— natalité	15,2	15,2	23,1	18,9

L'autorité municipale donne son avis sur le montant du prêt et l'administration centrale des finances statue en dernier ressort. La loi visant surtout à favoriser l'entrée en ménage, la somme est remise, non pas en argent liquide, mais sous forme de bons qui ne peuvent être utilisés que pour des achats de meubles et d'articles de ménage chez des commerçants agréés. Ces prêts sont remboursables en cent mensualités égales de 3 à 10 marks selon la somme reçue, soit en 8 ans et 4 mois.

Deux dispositions font plus spécialement de ce système une loi d'encouragement à la natalité; on peut en ajouter une troisième:

1° Chaque fois qu'un ménage bénéficiant d'un prêt a un enfant, la somme à rembourser est réduite de 25 %; en outre les versements restant à effectuer peuvent être retardés et subir un décalage d'un an;

2° Les sommes nécessaires au fonctionnement de la loi sont fournies par un impôt spécial frappant les célibataires des deux sexes dont le revenu mensuel dépasse 75 marks (soit 450 francs). Cet impôt devant produire une somme de 220 millions de marks, 60 millions rentrent dans le budget général de l'Empire en remplacement de la recette du précédent impôt sur les célibataires et les 160 millions disponibles sont consacrés aux prêts;

3° Si les sommes provenant des remboursements de prêts doivent d'abord être utilisées durant 5 ans au rachat des bons du Trésor émis en 1933 pour combattre le chômage, le surplus est consacré à l'attribution d'allocations aux pères de familles nombreuses. Ces allocations ne fonctionnent d'ailleurs que depuis l'ordonnance du 15 sep-

tembre 1935. Elles ont cela d'original d'être versées en une seule fois, et encore au moyen de bons de 10 à 50 marks pour l'achat de meubles ou d'articles de ménage. Seuls peuvent en bénéficier les chefs de famille d'au moins 4 enfants remplissant les conditions que nous avons déjà rencontrées au sujet des prêts: n'avoir aucune infirmité et être aryen. Deux cents millions de marks sont consacrés tous les ans à ces allocations.

La loi que nous venons d'étudier laisse subsister toutes les indemnités et réductions d'impôts antérieures. En 1934 est entré en vigueur un nouveau système fiscal prévoyant une réduction générale de 15 % pour chacun des quatre premiers enfants, de 30 % pour le 5^e et une exonération totale pour les familles comprenant au moins 6 enfants. Les droits de succession doivent être supprimés entre époux, parents et enfants et petits-enfants.

Le droit d'aînesse a toujours passé pour favoriser la natalité. C'est dans cette idée que le 1^{er} octobre 1933 le Gouvernement lui substitue, sans le rétablir, un système original déjà appliqué à la Prusse. Faculté est donnée au propriétaire d'une ou plusieurs fermes d'inscrire sa ferme, ou l'une d'elles seulement, au registre des fermes héréditaires. Par cette formalité la ferme en question n'est plus susceptible d'être héritée que par un seul enfant; les cohéritiers frustrés, s'il en existe, ont le droit d'être entretenus à la ferme jusqu'à leur majorité ou d'y être secourus ou employés durant leur vie si besoin est. En Prusse l'inscription a lieu d'office, sauf dans certains districts.

Enfin tout récemment, le 1^{er} juillet 1936, sont créées de nouvelles allocations pour familles nombreuses, men-

suelles, réservées aux ménages ayant au moins 5 enfants (10 marks par mois et par enfant).

*

* *

Toutes les nations, à l'heure actuelle, s'inquiètent des mouvements de leur population. En France nous avons des congrès nationaux pour la natalité et même un Conseil supérieur de la Natalité; toutes les grandes puissances, ou presque, ont des organismes de ce genre. Si dans la plupart d'entre elles, comme en France, l'action et les manifestations extérieures demeurent modérées malgré les vœux sincères, il en est tout autrement en Allemagne et en Italie où cette action, précisément, prend une ampleur que n'auraient su imaginer les mercantilistes eux-mêmes. Pour ces deux pays le parallèle est frappant avec le mercantilisme: dans les buts et les aspirations, dans l'esprit du mouvement et son fondement, même parfois dans des détails de législation (Colbert prohibait l'émigration, Mussolini la contrôle); aussi c'est principalement à cette Allemagne du III^e Reich et à cette Italie fasciste que nous allons faire allusion dans ce qui suit.

Écoutons plutôt le Duce parler: « La condition primordiale de la puissance politique et, par suite économique et morale des nations est leur puissance démographique. Leur destin est lié à cette puissance » (1). Une autre fois il écrit: « Le taux de notre natalité n'est pas seulement l'indice de la puissance grandissante de notre pays; il est encore celui qui distinguera le peuple

(1) Discours du 26 mai 1927.

« fasciste des autres peuples européens parce qu'il témoi-
« gnera de sa vitalité et de sa volonté de transmettre
« cette vitalité à travers les siècles ». Ou encore: « Il faut
« que les Italiens soient très nombreux pour pouvoir
« fonder une politique d'expansion ».

Peut-on ne pas être frappé de ce rapprochement avec les paroles d'un Bodin: « Il n'y a richesse, ni force que
« d'hommes » ou d'un Vauban: « Il est constant que la
« grandeur des rois se mesure par le nombre de leurs
« sujets. C'est en quoi consistent leur bien, leur bonheur,
« leurs richesses, leurs forces, leur fortune et toutes les
« considérations qu'ils ont en ce monde » (1).

Nous rapportons les mots d'un Mussolini; on pourrait aussi bien les mettre dans la bouche d'un Hitler. Chez le Chancelier du Reich il s'y ajoute pourtant encore autre chose: une idée de suprématie de race, une sorte d'impérialisme aryen. Ainsi on expulse les Juifs, même s'il doit en résulter un léger fléchissement de la population. Ainsi encore on cherche à sélectionner par diverses mesures, à améliorer la race en vue de sa suprématie.

Nous assistons, dans le fascisme et le national-socialisme, à un véritable culte, à une apologie du nombre. Le populationnisme, avec ses mesures pratiques et ses soulèvements d'enthousiasme, fait partie intégrante de ces régimes; il est un des rouages du système et l'une des pièces maîtresses de l'édifice; à tel point qu'on ne pourrait imaginer ni le fascisme, ni le national-socialisme sans cette exaltation du nombre.

(1) Cité par Daire: « *Les économistes financiers du XVIII^e siècle* ».

Mais le nombre pourquoi? Le nombre pour la force! Les mercantilistes n'avaient pas non plus d'autre raison à leur désir d'avoir une population nombreuse.

Il faut une population nombreuse, il faut être fort pour produire beaucoup, pour mettre sur pied une production capable d'acquérir la suprématie économique. Mais à l'idée de suprématie économique, s'ajoute celle de suprématie politique et militaire. Le mercantilisme, le national-socialisme, le fascisme les comprennent toutes. Une nation à population abondante sait se faire respecter politiquement et militairement parce qu'elle est forte. L'apologie de la force marche de pair avec l'apologie du nombre.

Etre forts en vue de la guerre! dirons-nous, brutalement. Les mercantilistes avaient cette préoccupation. Nous la connaissons aussi aujourd'hui; les courses aux réarmements auxquelles nous assistons à l'heure actuelle en font foi. La nation faible militairement et qui se dépeuple, est destinée, pensons-nous, comme le pensait un Richelieu il y a plus de trois siècles, à se faire subjuguier et étouffer par ses rivales. Le mercantilisme se teintait d'un sentiment de domination et d'impérialisme; Mussolini nous parle de « politique d'expansion ».

CHAPITRE IV

La Monnaie

I. — *Le crédit: importance attribuée chez les mercantilistes et de nos jours à un crédit abondant et bon marché dans le développement économique d'une nation. La « démocratisation » actuelle du crédit et le rôle joué par l'Etat.*

II. — *Les banques: « l'étatisation » et le contrôle bancaire.*

III. — *La monnaie: le néo-mercantilisme et sa recherche d'un accroissement artificiel de la circulation monétaire comme favorisant la production — la tendance actuelle à attribuer à la monnaie un rôle décisif dans l'économie générale.*

IV. — *Les projets d'une monnaie mondiale à l'époque mercantiliste et de nos jours.*

V. — *L'or: le mercantilisme et la croyance chrysohédonique — rôle attribué à l'or dans l'économie actuelle, le bullionisme contemporain.*

I

Les mercantilistes ont toujours attribué une importance prépondérante au crédit. Si la prospérité du commerce extérieur est liée à une surabondance de production, cette surproduction ne peut être obtenue que par le crédit, par la circulation des capitaux.

Nul ne l'a compris mieux que Colbert. Il entreprend une véritable lutte contre la thésaurisation; question qui est tout à fait à l'ordre du jour. Si en principe l'argent circule tout seul suivant les besoins de l'échange, une intervention de l'Etat peut cependant devenir nécessaire, soit pour régulariser cette circulation, soit pour écarter certains obstacles apportés à l'échange par la nature ou par les institutions politiques du pays. Donc l'Etat doit favoriser le crédit. Colbert entreprend toute une série de mesures destinées à rendre l'argent meilleur marché. Il prévient tout d'abord l'accaparement de l'argent par un petit nombre de capitalistes, les grands responsables, pense-t-il, du taux trop élevé du loyer de l'argent: « D'autant », dit-il (1), « que cy-devant l'abondance « était dans le royaume, mais elle était entre les mains des « partisans d'où il a fallu la faire passer pour la mettre « en celles du roi ». Ces capitalistes professionnels sont la ruine des producteurs obligés de donner sous forme d'intérêts presque tous leurs bénéfices (2). De plus le taux élevé qu'ils exigent ralentit considérablement l'expansion

(1) *Lett., inst. et mém.*, t. VII, p. 231.

(2) Forbonnais: « *Recherches et considérations sur les finances de la France* », p. 375.

des entreprises existantes et gêne la création d'entreprises nouvelles.

Mais il ne suffit pas de lutter contre la thésaurisation et contre les exigences d'une poignée de capitalistes tout-puissants, il faut encore amener ceux qui ont de l'argent à l'investir dans le commerce ou l'industrie. Pendant tout son ministère, Colbert travaille dans ce sens. Nous avons vu avec quelle sollicitude il se met en quête de capitaux pour ses manufactures. Il s'efforce de détourner les placements des offices de la finance, investissements qui pour lui n'aboutissent à aucune création de valeur. Il paye de sa personne et se fait propagandiste auprès des bourgeois, des nobles et des capitalistes, en plaidant la cause de l'industrie et du commerce (1). Il comble de faveurs les grands qui se rendent à ses fins.

Croyant en la toute-puissance de l'édit, en décembre 1665, il fixe à l'intérêt un taux maximum pour assurer à l'industrie des capitaux à un loyer plus raisonnable; mesure tout à fait inopérante en pratique, mais bien significative de l'esprit qui animait le ministre de Louis XIV.

Melon, de son côté, signale: « Notre objet est de
« faire voir combien il est essentiel à la balance du
« commerce que, dans les circonstances où l'intérêt est
« permis, il ne soit pas à un plus haut prix chez nous que
« chez l'étranger, parce que le négociant à qui l'argent
« coûte le moins peut toujours vendre par préférence
« sur ses concurrents » (2).

(1) *Lett., inst. et mém.*, t. VII, p. 236.

(2) *Essai politique sur le commerce*, chap. XXII, p. 795.

Contrairement à tous, Mun, en Angleterre, préconise un taux élevé d'intérêt, signe de prospérité, pense-t-il, car si les entreprises l'acceptent, c'est qu'elles réalisent de larges bénéfices et songent à s'agrandir. Pour son compatriote Child, au contraire, un faible taux d'intérêt est essentiellement le critérium, le seul, à vrai dire, d'une balance commerciale prospère. Nous n'avons pas ici à prendre parti entre ces deux opinions contradictoires; qu'il nous suffise de faire ressortir à quel point l'un comme l'autre tenait la question du crédit comme capitale. Child admire la Hollande où le taux de l'intérêt est particulièrement bas. Au début de son « Discours sur le commerce », il nous montre comment un crédit bien organisé a été la cause du développement des « Provinces Unies » (1) : les banques et « la loi qui est d'usage chez ce peuple de transporter « d'un homme à un autre les reconnaissances, obligations « et billets faits pour dettes ». Il préconise donc l'extension des billets, des transports de dettes, des obligations.

De nos jours la question du crédit fait l'objet d'une recrudescence d'intérêt; on lui attribue un rôle décisif dans la production et la marche des affaires. Dans ses conclusions du 5 juillet 1935 notre Conseil National économique signale comme premier point à atteindre quand on recherche une diminution des prix de vente: l'abaissement du loyer de l'argent. En effet nos prix n'ont cessé, depuis ces dernières années, de monter par rapport à ceux de la plupart des autres puissances et l'on constate chez nous une élévation parallèle de l'intérêt de l'argent: alors que le taux moyen de cet intérêt était, en 1931, de 3,825

(1) Depuis: les Etats-Unis d'Amérique.

à Londres, de 3,18 à Paris et de 2,5 à New-York, en 1935 il est respectivement dans ces mêmes pays de 2,45, de 4,94 et de 2,5. Ainsi le 2 mai 1935 par exemple la rente française 4,5 % tranche A valait 87 fr. 65, tandis que le war loan anglais 3,5 % valait à Londres 105 fr.

M. Patenôtre (1), tout en insistant sur l'importance du crédit, propose la création d'un organisme central sous le contrôle direct et absolu de l'Etat; il s'agirait là d'une espèce de service public concédant des crédits à un taux favorable en ne se réservant qu'une marge supplémentaire très faible, juste capable de couvrir les risques toujours inévitables mais rendus beaucoup plus supportables du fait de la loi des grands nombres. Cette marge se trouverait d'ailleurs accrue du montant presque total de l'intérêt reçu car il serait facile à cet organisme central d'obtenir de la Banque Nationale un escompte privilégié puisqu'en définitive le crédit ne coûte rien à un institut d'émission et que de plus il s'agirait là de permettre la réalisation d'emprunts qui autrement ne seraient jamais intervenus. Nombreux sont en effet ceux qui pensent actuellement qu'un crédit largement distribué et à un taux bas serait le meilleur remède à la stagnation économique.

Mais passons aux réalisations pratiques. Une foule de lois récentes sont venues organiser le crédit « aux petits », avec l'aide de l'Etat qui y va souvent de ses deniers propres. C'est, insistons-y, une véritable « démocratisation » du crédit qu'ont entreprise, avec une remarquable sollicitude, les pouvoirs publics. Les mercantilistes au contraire se sont plutôt préoccupés du crédit aux grandes

(1) « Voulons-nous sortir de la crise? »

entreprises (manufactures) directement susceptibles d'exporter. Aujourd'hui, pense-t-on, ces sortes d'entreprises, grâce au considérable rayon d'action de leur activité, trouvent toujours les capitaux dont elles ont besoin (surtout quand il s'agit de sociétés par actions) ; mais l'Etat doit favoriser le crédit aux petites entreprises qui n'offrent pas en apparence les mêmes garanties à leurs créanciers. Par contre, ce qui est bien dans l'esprit mercantiliste, l'intervention de l'Etat en ce domaine devient de jour en jour plus grande. Ce crédit prend souvent une forme mutualiste.

Le crédit ouvrier n'est guère récent ; l'intermédiaire financier entre les sociétés et l'Etat est formé par les banques coopératives ouvrières. La création du crédit mutuel urbain au petit et moyen commerce et industrie remonte à la guerre (1) ; le système comprend des sociétés de caution mutuelle et des banques populaires : au début de l'année 1930 les avances totales de l'Etat se montaient pour les premières à 5.730.000 francs et à 10.050.000 francs pour les secondes. Quant au crédit artisanal, la loi Serre du 1^{er} mai 1929 est entrée en vigueur en 1931 (2). L'Union nationale des Sociétés coopératives d'artisans de France a été ainsi habilitée à faire les opérations prévues au texte. Les avances (limitées à 25.000 francs chaque) remboursables en 5 ans sont accordées aux

(1) Voir les lois des 13 mars 1917, 7 août 1920, 7 janvier 1922, 19 décembre 1926, 24 juillet 1929, et les décrets des 31 janvier 1918, 31 décembre 1927, 9 mars 1928, 4 avril et 18 avril 1929 et 25 avril 1932.

(2) Voir aussi les lois des 27 décembre 1923, 14 décembre 1925, 19 décembre 1926, 26 juin 1928 et 10 juillet 1928, et les décrets des 27 juillet 1924, 15 mai 1927, 31 décembre 1927 et 5 juillet 1928.

artisans n'occupant pas en dehors de leur famille plus de deux ouvriers et d'un apprenti de moins de 18 ans, à l'effet « de constituer, d'aménager, de refaire tout ou partie, de doter en outillage leur entreprise ». Des avances remboursables en 10 mois (limitées à 5.000 francs) sont prévues pour l'approvisionnement en matières premières (1). Le crédit agricole s'est particulièrement développé ces dernières années (2). (Tout récemment la loi du 18 avril 1935, complétée par le décret du 26 juin suivant, est venue mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole de nouvelles ressources pour l'attribution de prêts à court terme, de prêts à moyen terme et de prêts à long terme.) Il existe encore un crédit immobilier et un crédit hôtelier (3).

Bien plus, et ce qui est plus intéressant pour nous, l'Etat accorde directement des avances à des entreprises ou exploitations qui ne pourraient subsister sans cette aide. Nous citerons, comme exemple dans cet ordre de crédit, le décret du 23 octobre 1935 relatif aux avances pouvant être accordées à des producteurs de vin bénéficiant d'une appellation d'origine de la Gironde et de la Marne. Dans

(1) La loi du 17 mars 1931 tend à les admettre au bénéfice des prêts à long terme du crédit agricole.

(2) Voir les lois du 5 août 1920 et des 4 août 1929 et 22 juillet 1932 sur les opérations de crédit à long terme; des 30 mai 1931 et 24 mars 1932 sur les opérations à moyen terme, et du 30 juillet 1931 sur les prêts à moyen terme aux jeunes ménages agricoles.

Sur les nombreux projets concernant l'amélioration du crédit agricole consulter *Bull. Min. Trav.*, 1932, XXI. Voir projet du 26 juin 1930 (Chambre n° 3566) portant fixation du statut fiscal des coopératives agricoles de production.

(3) Voir les lois de finance des 30 juin 1923 et 19 décembre 1926 et le décret du 30 novembre 1923.

son rapport le Président du Conseil s'exprime en ces termes: « La situation dans laquelle se trouvent actuellement, par suite de la mévente de leurs récoltes, les viticulteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine, ne leur permet plus de continuer leur exploitation si une aide efficace ne leur est pas rapidement apportée ». Et il en conclut à la nécessité d'une intervention gouvernementale, « étant donné l'intérêt que présente pour le patrimoine national l'avenir des régions productrices de vins renommés... » Crédit qui en définitive ressemble terriblement à une subvention! Nous retrouvons ici ce souci bien mercantiliste consistant pour l'Etat à sauvegarder à tout prix les productions susceptibles de servir le prestige français à l'étranger, à faire vivre des entreprises déficitaires.

Enfin la loi du 19 août 1936, « tendant à instituer une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles », vient mettre, sous certaines conditions, des fonds à la disposition de tout chef d'entreprise qui manifesterait le désir de profiter de cette loi.

Il nous reste à dire un mot d'une institution nouvelle dont il faut plutôt considérer l'esprit que l'importance pratique car elle se heurte à quelques difficultés d'application. Cette institution cherche à favoriser les exportations; le Colbertisme l'ignorait mais elle est bien dans sa tendance générale. Nous voulons parler de l'Assurance Crédit d'Etat. La loi du 10 juillet 1928 autorise le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations et services publics étrangers. Celle du 22 août 1936 étend le système jusqu'à son aboutissement normal: ce ne sont plus seulement les

créances sur les Etats étrangers qui sont garanties, mais toutes les créances provenant d'exportations, dans certaines limites d'ailleurs, comme nous allons le voir. Cette dernière loi stipule:

« ART. 1^{er}. — Le ministre du Commerce est autorisé
« à garantir, au nom de l'Etat, les exportateurs français
« contre les risques politiques et monétaires définis à
« l'article 2 ci-dessous qui résultent d'opérations de vente
« de produits français à des acheteurs étrangers non visés
« par la loi du 10 juillet 1928 modifiée par le décret du
« 27 juillet 1935...

« ART. 2. — Il y a risque politique ou monétaire au
« sens de la présente loi:

« Lorsque le débiteur étranger est empêché de tenir
« ses engagements pour cause de guerre ou de révolution;

« Lorsqu'il peut invoquer le bénéfice d'un moratoire
« général édicté par les autorités compétentes du pays
« de sa résidence;

« Lorsque la législation du pays de la résidence du
« débiteur empêche le transfert des fonds versés par ce
« dernier dans la monnaie dudit pays. »

II

Si les banques existent de toute antiquité, elles prennent du milieu du XVII^e siècle au début du XVIII^e un développement particulier et quelques-unes d'entre elles comme la banque de Law revêtent une forme nouvelle. D'autre part le billet de banque, tel que nous le connaissons aujourd'hui, remonte à l'époque mercanti-

liste. En effet, si dès le XV^e siècle les banques italiennes remettent à leurs déposants des récépissés non seulement transmissibles, mais ayant la forme au porteur, ce n'est qu'au XVII^e siècle que la créance, dont le papier est l'attestation, devient imprescriptible et ne rapporte plus d'intérêt, et ce n'est qu'en 1661 que la Banque de Suède délivre des coupures de somme ronde et uniforme. Ce n'est enfin qu'avec Law que la monnaie de papier se transforme en papier-monnaie en s'écartant de la couverture intégrale en métal et devient d'un usage national après n'avoir été que d'un usage purement local.

Dans le domaine bancaire, nous ne considérerons qu'un point, celui de l'étatisation. Le 4 décembre 1718 Law obtient la transformation de son Etablissement en une banque « royale » ; l'Etat se substitue aux actionnaires qu'il rembourse et devient propriétaire du capital. Désormais les billets sont émis sur décision du Conseil d'Etat.

De nos jours, nous assistons dans tous les pays du monde à un immense mouvement tendant à organiser un contrôle sévère, une main-mise de l'Etat sur l'organisme bancaire. Si ce mouvement mérite d'être signalé ici, ce n'est pas tant à cause du rapprochement qu'on en peut faire avec la transformation de la banque de Law en banque royale que parce qu'il correspond bien dans son esprit à la tendance mercantiliste consistant à entretenir et justifier une intervention de l'Etat dans toutes les sortes d'activité. Si le désir d'éviter de nouvelles catastrophes bancaires et de protéger l'épargne demeure le motif fondamental des lois que nous allons étudier, dans certains cas des facteurs secondaires ont agi ; par exemple la volonté de rationaliser l'organisation bancaire et de contrôler les place-

ments de capitaux à l'étranger. À vrai dire cette réglementation a commencé dès la guerre, mais elle a pris une importance considérable surtout depuis la crise de 1929.

En premier lieu nous trouvons le système de l'autorisation préalable pour les banques qui reçoivent des dépôts; d'une façon générale l'exercice de l'activité bancaire est subordonné à l'autorisation du Gouvernement ou d'un organisme spécial de contrôle bancaire dont nous reparlerons plus loin. La loi allemande du 4 décembre 1934 étend cette obligation d'une autorisation préalable à toutes les institutions de crédit en général.

D'autres mesures visent à garantir un maximum de solvabilité et de liquidité. On fixe parfois un montant des dépôts que la banque ne peut dépasser: en Italie les engagements d'une banque ne peuvent dépasser le vingtuple de ses ressources propres; au Danemark, en Norvège et en Pologne, le rapport est de 10, il est de 5 à 8 en Suède suivant l'importance des ressources propres. Le législateur est aussi conduit à imposer aux banques un capital minimum. Pour garantir la liquidité il impose un minimum d'encaisse ou le placement d'un certain pourcentage des ressources en actifs facilement réalisables. Ainsi la loi danoise du 15 avril 1930 exige une encaisse qui, suivant l'importance du capital, est de 1,2 % à 3 % du total des engagements; de plus l'actif facilement réalisable doit atteindre au moins 15 % des engagements à court terme (moins de 30 jours) et 10 % du total des engagements. La loi suisse du 26 février 1935 institue un système assez compliqué qui tient compte de la place occupée par les engagements à court terme dans l'ensemble des engagements: à mesure que croît la proportion des engagements

à court terme dans l'ensemble des engagements, s'accroît aussi le minimum exigé tant pour les disponibilités que pour l'actif facilement réalisable. En Tchécoslovaquie les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent accepter les dépôts que si elles y sont spécialement autorisées par le Ministre des Finances et si elles ont un capital d'au moins 10 millions de couronnes.

D'un autre côté on prescrit une limite aux achats de titres de sociétés diverses que les banques peuvent effectuer et on réglemente la faculté d'accorder des prêts garantis par des actions. Ainsi le *Banking Act* américain de 1933 interdit aux banques, sauf de minimes exceptions, de détenir des actions et limite leurs placements en obligations: une banque ne peut souscrire plus de 10 % d'une émission, elle ne peut posséder des obligations émises par la même société que pour une somme ne dépassant pas 15 % de son capital propre et 25 % de ses réserves. Enfin le *Federal Reserve Board* est autorisé à fixer de temps en temps, pour chaque district bancaire, une limite maximum pour le total des avances garanties par actions et obligations que peut faire chaque banque. Les législations de la Suède, du Danemark, de la Pologne, de l'Italie et de la Belgique sont en ce sens. D'une façon générale on constate une tendance à séparer nettement les opérations de banque proprement dites des opérations financières.

Enfin signalons sans y insister que presque partout nous trouvons des dispositions sévères interdisant aux banques de consentir des crédits exagérés à un débiteur, leur imposant une publicité spéciale (1) et réglementant

(1) Voir loi suisse du 8 novembre 1934 et loi allemande du 4 décembre 1934.

leur organisation interne et la responsabilité de leurs dirigeants.

Ces diverses réglementations sont souvent instituées ou contrôlées par un organisme extérieur, officiel ou semi-officiel, dont les attributions sont au surplus fort variables suivant les pays.

En Allemagne, à la suite de la crise financière de juillet 1931, une ordonnance du 21 septembre suivant introduit une surveillance des banques par un commissariat qui doit influencer la politique bancaire dans le sens des intérêts généraux de l'économie allemande et s'efforcer de normaliser les conditions de la concurrence entre les institutions de crédit en vue d'une diminution des frais généraux et du taux de l'intérêt. Une ordonnance du 8 décembre 1931, visant plus spécialement la réduction du taux de l'intérêt, vient préciser et amplifier les attributions de ce commissariat pour les banques.

L'étatisation des banques était l'un des articles de foi de la doctrine nationale-socialiste. Le remplacement du Docteur Lither par le Docteur Schacht à la Reichsbank fut la première manifestation de cette volonté d'intervention. En septembre 1933 une commission officielle, présidée par ce même Docteur Schacht, dépose un projet qui introduit un régime de réglementation des plus centralisateurs et des plus étatistes. Par la loi du 4 décembre 1934 que nous avons déjà signalée, est institué auprès de la Reichsbank un Comité de surveillance pour le crédit; comprenant quatre secrétaires d'Etat et le président et le vice-président de la Reichsbank, tous deux désignés par le Chancelier, ce comité est une simple émanation du pouvoir suprême. Il peut édicter des règlements

généraux pour les opérations des instituts de crédit. Il doit veiller à la suppression des abus qui pourraient se manifester dans l'organisation du crédit et à ce que toutes les banques soumettent leurs comptes annuels à l'examen d'un organisme indépendant. Le commissaire des banques voit renforcer les fonctions qui lui furent antérieurement attribuées: il inflige notamment aux banques ou à leurs dirigeants des amendes pour la non-observation de la loi ou des règlements qu'il peut édicter, il peut rendre obligatoires les décisions prises à la majorité par les Associations bancaires et peut d'une façon générale entreprendre toute révision des institutions soumises à la loi.

Aux Etats-Unis aussi le contrôle des banques a pris un développement particulièrement remarquable. Les banques dites nationales sont soumises aux inspections minutieuses du Contrôleur de la circulation qui dispose de vérificateurs ou « *examiners* ». Si des imprudences ont été commises, ces derniers se bornent à attirer l'attention du Conseil d'Administration. Ils doivent veiller à l'observation des lois et règlements et à ce que, d'une façon générale, les opérations soient saines et sûres. En outre dans chaque Etat un fonctionnaire supérieur est chargé du contrôle des banques dites « d'Etat » et les « Banques de la réserve Fédérale » ont chacune leur service de vérification pour les banques affiliées. Enfin il existe des systèmes d'investigation créés par certaines Chambres de Compensation, et ce sont ceux-là qui se montrent les plus efficaces.

Un contrôle bancaire officiel très développé existe encore dans tous les pays scandinaves qui dans ce domaine comme dans bien d'autres copient les uns sur les autres leurs institutions. Chaque Etat a son Office d'inspection

bancaire dont le personnel est désigné par le Gouvernement.

Si les mercantilistes ignoraient ces institutions, c'est qu'alors l'édifice bancaire n'était pas achevé comme il l'est aujourd'hui; les banques passaient au second plan. Mais nous avons constaté avec l'expérience de Law qu'aussitôt qu'un établissement de crédit a pris quelque importance, l'Etat est intervenu, ne pensant pas pouvoir demeurer étranger à une affaire intéressant l'économie nationale. Nous avons donc signalé ce mouvement général vers un contrôle bancaire de l'Etat pour cette simple raison qu'on l'aurait trouvé dans le mercantilisme si les banques avaient alors joué le rôle qu'elles jouent aujourd'hui. D'ailleurs le bullionnisme espagnol soumit les banques à une certaine réglementation, en théorie du moins; on peut dire la même chose des banques italiennes de l'époque.

III

Beaucoup plus originale et intéressante pour ce qui nous occupe est l'étude du rôle énorme attribué à la monnaie dans la vie politique d'un pays par les mercantilistes et de celui qu'on veut lui faire jouer de nos jours.

Ici nous nous éloignons du bullionnisme que nous retrouverons plus loin à propos de l'or; on ne considère plus uniquement les métaux précieux, mais la monnaie en général, quelle qu'elle soit, d'or ou de papier. Alors que le bullionnisme est la forme première du mercantilisme, nous allons étudier ici un mercantilisme évolué, parvenu au dernier stade de sa progression, si bien qu'on

le baptise parfois de néo-mercantilisme; il faut le situer à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e. Evidemment la transition a été progressive entre ces deux formes et l'on ne peut pas les opposer brutalement. Les mercantilistes, qui se placent dans le temps entre ces deux formes extrêmes, ont toujours pensé que c'était d'une grande abondance de numéraire que dépendait le développement de la production; mais ils distinguaient difficilement la monnaie des métaux précieux puisque pour eux la monnaie ne pouvait consister qu'en ces métaux. Il faut donc arriver à ce qu'on vient d'appeler le néo-mercantilisme pour trouver la notion de monnaie telle qu'on la comprend à l'époque moderne, affranchie des métaux précieux, en partie du moins. En définitive l'importance attribuée à la monnaie est plus manifeste chez ces néo-mercantilistes, parce qu'eux, comme nous, agissent directement sur elle et prétendent suppléer à la pénurie du métal par des moyens artificiels, par une abondante circulation fiduciaire.

Si la production est sous la dépendance étroite de la monnaie, il faut multiplier celle-ci; c'est ce que les néo-mercantilistes commencent par faire. Si Child préconise avec un tel enthousiasme l'extension des billets, des transports de dettes et des obligations, c'est parce qu'il voit dans le papier de crédit un véritable numéraire qui vient grossir le capital, s'ajouter au numéraire métallique et non pas une simple utilisation plus rapide d'un capital non échu.

Mais dans ce domaine c'est le banquier Law qui doit être mis en vedette et auquel il faut associer les noms de Melon et Dutot qui partagèrent toujours ses idées. Law,

dans le dessein de multiplier le numéraire, émet des billets non entièrement gagés par une encaisse d'or; c'est précisément dans la marge existant entre cette encaisse et le montant nominal du total des billets que réside l'intérêt de l'opération. Law s'appuie sur ce principe que les porteurs ne réclameront pas sans nécessité le remboursement des billets, tant qu'ils seront assurés de ce remboursement et que, dans ces conditions, ceux qui demanderont la conversion du papier en métal, pour des causes personnelles, ne le feront pas tous au même moment. Cette idée est aujourd'hui universellement admise et exploitée. Law affirme que la monnaie a une valeur additionnelle, en dehors de la quantité de métal qu'elle peut renfermer, due à son rôle monétaire, et que cette valeur « n'est pas plus « imaginaire que la valeur que l'argent a dans les « échanges comme métal » (1). « La pratique de la « plupart des nations commerçantes », écrit-il (2), « confirme que le papier, pourvu qu'il ait une valeur, est plus « propre que l'argent à l'usage de la monnaie... car », ajoute-t-il, « le billet n'est sujet à aucun changement dans « sa valeur parce que la quantité et la demande augmentent et diminuent toutes les deux ensemble; il est donc « plus propre à devenir la mesure par laquelle sont évaluées les marchandises. » Les faits et le peu de sagesse des hommes ont toujours démenti ces principes, mais nous n'avons pas à insister sur ce point. Law va jusqu'à préconiser une garantie foncière pour laisser entièrement libre l'encaisse métallique; dans ce cas ce serait le montant intégral du billet qui viendrait s'ajouter à cette encaisse.

(1) Considérations sur le numéraire et le commerce.

(2) *Idem*.

On peut qualifier le système de Law « d'inflationniste » car il donne au papier numéraire un rôle prépondérant dans la création des richesses. Pour Law, population et commerce dépendent exclusivement de la quantité de ce numéraire: « Le commerce intérieur », écrit-il, « dépend de la monnaie et une somme bornée ne peut faire « travailler qu'un nombre proportionné d'individus ». Donc, plus la quantité de numéraire sera grande, plus nombreux seront les travailleurs dont elle permettra l'emploi. Le développement de la marine marchande est aussi indirectement lié à cette quantité; or, tout le monde s'accorde à dire que ce développement conduit à la maîtrise du commerce et que le bas prix du fret est la condition essentielle de la prospérité commerciale.

Pour Melon aussi le numéraire est la principale des richesses et amène les autres, mais il sent que s'il y en a de trop sa valeur diminue. Dutot écrit: « Les degrés de « l'abondance et de la disette sont déterminés par ceux du « mouvement et du repos de l'argent ». Pour lui le change est « le véritable baromètre du commerce »; on trouve la même idée chez Law et Melon: alors que les livres des douanes sont sujets à caution, le change varie automatiquement et suit immédiatement les mouvements de la balance commerciale; seul il permet une action instantanée.

Ainsi, contrairement aux physiocrates qui n'en font qu'une conséquence, les mercantilistes attachent une importance énorme à la monnaie: non seulement elle est une richesse, mais elle est encore et surtout créatrice de richesses, elle est nécessaire comme richesse préexistante indispensable à la mise en œuvre du travail.

Aujourd'hui, en nous plaçant peut-être sur un terrain un peu différent, nous faisons jouer à la monnaie un rôle au moins aussi important. Les théories monétaires de la crise pullulent. On se livre à toutes sortes de manipulations sur les monnaies dans l'espoir de remédier au malaise économique, on dévalue pour revigorer le commerce extérieur. La monnaie est devenue par excellence l'instrument avec lequel on veut diriger l'économie et on est convaincu de son pouvoir. On attribue à la monnaie les réussites ou les catastrophes, la stagnation des affaires. Nous n'avons pas ici à prendre parti et à dire si ces croyances sont justifiées; quelques-unes s'appuient sur des chiffres. Nous nous contenterons de les exposer.

« Le moyen d'échange », écrit M. Baudin (1), « qui jadis jouait un rôle modeste sur la scène économique, passe au premier plan. Au lieu d'être tenu pour un simple lien entre l'offre et la demande, il est considéré par plusieurs auteurs comme un facteur de production et un instrument de répartition. Aussi cette clef de voûte du système économique découverte de nos jours fait-elle l'objet d'innombrables études, et les réformateurs s'acharnent-ils à la déplacer dans l'espoir de remédier aux déséquilibres. »

« Nous assistons en ce moment-ci », écrit d'un autre côté M. Deméjan (2), « à cause de la crise économique mondiale, à un renouveau de l'antique et tenace illusion et ce renouveau se présente, conformément à la tradition, sous de multiples aspects: théorie d'une distribution de l'or proportionnelle aux besoins des diffé-

(1) *Rev. pol. et parl.*, 10 février 1936.

(2) *Rev. pol. et parl.*, 10 février 1932.

« rents peuples, théorie du bimétallisme universel et
« immédiat, théorie de la monnaie dirigée par inflations
« proportionnelles et synchrones, théorie de l'étalon à
« poids variable et à pouvoir d'achat constant... etc. »

En effet, puisque l'on constate que toute crise se traduit par des variations de prix qui changent brusquement la valeur des signes monétaires, si l'on admet que ces variations sont une des principales causes des crises en même temps qu'un de leurs effets ou, tout au moins, qu'elles les entretiennent et les aggravent, n'atténuerait-on pas les dégâts de ces crises en donnant un pouvoir d'achat constant à ces signes monétaires? Les stocks cesseraient d'augmenter ou de diminuer de valeur, les salaires nominaux demeurerait constants avec un même standing de vie et les éléments de spéculation disparaîtraient. C'est le raisonnement que se sont tenu un bon nombre d'économistes.

Dans cet ordre d'idée, le Suédois Cassell et l'Anglais Keynes, reprenant la thèse de M. Irving Fischer, préconisent l'emploi de billets échangeables contre de l'or, mais à un taux variable de convertibilité, ce taux étant ramené périodiquement par le pouvoir central à la valeur de l'inverse de l'indice général des prix. M. Eisler (1) propose une monnaie de papier idéale, absolument indépendante du métal. Au point de vue purement intérieur, on obtient la stabilité économique par des déflations ou des inflations successives suivant les variations des besoins de crédits (dans l'esprit de M. Eisler, il s'agit surtout d'inflation). Mais comme ces inflations ou déflations agissent sur les

(1) Voir *Rev. éco. po.*, mai 1931.

prix, toutes les obligations sont contractées d'après l'indice général des prix. Tous les pays devront faire, et ici nous entrons dans l'utopie, des inflations et déflations synchrones et proportionnelles. L'or garantit seulement les échanges internationaux.

Un peu moins utopique nous paraît la théorie du Major Douglas mise en pratique dans une certaine province du Canada sous le nom de « Crédit social ». « La « crise sévit parce que les individus n'achètent plus; or « les individus n'achètent plus parce qu'ils n'ont plus de « monnaie, donc il suffit de distribuer largement la « monnaie pour que la prospérité renaisse » (1). Dans cette théorie toute simpliste la monnaie devient un véritable instrument de direction de la production et de la distribution; il s'agit de créer un système de financement de la consommation capable de permettre l'acquisition des produits invendus.

Signalons encore dans cet ordre d'idée la fameuse théorie de la monnaie fondante qui a aussi été l'objet de timides essais. Elle a souvent un mobile un peu spécial, celui de vaincre la thésaurisation. Remarquons, à ce propos, que si la plupart des Gouvernements entreprennent de nos jours une véritable lutte contre cette thésaurisation, les mercantilistes de leur côté agissaient dans le même sens et recherchaient sans cesse une circulation monétaire toujours plus active.

Nous laissons à dessein de côté, pour les retrouver plus tard, toutes les théories qui attribuent un rôle prépon-

(1) Baudin: *Rev. pol. et parl.*, 10 février 1935.

dérant dans le domaine économique, non plus à la monnaie en général, mais à l'or uniquement. Cette distinction est peut-être quelque peu arbitraire mais l'importance donnée au métal jaune dans le régime mercantiliste nous oblige à lui consacrer une section spéciale.

Passons maintenant dans un domaine de réalités plus palpables. Il est évident que nombreux sont à l'heure actuelle les pays qui croient trouver dans la dévaluation la fin de leurs soucis économiques. On peut évidemment objecter que la cause première, inavouée de ces dévaluations est d'ordre purement budgétaire; mais il n'en est pas moins vrai que les dirigeants, en pratiquant cette politique, visent à des résultats économiques. On ne peut nier d'autre part que toute crise monétaire engendre des mesures multiples qui réagissent les unes sur les autres et en s'enchevêtrant bouleversent profondément l'économie mondiale. Ainsi le pays qui dévalue est automatiquement amené à contrôler l'exportation de ses devises, à instituer des surtaxes compensatrices des changes...

Monsieur Paul Reynaud attribue la fuite de l'or d'un pays donné à la surévaluation de sa monnaie: « En fait », dit-il, « les pays perdent leur or tant que leur monnaie « est surévaluée. Ils le regagnent après que l'opération « monétaire a été accomplie ». Quand Monsieur Reynaud parle d' « opération monétaire », il s'agit, tout le monde s'en doute, de dévaluation. Et il prend comme exemples à l'appui de sa thèse celui de l'Angleterre qui a, dit-il, retrouvé son or après la chute de la livre en septembre 1931, celui de l'Amérique (mars 1933) et celui de la Belgique (mars 1935).

Après une étude sérieuse de l'influence des dévaluations monétaires sur les prix (1), Monsieur R. Pupin conclut quant aux prix nominaux: « Aussitôt annoncée, « prévue ou seulement entrevue, elle stimule (la dévaluation) les acheteurs et contient les vendeurs de « marchandises et denrées en plaçant constamment devant « leurs yeux cette formule exacte: que tous les autres « facteurs de variation des prix restant identiques par « ailleurs, toute atteinte à la valeur intrinsèque d'une « monnaie doit être compensée par une élévation correspondante de la valeur nominale des objets pour assurer « des conditions d'échange équivalentes ». Mais d'autre part cette dévaluation, par sa nature même, par le jeu de l'arbitrage international, par l'anticipation des achats sur les besoins réels et les nécessités de liquidation, ne pourra jamais être conservée intégralement et comportera un certain déchet sur l'échelle des prix-or.

De son côté Monsieur D. Navachine (2) se demande si l'évolution de la crise est la même dans les pays de différentes conditions monétaires. Il distingue deux catégories de pays: ceux qui ont maintenu et ceux qui ont abandonné la convertibilité de leur monnaie. Et il conclut que chez ces derniers la crise semble avoir évolué plus rapidement vers une issue favorable.

Quant aux effets des dépréciations monétaires sur le commerce international, les études statistiques de la S.D.N. démontrent que les exportations des pays à monnaie or ont passé d'environ 35 % du total pour la fin de 1929 à

(1) *Rev. pol. et parl.*, 1936.

(2) *Revue économique internationale*, juin 1935, p. 436.

presque 45 % en septembre et octobre 1931 pour retomber, depuis et durant toutes ces dernières années, à 38 ou 40 %. La courbe du groupe sterling accuse un mouvement presque symétrique en sens inverse: elle tombe d'environ 30 % pour la fin de 1931 à 26 % en octobre 1931 pour remonter ultérieurement à 32 % environ et s'y maintenir. « Le rétablissement de la situation des pays du groupe « sterling à partir de 1932 », en conclut Monsieur Filippi (1), « paraît devoir être imputé dans une assez « large mesure à la dépréciation de la livre » (2).

D'un autre côté les pays anglo-saxons justifient leur politique monétaire en affirmant que toutes les entraves artificielles, auxquelles est actuellement soumis le commerce international, empêchent le fonctionnement normal de l'étalon or et que ce dernier ne pourra être utilement rétabli qu'après un abaissement des barrières douanières. « Les « pays du bloc-or estiment au contraire », déclare encore M. Filippi (3), « que les fluctuations monétaires cons- « tituent pour les échanges un élément de perturbation « qui ne permet pas de procéder à cet abaissement. Les

(1) Rapport précité.

(2) Les comparaisons statistiques suivantes, communiquées par la S.D.N. semblent venir confirmer cette opinion:

QUANTUM DES EXPORTATIONS
DE LA FRANCE ET DE LA GRANDE-BRETAGNE

	<i>Grande-Bretagne</i>	<i>France</i>
1929	100	100
1930	81,9	89,5
1931	62,7	76,1
1932	62,9	58,7
1933	64,2	59,7
1934	69,1	59,9

(3) Rapport précité.

« deux théories reconnaissent ainsi le lien qui existe entre « la question douanière et la question monétaire... » Nous voyons ainsi à quel point les pouvoirs publics, dans chaque pays, tiennent pour important le rôle monétaire dans l'économie internationale; c'est la seule chose que nous voulons montrer ici.

Enfin il n'est pas douteux que la monnaie dirigée, combinée avec un faible taux d'intérêt, constitue la pièce maîtresse de l'économie anglaise contemporaine. La dépréciation de la livre, dans l'idée de ceux qui l'ont opérée, devait contribuer fortement à réduire les importations de l'Angleterre sans réduire ses exportations, le tout devant amener sur les marchés internationaux une restriction des offres de devises anglaises (1). Un fonds d'égalisation des changes a été créé qui achète avec des livres des devises étrangères.

De même la monnaie dirigée constitue la partie principale de l'œuvre du Président Roosevelt. Nous reviendrons sur l'expérience américaine à propos de l'économie dirigée en général. Qu'il nous suffise de dire pour l'instant que la formidable inflation de crédits, existant en Amérique en 1929, apparaissant à beaucoup comme étant l'une des principales causes du malaise économique, le premier remède consista à dévaluer le dollar pour diminuer l'énorme endettement des industriels et des agriculteurs.

A propos de cette expérience américaine et de l'économie dirigée par la monnaie, nous sommes amenés à dire un mot de deux moyens d'action qui s'écartent de la

(1) Les importations anglaises ont en effet diminué après la chute de la livre; leur moyenne mensuelle est en 1931 de 66,5 millions de livres fortes; elle n'est plus en 1932 que de 52,5 millions de livres faibles.

monnaie proprement dite mais qu'on doit comprendre dans l'économie dirigée par la monnaie au sens large: la politique d'escompte et les opérations sur le marché libre. Les mercantilistes ignoraient absolument ces procédés.

La politique de la hausse du taux de l'escompte est en vérité fort ancienne, puisqu'on en trouve déjà une application systématique en 1847. Elle permet à la Banque Nationale de défendre son encaisse en réduisant le nombre des effets de commerce à escompter. Elle attire de l'étranger les capitaux disponibles par l'appât d'un intérêt plus élevé. Elle stimule la baisse des prix en obligeant les commerçants à se procurer des disponibilités moins onéreuses en vendant plus rapidement leur stock à meilleur compte. Enfin et surtout elle agit comme un avertisseur; elle signale que des exagérations ont été commises dans l'ordre des prix et dans l'ordre de la spéculation, qu'il faut s'arrêter, qu'il y a danger.

Les opérations sur le marché libre, les achats et les ventes de titres, sont d'une pratique beaucoup plus moderne; les Etats-Unis en ont largement usé. En vendant des titres, la Banque Centrale diminue les disponibilités du marché monétaire et augmente le pouvoir d'achat des unités monétaires qui restent. En achetant ces mêmes titres, elle jette sur le marché des unités de pouvoir d'achat nouvelles. Ainsi l'Institut d'émission exerce une action sur les prix.

Il règne de nos jours de par le monde un véritable mythe qui consiste à chercher dans les manipulations monétaires la fin de tous nos maux économiques.

Nous faisons donc jouer aujourd'hui à la monnaie un rôle au moins égal à celui que lui attribuaient les mercan-

tilistes, mais pas tout à fait sur le même plan, faut-il ajouter. Nous n'avons plus cette croyance simpliste, essentiellement mercantiliste, qui consiste à voir une augmentation de richesse dans toute multiplication du numéraire même artificielle; au contraire, nous redoutons fort « la planche à billets » comme l'on dit souvent. Les mercantilistes étaient convaincus de l'action du numéraire sur l'économie entière d'un pays par l'intermédiaire de son influence sur la production, mais ils n'ont jamais comme de nos jours fait de la monnaie un instrument universel et infaillible de direction économique, ils ne l'ont jamais employée comme nous le faisons, systématiquement et comme pièce maîtresse d'un plan d'ensemble, pour bouleverser les institutions existantes. Les quelques timides dévaluations qu'on trouve à l'époque répondent à un besoin fiscal et à celui de réaccorder les valeurs de l'or et de l'argent; le mercantilisme les avait en horreur et les évita soigneusement.

IV

Nous trouvons, de nos jours comme chez les mercantilistes, des projets de monnaie mondiale. Si ces projets demeurent ici comme là purement utopiques, il nous paraît intéressant de les signaler comme révélant, à des époques si distantes l'une de l'autre, l'existence de soucis communs et d'aspirations communes. Pour les mercantilistes déjà, les divergences existant entre les monnaies nationales étaient l'objet de troubles incessants; aujourd'hui ils redoublent à cause des variations répétées qu'on fait subir

aux monnaies dans la plupart des pays. Bien plus, nous rendons pour partie responsable du malaise économique actuel ce fait qu'il existe des monnaies nationales irréductibles en perpétuel déséquilibre. Aux mêmes maux nous proposons le même remède que les mercantilistes : la création d'une monnaie internationale. Signalons pourtant qu'à leur époque ce que l'on redoutait surtout c'était la fraude qui se pratiquait en grand et ce fait que la mauvaise monnaie du voisin venait chasser la bonne que l'on avait chez soi (1), tandis que nos préoccupations d'aujourd'hui sont quelque peu différentes et d'un domaine plus élevé : entraves aux échanges internationaux, difficultés des règlements internationaux et instabilité des changes.

Scaruffi, vérificateur des monnaies à Reggio, propose dès 1582 un système mondial trimétalliste (2) ; il appelle l'unité qu'il préconise « la *lira* impériale », établie en poids, d'après la livre de Bologne et divisée en sous et deniers. « Ce qui est remarquable », signale Monsieur Baudin (3) et ici nous ouvrons une parenthèse qui nous semble des plus intéressantes, « c'est que ce praticien « justifie sa proposition du trimétallisme en rejetant la « théorie de la monnaie-marchandise et en recourant à « une thèse très moderne : l'on n'a plus le droit de considérer l'or et l'argent comme des marchandises », explique-t-il, « dès qu'on en fait de la monnaie, parce que c'est leur « destination qui compte. Traduisons en termes d'éco-

(1) C'est ce que l'on appelle couramment « la loi de Gresham ».

(2) Voir l'Altinonfo.

(3) Cours sur « l'histoire des faits et des doctrines monétaires » professé en 1936 à la Faculté de Droit de Paris.

« nomie actuelle: parce que la valeur de la monnaie vient
 « de sa fonction monétaire et non de la valeur commer-
 « ciale du métal qu'elle renferme. C'est l'argument que
 « font valoir aujourd'hui les partisans d'un bi-métallisme
 « international; le rapport entre les métaux demeurera
 « constant, parce que la valeur monétaire, engendrée par
 « les besoins de la circulation, dominera la valeur com-
 « merciale devenue de peu d'importance. »

En 1604 un disciple enthousiaste de Scaruffi reprend et complète les théories du maître: Bernardo Pratişvoli, dans un ouvrage publié également à Reggio et intitulé: « *Considerazioni sopra l'Altinonfo* ».

Emeric Crucé, dans son « *Nouveau Cynée* » (1623) propose une fixation et une unification universelle en matière monétaire, qui ne sont pas indépendantes, remarquons-le, d'un plan de paix générale.

Parmi les autres défenseurs d'une monnaie mondiale, citons à cette époque Juan Marquez. Plus tard sous Louis XIV, on retrouve la même idée chez Vauban (Mémoires sur le Canal de Languedoc) et l'abbé de Saint-Pierre.

De nos jours nombreuses sont les aspirations tendues vers une monnaie internationale ou une coopération internationale dans le domaine monétaire.

Sir Henry Strakosch écrit: « En adoptant l'étalon or,
 « le monde civilisé s'est irrévocablement constitué en une
 « des plus grandes associations internationales qu'ait
 « jamais connue l'histoire; que cette association, en confé-
 « rant des avantages à chacun des associés, lui impose
 « aussi des devoirs impérieux et que toute transgression
 « de la part d'un des associés lèse les intérêts de tous les

« autres, il n'est plus besoin d'insister sur l'évidence de « cette vérité » (1).

Hantos préconise la collaboration des Instituts d'émission pour agir sur les mouvements de capitaux et les changes (2). Cette collaboration permettrait encore à ces Instituts d'émission de se faire des avances les uns aux autres: si la Banque de France et la *Federal Reserve* Banque Américaine en eussent fait à la Banque d'Angleterre lors de ses difficultés financières, si plus tard les Banques de France et d'Angleterre eussent agi de même à l'égard des pays de l'Europe centrale, la situation économique mondiale, d'après cet auteur, ne serait jamais devenue ce qu'elle est actuellement.

Certains proposent la réalisation de cette coordination par un organisme international spécial. La Banque des Règlements internationaux ne pourrait-elle remplir ce rôle? Les Banques centrales peuvent y faire des dépôts. « Ce fonds de compensation », va-t-on jusqu'à dire (3), « par l'importance qu'il atteindra, pourra servir d'une « façon systématique et organisée à procéder au nivellement des changes en écartant les fluctuations saisonnières et éventuellement conduire à leur stabilisation. « Certainement c'est une question de temps. » Mais le temps passe et rien ne change.

On préconise encore souvent la création d'un clearing de l'or (voir notamment Mlynarski): chaque banque d'émission y aurait un compte et on assisterait à un simple

(1) « Conséquences économiques des changements de la valeur de l'or » dans les documents sélectionnés de la S.D.N., 1930.

(2) « *L'économie mondiale et la S.D.N.* ». Paris, 1930, p. 262.

(3) M. Misita: « *La répartition mondiale de l'or* ». Thèse.

déplacement juridique de l'or où les seuls titres de propriété circuleraient. Dans le domaine de l'utopie les théoriciens se donnent libre cours: certains ne vont-ils pas jusqu'à proposer que les Banques d'émission remettent leur encaisse métallique à la Banque des Règlements internationaux, par contre cette dernière consentirait des crédits aux Banques nationales en difficulté.

Enfin, élargissant leur point de vue, certains considèrent la création d'une monnaie internationale ou la mise en pratique d'un système d'avances réciproques de nations à nations, comme des conditions indispensables à la paix universelle (1). Le rapprochement avec le « Nouveau Cynée » d'Eméric Crucé est ici particulièrement frappant.

V

Nous avons rappelé en commençant cet ouvrage que tout le système mercantiliste reposait sur la croyance chrysohédonique, faisant des métaux précieux, et de l'or en particulier, la seule véritable richesse. Toutes les pratiques mercantilistes sont instituées dans le but d'accumuler ces métaux précieux, « ces nerfs de l'Etat, ces tyrans du monde ». Parmi ces pratiques, les unes ont une action indirecte comme toutes celles qui cherchent à faire naître un excédent de la balance commerciale, les autres ont une action directe comme celles qui prohibent l'exportation de l'or. C'est à l'ensemble de ces dernières que l'on donne le nom de bullionnisme.

(1) Voir notamment H. Demont: « *Contre ce crime: la Guerre* ».

C'est précisément sous la forme du bullionnisme que le mercantilisme se manifeste dans son premier état. Sa naissance coïncide avec la découverte et la mise en valeur des mines d'or de l'Amérique et se situe dans le pays qui reçoit cet or: l'Espagne. Si bien que l'on a pu dire que le mercantilisme est né avec la conquête du Pérou et la fameuse « Armada ». On assiste alors à un véritable délire qui pousse les aventuriers au-delà de l'Océan:

« *Ils allaient conquérir le fabuleux métal*

« *Que Cipango mûrit dans ses mines profondes...* »

Il s'agit aussitôt pour l'Espagne de conserver cet or chez elle.

Dès la fin du XV^e siècle Ferdinand et Isabelle prohibent l'exportation des métaux précieux: or et argent en barre, or et argent monnayés, vaisselle d'or et d'argent et une foule d'objets de luxe pour la fabrication desquels on faisait usage de ces deux métaux (1).

Une série de mesures accompagnent cette prohibition pour parer aux fraudes: une loi de 1499 interdit aux étrangers d'exercer le métier de changeur, défense est faite aux Juifs expulsés d'emporter avec eux de la monnaie.

D'un autre côté une loi de 1491, renouvelée en 1498 et 1503, stipule que le paiement des produits achetés au dehors ne peut se faire qu'en marchandises nationales. C'est le procédé connu sous le nom de « balance des contrats ».

M. Ansiaux écrit à ce propos: « L'absence de ren-
« seignements suffisants ne nous permet pas de savoir si

(1) Voir Weiss, t. II, pp. 62 et 63 et Colmeiro, t. 22, p. 317.

« le système dont nous venons d'esquisser les principaux
« traits fonctionna d'une façon continue et sans heurts et
« si des fraudes secrètes ne rétablirent pas subrepticement
« les conditions normales du commerce international. Il
« semble toutefois qu'il ait eu pour résultat d'enrayer les
« importations, tout au moins de les ramener au même
« chiffre que les exportations. Weiss prétend que ces lois
« furent éludées » (1).

Avec Charles Quint, malgré la prospérité industrielle et la hausse des prix, on assiste à une nouvelle série de prohibitions: la rigueur est telle que les étrangers ne peuvent plus se faire payer qu'en billon. En 1559, Philippe II introduit le système des monopoles et commence par se réserver la vente exclusive de l'or, de l'argent et du mercure. Sous Philippe IV, le duc d'Olivarès s'efforce de rétablir les anciennes lois abrogées ou tombées en désuétude: il remet en vigueur le système de la balance des contrats inauguré par Isabelle.

Entre-temps et parallèlement, on falsifie les monnaies en vue d'empêcher leur sortie, tantôt en les sous-évaluant, tantôt en les surévaluant. On attribue aux pièces étrangères de même poids, dans les tarifs d'équivalence, une valeur plus grande, espérant par là les attirer, sans se rendre compte que, dans la mesure où on y parvient, on provoque du même coup la fuite des pièces nationales.

L'Italien Serra condamne les procédés bullionnistes, mais sa croyance chrysohédonique est aussi forte. Rien de plus significatif à cet égard que le titre lui-même de l'un de ses ouvrages dont la traduction donne à peu près ce qui

(1) *Revue d'Economie politique*, 1893, p. 528: « Histoire économique de l'Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles ».

suit: « Bref traité des causes qui peuvent multiplier l'or et
« l'argent dans les royaumes qui n'ont pas de mines ».

Si nous passons maintenant à la France, nous trouvons en Sully un bullionniste de la plus pure espèce. Sous sa pression Henri IV prohibe l'exportation de l'or. On lit dans ses mémoires: « Auquel lieu Fontaine-bleau estant
« de séjour, sur les plaintes qui lui furent faites des
« grands abus qui se commettoient ès expositions des
« monnoyes estrangères et transports qui se faisoient d'or
« et d'argent, lesquels en desnuoient entièrement son
« royaume, il fit faire (Henri IV) un descry de toutes
« sortes de monnoyes estrangères, réservé de celles
« d'Espagne, et en suite une prohibition de transporter
« or ny argent monnayé ou autrement hors du royaume,
« à peine non seulement de la confiscation des choses
« transportées, mais aussi de tous et uns chacuns les biens
« de ceux auxquels elles appartiendroient ou qui auroient
« favorisé lesdits transports » (1).

Si le colbertisme se distingue nettement du bullionnisme, il attache aux métaux précieux une égale importance (2). D'ailleurs il prohibe aussi l'exportation des capitaux. À cette époque, notre commerce grandissant, notre stock métallique n'augmente pas en proportion et devient insuffisant; les économistes concluent tout naturellement de l'observation de ce phénomène que l'abondance de la production est liée à l'abondance des métaux précieux et à la facilité de leur circulation dans le pays (3).

(1) Cité par Chailley: « *Economies royales* », p. 110.

(2) Voir notamment: *Lettres, instructions et mémoires*, t. VII, n° 15 (Mémoire au roi sur les finances, 1670) et pp. 96 et suiv.

(3) Hecht: « *Vues politiques et économiques de Colbert* », p. 58.

Colbert veut « augmenter par tous les moyens le « nombre d'argent monnayé qui roule continuellement « dans le royaume et maintenir dans les provinces la juste « proportion qu'elles en doivent avoir » (1).

Remarquons entre parenthèses que ce désir de répandre les métaux précieux à profusion dans tout le royaume n'est pas tout à fait indépendant chez Colbert de la préoccupation de faire rentrer l'impôt, son éternel souci: « Comme « il faut », écrit-il, « que les peuples aient de quoi payer « avant qu'ils pensent à s'acquitter de leurs impositions, « la conduite universelle des Finances doit toujours veiller « et employer tous ses soins et toute l'autorité de Votre « Majesté pour procurer aux peuples la facilité de vivre « et de payer leurs impositions » (2). Chez Belesbat on trouve la même idée: la France ne produit pas de métaux précieux, or l'impôt étant payé en argent, il faut qu'elle en reçoive de l'étranger.

Si l'or, « ce dieu toujours vivant parmi tant de faux dieux », comme dit le poète, fut de tous temps, avant comme après le mercantilisme, considéré comme le réservoir de richesses par excellence, de nos jours on lui attribue économiquement un rôle sans cesse grandi, sur le plan national et plus encore sur le plan international.

Nombreux sont à l'heure actuelle les économistes qui rendent l'or, ou du moins ses mouvements, responsable du malaise économique général. Ils tiennent à peu près le raisonnement suivant que nous exposerons tout à fait objectivement.

(1) *Lett., Inst. et mém.*, t. VI, p. 107 de l'introduction de P. Clément.

(2) *Lett., inst. et mém.*, t. VII, p. 235.

A cause en grande partie de la crise mondiale, de nombreux pays se sont trouvés devant une balance des comptes déficitaire; d'où, pour ces pays pauvres, demande de devises financières et surtout demande d'or. Leur encaisse métallique a baissé rapidement jusqu'à la limite imposée par la loi et leurs habitants, pris de panique, ont acheté des titres étrangers (en dollars, florins, francs suisses...), ce qui a contribué à la fuite des capitaux. Ceci favorisa l'accumulation de tout l'or dans certains pays refuges. Les petits pays déficitaires prirent l'habitude de remplacer leur encaisse d'or par des devises en livres ou en dollars convertibles en or; mais la chute de la livre du 21 septembre 1931 déprécia ces devises jusqu'à 30 % de leur valeur et ces pays se virent dans l'impossibilité de maintenir la convertibilité or. Les banques riches, alarmées, exigèrent des remboursements en or et c'est ainsi qu'en deux ans les Banques de France, de Hollande, de Suisse et de Belgique accrurent leur encaisse de 78 %. De ce jour, le cercle vicieux, cause de tous nos maux, est définitivement bouclé: par suite de la contraction générale des devises et du manque de confiance, on oblige de plus en plus les débiteurs à payer en or et l'or s'accumule dans les caves de quelques grands Instituts d'émission, ce qui enlève à ces débiteurs tout moyen de s'acquitter ou tout espoir de remonter le courant.

Pour ces mêmes auteurs, ces pays ne peuvent adopter qu'une de ces alternatives: abandonner l'étalon or (ceux qui attachent aux mouvements de l'or une importance prépondérante se montrent souvent partisans de cette solution) ou maintenir artificiellement la convertibilité en

réglant exactement les paiements sur les ventes par un contrôle des devises. (C'est un fait certain que ce contrôle, avec toutes les restrictions qu'il entraîne, contribue à l'aggravation et à la continuation de la crise.)

Enfin l'or, ses mouvements, sa pénurie, sa mauvaise répartition agiraient sur la vie économique par la baisse des prix et c'est précisément dans cette baisse que résiderait toute la catastrophe.

Voici sur la question, exposée sommairement, les idées d'une véritable pléiade d'écrivains et en particulier du Suédois Cassell et du grand financier britannique Sir Henry Strakosh. La délégation de l'or à la Société des Nations, par ses deux rapports provisoires de 1930 et 1931, semble se rallier à ces vues bien que son rapport final publié en juin 1932 soit beaucoup plus modéré.

Ces théoriciens se basent, à tort ou à raison, sur la théorie quantitative de la monnaie dans sa conception la plus étroite, métalliste, et sa plus grande étendue d'application, mondiale. La cause de baisse des prix de longue durée est l'insuffisance de la production de l'or, de l'offre monétaire d'or. S'appuyant sur les leçons de la période 1850-1910, Cassell, Strakosh et le statisticien Kitchin affirment que le stock mondial doit s'accroître annuellement de 3 % pour correspondre à un volume de transactions qui, normalement, augmente à mesure que l'activité économique se développe. Or, dans cette période de 1850-1910, chaque fois que l'accroissement du stock d'or a été inférieur à 3 %, il se serait produit une baisse de prix. Précisément, du début de la guerre à 1928, l'accroissement annuel n'aurait pas dépassé 2 %. De plus plusieurs pays

importants, bimétallistes avant la guerre, se sont ralliés depuis au monométallisme-or. D'où l'on conclue à l'insuffisance du stock d'or mondial.

D'autre part cette insuffisance globale se double d'une mauvaise répartition. Nous ne voulons pas savoir si l'on est en droit d'attribuer à cette mauvaise répartition les désastres dont les auteurs dont nous parlons la rendent responsable (1), mais elle existe en fait et nous venons d'en retracer la genèse. En 1930 la France et les Etats-Unis détiennent les $3/5$ du stock d'or mondial ($2/5$ aux U. S. A., $1/5$ en France). La France possède ainsi 1.300 francs d'or par habitant et les Etats-Unis 800; alors que l'Angleterre n'en a que 400 et l'Allemagne 200. De plus cet or ne profite pas aux pays qui le possèdent; il se trouve « stérilisé » dans des caves alors que s'il était ailleurs la base d'octroi de crédits, il servirait à régler une quantité considérable de transactions supplémentaires.

La pénurie de l'or et sa mauvaise répartition entraînant la chute des prix, ces auteurs nous montrent jusqu'à quel point cette chute est catastrophique. Il faut lire à ce sujet le mémorandum de Strakosh soumis à la délégation de l'or: « Conséquences économiques des changements de valeur de l'or » (2). Ce dernier souligne qu'avec une baisse de 60 % sur les prix, la part du revenu national prélevé par les rentiers passe de $1/4$ à $2/3$, ne laissant que $1/3$ de revenu pour l'ensemble de la population active. En 1933, ajoute-t-on, l'Angleterre et les pays ayant lié leur sort au

(1) Consulter à ce sujet: Aftalion: « *L'or et sa distribution mondiale* ».

(2) Voir aussi Georges Boris: « *Problème de l'or et la crise mondiale* ».

sterling et les Etats-Unis avaient ramené le pouvoir d'achat de leur monnaie à ce qu'il était en 1926 et il en aurait résulté que les charges en capital des pays-or eussent été à cette époque de 56 % supérieures à celles de ces derniers.

Pour remédier à cet état de chose on préconise des remèdes appropriés. La délégation de l'or présente deux suggestions. Elle recommande d'abord aux nations qui sont actuellement sous le régime du « *gold exchange standard* » ou du « *gold bullion standard* » de renoncer à revenir au « *gold standard* » pur et simple, pensant qu'un retour à la monnaie-or dans les échanges intérieurs épargnerait sans aucun profit pour personne les stocks métalliques des Banques centrales. (Ce conseil à l'époque s'adressait particulièrement à la France.) Elle suggère en second lieu une entente internationale en vue de l'abaissement des pourcentages imposés aux Banques d'émission, dans la plupart des législations, entre l'encaisse et l'émission.

M. Delaisi (1) propose une entente aux termes de laquelle, à un jour donné, toutes les Banques centrales échangeraient leurs billets contre de l'or, sur la base du change actuel diminué de 20 %. L'excédent d'or ainsi obtenu resterait acquis aux banques ayant une couverture métallique inférieure à 50 % de leurs engagements à vue; les autres conserveraient leur couverture aussi forte fût-elle. Le surplus deviendrait propriété du Trésor national mais serait obligatoirement versé à « un fonds commun de stabilisation monétaire » géré par la Banque des Règlements internationaux. Ce fonds commun servirait à tous

(1) « *La bataille de l'or* ».

règlements entre Instituts d'émission et aussi à des prêts entre ces Instituts et entre Trésoreries nationales. L'auteur précise que, la dévaluation ainsi effectuée étant générale, il n'y aurait pas d'inflation et que les règlements internationaux, même faits en or, ne s'en trouveraient pas influencés.

Enfin pour pallier au manque d'or certains ont entrepris une véritable campagne préconisant le retour au bi-métallisme. M. Patenôtre s'en est fait l'apôtre en France (1). Il estime avec plusieurs économistes anglosaxons et autrichiens, qu'une entente internationale qui redonnerait à l'argent ses caractères monétaires, contribuerait grandement, en accroissant le stock métallique, à redresser les prix et à déclencher une reprise durable des affaires. Il ajoute qu'au sortir de la guerre on n'a pas souffert de la pénurie de l'or à cause du cours forcé et de la monnaie de papier largement distribuée, et à défaut d'un retour au bi-métallisme il préconise une déflation par dévaluation.

Arrêtons-là ces développements, nécessaires pour se rendre compte de l'importance que l'on attribue de nos jours à l'or dans la vie économique mondiale, et passons à des réalités plus pratiques.

Nous avons vu que l'Espagne du XVI^e siècle sous-estimait ses monnaies pour les empêcher de sortir de chez elle; aujourd'hui on « dévalue » la monnaie nationale, pour rendre la balance commerciale favorable certes, mais avant et surtout pour sauvegarder le stock monétaire.

(1) Cf. « La crise et le drame monétaire », « Voulons-nous sortir de la crise? »

L'Angleterre a commencé, et chez elle il s'agissait particulièrement de la sauvegarde du stock métallique, plus de trente pays ont suivi. Parmi les derniers nous trouvons la Belgique et la France (voir notre loi monétaire du 25 septembre 1936).

Chaque nation épie les sorties d'or de chez sa voisine, et si quelques kilogs de métal jaune lui sont par hasard destinés, elle considère cette entrée métallique comme une victoire et suscite les jalousies. Chaque nation, chaque mois, chaque semaine, visite minutieusement les caves de son Institut d'émission: si le stock est en hausse, le Gouvernement de l'heure fait sonner une fanfare; s'il est en baisse, il crie au voleur en accusant l'étranger et fait une déclaration solennelle dans laquelle il annonce qu'il se trouve obligé de prendre des mesures sévères, vu la gravité des circonstances. (Mesures contre les thésaurisateurs, les spéculateurs, les exportateurs de capitaux, etc...) On considère le stock d'or comme le baromètre de la puissance économique d'une nation par rapport aux autres, comme le critérium matérialisé de la marche de ses affaires. Les mercantilistes évaluaient la richesse d'un pays à l'importance de la masse d'or qu'il détenait. Rien n'est changé — ou presque.

L'Espagne bullionniste, Sully, Colbert prohibaient les sorties d'or; depuis peu ces prohibitions se multiplient. C'est le mercantilisme dans toute sa simpliste franchise: on n'a pas su trouver autre chose. Voici pour s'en convaincre quelques extraits de notre fameuse loi du 25 septembre 1936:

« ART. 8. — Les négociations d'or en lingots et barres
« et de monnaies d'or sont subordonnées à l'autorisation

« de la Banque de France. Toute infraction à cette disposition sera passible d'une amende égale à la valeur de l'or négocié. Sont prohibées l'importation et l'exportation, sans autorisation de la Banque de France, de l'or en barres ou lingots et des monnaies d'or...

« ART. 10. — Les propriétaires d'or... devront, du 1^{er} au 15 novembre 1936, faire la déclaration des quantités de métal fin contenues dans ces lingots, ces barres ou ces monnaies au contrôleur des contributions de leur domicile... »

Enfin, ce qui vient encore confirmer tout ce qu'on a pu dire sur le rôle qu'on attribuait à l'or, une délégation de l'or a été nommée dès juin 1929 par le comité financier de la S.D.N., avec mission « d'examiner les causes des fluctuations du pouvoir d'achat de l'or, ainsi que leurs effets sur la vie économique des nations et de préparer un rapport sur la question ».

Si le principe chrysohédonique est de nouveau à l'honneur, si nombreux sont, à l'heure actuelle, les théoriciens qui mettent sous la dépendance de l'or la bonne marche de la vie économique internationale, nous nous plaçons pourtant sur un plan un peu différent de celui sur lequel se plaçaient les mercantilistes. L'abondance des métaux précieux n'est plus notre fin unique; elle n'est en quelque sorte qu'un critère de notre situation économique. En un mot, nous nous sommes élevés du plan national au plan international, ce qui ne veut pas dire que les mercantilistes négligeaient ce dernier; mais nous ne faisons plus jouer à l'or le rôle qu'ils lui attribuaient dans la vie intérieure même de la nation; contrairement à eux nous

pensons qu'on peut stimuler la production avec autre chose que du métal jaune.

Mais ce serait une erreur que d'exagérer ces dissemblances. Elles proviennent de la seule évolution de notre structure économique par rapport à celle que connaissaient les mercantilistes. Le grand fait est que, dans la circulation monétaire d'un bon nombre de pays, la monnaie de papier a remplacé la pièce d'or. Là même où la pièce d'or circule, elle a perdu son rôle de réservoir unique de valeur. L'or, de nos jours, a pour rivale la richesse mobilière; mais ce qu'il a perdu d'un côté, il le regagne de l'autre: il est devenu la garantie par excellence, le substrat matériel par qui le fiduciaire acquiert magiquement sa valeur. On a peut-être ainsi réalisé ce que les mercantilistes, ou du moins les néo-mercantilistes caressaient en rêve: concentrer tout l'or de la nation, ou presque, dans des caves immenses et solidement murées, toutes proches du pouvoir central.

Donc, si du point de vue purement intérieur, la fonction de l'or a varié, elle ne s'est point amoindrie. Du point de vue international, comme nous l'avons vu, elle n'a cessé de grandir depuis ces toutes dernières années. On revient à cette conception mercantiliste qu'un pays, disposant d'un important stock d'or, est un pays fort économiquement, politiquement et militairement, ajouterons-nous.

Si nous considérons enfin les mesures appliquées, et cela tout récemment, l'analogie est encore plus frappante. Les plus importantes d'entre elles témoignent bel et bien d'un retour au bullionnisme, la forme la plus primitive, la plus décriée et la plus brutale du mercantilisme. On se livre à des manipulations monétaires pour sauvegarder le stock métallique, on prohibe les sorties d'or. Bien

mieux, tout détenteur d'or est tenu de faire une déclaration solennelle, ce que le mercantilisme n'a jamais connu, semble-t-il. On assiste, en dernier lieu, à une résurrection extra-officielle, bien entendu, de la thésaurisation privée de l'or, bien significative de l'état d'esprit général, empreinte au siècle où nous vivons d'un caractère primitif et terriblement régressif.

CHAPITRE V

Économie dirigée

I. — *Essai d'une définition de l'économie dirigée — l'économie dirigée à l'époque mercantiliste et de nos jours — l'économie dirigée et l'union du politique et de l'économique — l'économie dirigée apanage des Gouvernements forts.*

II. — *L'économie dirigée polonaise.*

I

Ce chapitre fort court, sera en quelque sorte la synthèse des précédents puisqu'il doit embrasser l'universalité de la vie économique et ne concerner qu'un ensemble. Nous n'avons pas l'intention d'étudier dans leurs détails le principe et le mécanisme de l'économie dirigée, ses moyens d'action et ses applications dans divers pays. Ceci n'est pas notre sujet et nous renvoyons sur tous ces points aux nombreux ouvrages qui, depuis « l'expérience Roosevelt », ont

été écrits sur la matière (1). Notre rôle doit se borner à montrer comment ce système de l'économie dirigée est bien dans l'esprit mercantiliste. Nous avons jugé instructif et nécessaire d'y consacrer ce dernier chapitre qui, s'élevant sur un plan spéculatif et d'ordre général, doit être en quelque sorte le couronnement de notre démonstration.

« Economie dirigée » a à peu près pour synonymes en anglais les termes de « *economique planning* » ou de « *planned economie* » et en allemand celui de « *planwirtschaft* ». Toutes ces expressions ont leur valeur : la française fait ressortir le caractère artificiel du système, l'idée d'une impulsion volontaire ayant pour but de s'écarter du chemin qui serait suivi sous l'influence des lois naturelles — mais les expressions anglaises et allemande ont le mérite de mettre en relief ce que ce système comporte de préconception, d'étude, de spéculation, de coordination, d'ensemble et de rationalisation. En un mot, l'économie dirigée, pour parler français, c'est un plan.

A cette idée d'ensemble homogène et préconçu s'ajoute celle de fin unique, de fin exactement et nettement déterminée. Ces deux idées sont incluses dans la notion de plan. Donc l'économie dirigée implique forcément, de par ses

(1) Noyelle : *Economie libérée et Economie dirigée*. Travaux des Economistes de Langue française, Paris, Domat-Montchrétien, 1933. — Bertrand de Jouvenel : « *L'économie dirigée* ». — Labriola : « *L'Etat et la crise* ». — Henri Man : « *Réflexions sur l'économie dirigée* ». — Karl Steheremann : « *La crise mondiale ou vers le capitalisme d'Etat* ». — Teilhac : « *Les nouveaux fondements de l'économie* ». — « *Rationalisation et monnaie dirigée* ». — Molérovitch : « *L'économie dirigée* » (Thèse, 1933). — Piettre : « *Economie dirigée et commerce international* » (Thèse, 1934). — Brossard : « *L'économie dirigée de 1929 à 1934 aux Etats-Unis* » (Thèse, 1934). — *Revue politique et parlementaire*, 1930 à 1937.

caractères, l'existence d'un but précis chez les dirigeants qui la pratiquent, en théorie du moins. « En France en « particulier », écrit notamment Monsieur Cahen-Salvador (1), « l'économie est peut-être dirigée, mais elle est « sans direction... » Nous nous refusons à ranger dans le domaine de l'économie dirigée certaines mesures coercitives, hétéroclites, prises arbitrairement selon l'opportunité du moment. Enfin une économie dirigée digne de ce nom doit s'attacher à agir sur toutes les activités économiques sans exception, sinon elle n'est plus que de l'interventionnisme.

L'économie dirigée est, dirons-nous pour nous résumer, la mise en œuvre artificielle et préconçue de tout l'ensemble des forces économiques d'une nation vers un but unique et exactement déterminé. A vrai dire, à y regarder de près, parmi tous les pays qui se flattent de faire de l'économie dirigée, il y en a bien peu qui remplissent ces conditions; mais là n'est point la question.

Or, le mercantilisme, lui, les remplit toutes au plus haut degré.

Il n'a qu'un but, qu'une raison d'être: l'accumulation des métaux précieux. Pour l'atteindre il bâtit trois systèmes homogènes formant des ensembles rationnels: le bullionnisme, l'industrialisme et le commercialisme. Ainsi pour ne prendre qu'un exemple, le second, le système français, le plus complet et auquel on donne le nom de colbertisme, mobilise toutes les activités nationales pour une fin unique. Colbert sait ce qu'il veut; ses ordonnances ont une cohésion parfaite. Enfin et surtout il a un plan d'ensemble dans lequel chaque mesure, chaque intervention

(1) *Rev. pol. et parl.*, 10 mars 1934.

a sa place. Pour avoir de l'or il prohibe les exportations de capitaux et recherche une balance commerciale en excédent. Pour obtenir cet excédent, il prend toutes les mesures propres à restreindre les importations et à accroître les exportations. Pour parvenir au premier résultat il suscite à l'intérieur de nouvelles industries capables de fournir au royaume les produits qu'il était obligé d'acheter à l'étranger. Pour atteindre le second il veut produire beaucoup, mieux et meilleur marché. Dans ce dessein il réglemente sévèrement l'industrie, croyant comme tous ceux de son époque cette réglementation indispensable, il crée des manufactures royales, facilite le crédit et l'approvisionnement en matières premières, encourage une abondante circulation monétaire et recherche un accroissement de la population parce qu'il faut des bras pour produire et parce qu'il faut être fort militairement pour tenir l'étranger en respect et pour mener à bien cette colossale entreprise. Enfin le colbertisme ne fait pas que s'étendre à toutes les activités économiques, il comprend encore ce qu'implique toute économie dirigée: il écarte le libre jeu des phénomènes naturels pour lui substituer une action humaine artificielle, celle de l'Etat. Insistons sur cette intervention de l'Etat; elle est le caractère profond, le signe le plus extérieur et le plus palpable du mercantilisme.

De nos jours l'économie dirigée renaît et atteint un développement formidable. On assiste à une résurrection de cette croyance mercantiliste: on croit, ou du moins on veut ou on essaye de croire, au pouvoir de l'homme sur la matière économique, la plus rebelle entre toutes. Cette économie dirigée revêt une multitude de formes selon les pays où elle est pratiquée et selon son degré et ses procédés

d'action on lui attribue les qualificatifs les plus divers: on la baptise d'orientée, d'organisée, d'ordonnée, de concertée, de déterminée, d'harmonisée ou de coordonnée, etc... Les mercantilistes ignoraient ces épithètes mirifiques, mais ils n'en pratiquaient pas moins la chose, sans y réfléchir davantage, tout comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans y prendre garde. Ils trouvaient si naturel, si conforme à l'ordre des choses que l'Etat prît en main toute la vie économique de la nation, qu'ils ne pouvaient imaginer rien d'autre.

Cette économie dirigée, il est bon de le faire remarquer, ne doit en aucun cas être confondue avec le socialisme ou une certaine socialisation économique. On serait tenté de le faire, à en croire Monsieur Durkheim quand il écrit: « On appelle socialiste toute doctrine qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques, ou de certaines d'entre elles qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la Société ». Or le socialisme ou toute socialisation implique un système autre que celui de la propriété privée des moyens de production, non pas l'économie dirigée. Le mercantilisme, lui, a toujours respecté et défendu jalousement cette propriété privée.

L'économie dirigée moderne est née de la crise: elle a pour but d'atteindre l'équilibre économique et social, exempt de toutes fluctuations et oscillations nocives. Monsieur Carmille (1) la dépeint en ces termes:

« Cette économie amène l'intervention de l'Etat dans

(1) Les théories de l'économie dirigée. (*Rev. pol. et parl.*, 10 juillet 1932).

« les faits économiques, toujours dans le même but qui
« est de conserver une situation déterminée et de fixer
« une consommation et une production. Elle procède,
« soit par des prises d'intérêt de l'Etat dans des affaires
« de toute nature, comme cela se fait en Allemagne dans
« de si vastes proportions, soit par mesures législatives et
« réglementaires comme paraît surtout le désirer une
« certaine tendance française. Mais dans les deux cas, se
« crée un état d'esprit qui porte le public à admettre qu'il
« doit être protégé par l'Etat contre les risques que
« peuvent courir les affaires dans lesquelles il a engagé
« des capitaux... Il existe une infinité de variantes de
« l'économie associée. Leur point commun est qu'elles
« demandent toujours à l'Etat, sous une forme directe ou
« indirecte, de mettre de l'ordre dans les échanges, c'est-à-
« dire de régler les échanges à un niveau qui paraît dési-
« rable et qui est différent de celui que donnerait la loi
« de l'offre et de la demande. »

Et ce même auteur ajoute: « Aujourd'hui tout le
« monde chante un hymne à la direction économique,
« comme, il y a quinze ans, au lendemain de la guerre, on
« chantait un hymne à la production ».

L'Etat prenant en main la direction de l'économie, celle-ci n'est plus seulement une affaire privée, et, dépendant désormais d'un organe essentiellement et avant tout politique, elle se « politicise » de plus en plus. L'union du politique et de l'économique est, par la force même des choses, la condition *sine qua non* de l'économie dirigée. Or nous avons montré jusqu'à quel point le mercantilisme avait réalisé cette union. Le rôle de collaborateur que le pouvoir royal s'est attribué en est une preuve; la confu-

sion qui régnait entre les attributions politiques et économiques parmi les grands organismes publics, en est une autre. On peut en dire autant de nos jours à propos de notre Conseil national économique et de notre tout nouveau Ministère de l'Economie nationale. Le corporatisme italien, institué par l'Etat et sous son contrôle direct et permanent, est en ce sens. L'Allemagne, avec son Front du Travail, ses conseils de confiance et ses cellules, a associé indissolublement l'économique au politique en les faisant entrer dans des groupements communs.

Enfin l'économie dirigée, dans la mesure où elle est interventionniste et dans la mesure où elle mobilise toutes les forces vives de la nation, ne va pas sans un Gouvernement fort. Le mercantilisme l'avait déjà compris: il a pris toutes les mesures propres à augmenter l'autorité du pouvoir central; bien plus il la comprenait dans son système. Il n'est pour s'en convaincre qu'à considérer l'absolutisme d'un Louis XIV. Le mercantilisme, peut-on même ajouter, n'aurait jamais existé sans cette autorité. Il est à remarquer précisément qu'aujourd'hui c'est dans les pays à Gouvernement autoritaire que l'économie dirigée atteint son plus parfait développement: nous voulons parler de l'Allemagne, de l'Italie et des Etats-Unis d'Amérique.

L'Allemagne du III^e Reich nous offre l'exemple le plus complet, le plus extrême de l'économie dirigée. L'Etat a des participations dans toutes les grandes industries; il crée des entreprises, il en supprime et exerce un contrôle rigoureux sur leurs chefs; il contingente la production et taxe les prix des grandes denrées alimentaires. L'Etat se fait juge unique, absolu, des besoins de la nation; il décrète

les quantités et la nature des produits à importer: par un contrôle sévère des devises, il consent, peut-on dire, chaque importation. Or le III^e Reich est une dictature.

L'économie de l'Italie fasciste se rapproche à maints égards de l'économie allemande. Grâce à l'intermédiaire des corporations, le pouvoir central a en main toute la production. Ici comme là on trouve la même rationalisation, la même exaltation et la même mobilisation des activités nationales. Or le fascisme est une dictature.

C'est avec la dictature du maréchal Pilsduski, comme on va le voir plus en détails, que la Pologne a réalisé, elle aussi, son système d'économie dirigée.

L'Amérique a réalisé, sous une forme très différente, une expérience vaste et originale, certainement plus libérale. Il n'en est pas moins vrai que c'est chez elle qu'on trouve la volonté de conduire et de retourner les phénomènes économiques sous sa forme la plus visible, que c'est chez elle en définitive qu'est née l'économie dirigée moderne. Or, si l'Amérique est et demeure une République parlementaire, elle concentre, en vertu de sa Constitution, un pouvoir énorme entre les mains d'un seul homme et qui n'a pas d'équivalent dans nos régimes européens; justement, l'économie dirigée américaine est l'œuvre de cet homme-là.

Ainsi donc, si l'économie dirigée dans le mercantilisme et de nos jours répond à des fins un peu différentes, si là elle est inhérente au système économique général et ici plutôt occasionnelle (et pourtant elle est intimement liée au fascisme et au national-socialisme tout comme elle le fut au colbertisme); on la retrouve des deux côtés avec tous ses caractères: mise en œuvre de toutes les forces nationales,

interventionnisme, union de l'économique et du politique, pouvoir central autoritaire. Bien plus, si l'on compare les mesures prises et les essais effectués par certains Gouvernements d'aujourd'hui avec l'œuvre colossale, et méthodiquement poursuivie pendant plus de deux siècles de la royauté française, on ne peut s'empêcher de constater que nos réalisations actuelles d'économie dirigée ne sont, à part deux ou trois, que de petites constructions timides, incomplètes, restreintes, éphémères et changeantes.

II

Il nous paraît intéressant, pour illustrer ce chapitre, de prendre l'exemple polonais. Nous avons trop emprunté au cours de cet ouvrage à l'Allemagne et à l'Italie pour revenir encore une fois sur leur économie dirigée. D'un autre côté l'étude de l'expérience américaine est devenue un lieu-commun cent fois examiné. L'économie dirigée polonaise est à ce point de vue plus originale et possède encore ce mérite d'avoir été une des premières en date, sinon la première.

Il semble qu'avec le Maréchal Pilsduski la Pologne ait recouvré son unité économique en même temps que son unité politique. Ses ressources naturelles et l'harmonie de sa structure économique la rendent particulièrement apte à un régime d'autarchie. Mais elle manque de capitaux et la venue de la crise l'obligea à acquitter ses dettes anciennes sans pouvoir contracter d'engagements nouveaux. Il fallait donc accroître les exportations pour remédier au déséquilibre de la balance des comptes et favoriser la constitution

d'une épargne nationale. Le Gouvernement polonais s'attela à ces tâches; « et, en conjuguant intimement sa « politique économique, monétaire et financière, il a « réalisé, sans théories préconçues, un véritable système « déflationniste d'économie dirigée » (1).

Le but principal à atteindre était d'assurer au pays une balance commerciale en excédent. Le Gouvernement a développé les facultés exportatrices nationales déjà existantes. Il a réduit les importations dans la mesure du possible par des lois de contingentement et la mise en vigueur, en 1932, d'un tarif extrêmement sévère. Il s'est surtout attaché à obtenir un abaissement des prix de revient pour faciliter à la production polonaise la conquête des marchés étrangers.

Pour parvenir à ce résultat, il n'était pas question de réduire les salaires déjà très bas. Des ordonnances ont accordé aux exportateurs « le remboursement forfaitaire « des droits de douanes perçus sur l'outillage, les matières « premières ou semi-ouvrées d'origine étrangère qui ont « servi à la production des denrées ou des objets vendus « au dehors ». Le bénéfice de cette prime, atteignant souvent 10 % du coût de production, d'abord applicable à un grand nombre de produits industriels, a été étendu par la suite aux denrées agricoles. En outre on prévoit le remboursement de certains droits de sortie. Intérieurement le Gouvernement a institué des tarifs ferroviaires dégressifs, il a réduit les charges patronales provenant de la prévoyance sociale, il a opéré des dégrèvements fiscaux et procuré des facilités d'arrangements.

(1) H. Devillez (*Rev. pol. et parl.*, 10 mai 1934).

D'un autre côté le régime dictatorial a favorisé la concentration des entreprises. Quant aux grandes industries exportatrices, les plus atteintes par la crise, il les a obligatoirement cartellisées et soumises à sa direction (industries de la houille, du pétrole, du sucre et de la métallurgie). Toutes les ventes à l'étranger ont été centralisées et réglementées par un Institut National d'Exportation; ce dernier répartit les exportations entre les producteurs et délivre des licences de sortie obligatoires. Le ministre de l'Industrie et du Commerce peut imposer des contingents à la production et fixer les prix aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le dumping est pratiqué à grande échelle sous la direction du pouvoir central. Ce dernier s'efforce de maintenir un écart important entre les prix des marchandises exportées et les prix du marché national. Ceux-ci beaucoup plus élevés et largement bénéficiaires permettent d'alimenter un fonds de compensation destiné au dumping.

Pour faire face à l'élévation des prix intérieurs, il était urgent de développer le pouvoir d'achat de la masse. Pour y parvenir il fallait augmenter les bénéfices de la classe rurale et réduire le chômage. La réalisation de la première de ces conditions amena une élévation du prix des denrées agricoles; le Gouvernement soutint les cours par des stockages et des achats massifs. Dans le même désir, bien que pratiquant une politique de prix intérieurs élevés, le Gouvernement veilla à ce que les cartels n'abusassent pas de leur puissance. Un Tribunal des cartels est autorisé à prononcer, sur sa proposition, la résiliation du contrat de cartel ou l'annulation des décisions prises par les industriels quand la politique pratiquée tend à maintenir les prix à un niveau injustifié ou risque d'entraîner des

conséquences nuisibles pour la vie économique nationale.

D'autre part la recherche d'une réduction du chômage amena le pouvoir à prendre certaines mesures qui depuis lors se sont multipliées dans tous les pays: exécution d'un vaste plan de travaux publics, limitation de la durée du travail journalier ou hebdomadaire.

Si nous passons maintenant au domaine monétaire, une constatation s'impose: « Tandis que pour stimuler
« leurs exportations, de nombreuses nations n'ont pas
« hésité à provoquer une dépréciation de leur monnaie, le
« Gouvernement polonais tout au contraire n'a cherché à
« procurer au pays le bénéfice d'une balance commerciale
« active que pour sauvegarder plus sûrement la stabilité
« du zloty. Ce n'est pas au moyen de la monnaie, mais
« bien plutôt en faveur de la monnaie qu'il a tenté de
« diriger toute la vie économique » (1).

Une politique vigoureuse de compressions budgétaires est venue tout d'abord écarter tout risque d'inflation et a contribué à créer une atmosphère de confiance: pas de restriction des devises ni de suspension de la convertibilité des billets; le régime de l'étalon-or a été substitué à celui de l'étalon de change or et le 4 juillet 1933 la Pologne a pu signer la convention conclue par les Etats décidés à sauvegarder l'intégrité de leur monnaie. De plus le solde créditeur de la balance commerciale est venu combler le déficit de la balance des paiements. Le Gouvernement a ainsi réussi à transformer ses engagements à court terme en prêts de longue durée. La rapidité avec laquelle fut

(1) *Idem.*

souscrit l'emprunt intérieur du 5 septembre 1933 a contribué à l'équilibre général.

Une tâche restait à accomplir et non pas la moins rude. Il s'agissait de former des capitaux nationaux et ceux-ci étaient particulièrement restreints à cause des circonstances historiques et de la structure économique même du pays. Le besoin s'en faisait d'autant plus sentir que les prêts étrangers étaient consentis à des conditions trop onéreuses pour pouvoir faire l'objet d'un emploi rémunérateur et se faisaient de plus en plus rares vu la restriction économique générale.

Les Pouvoirs Publics prirent dans ce sens des mesures qui, si elles n'aboutissaient pas toujours directement à un accroissement des capitaux, en procuraient tous les avantages à l'économie nationale en facilitant le recours au crédit. L'Etat exerça une action puissante sur le crédit pour réaliser une baisse du taux de l'intérêt et contraignit les créanciers à d'importants sacrifices en faveur de leurs débiteurs. D'autre part la Dictature entreprit une concentration du crédit et des banques. Cette concentration aboutit à placer la majeure partie des disponibilités entre les mains de trois établissements: la Banque de l'Economie Nationale, la Banque Agraire et la Caisse Postale d'Epargne. Grâce à ce résultat et à l'intervention étatiste qui vint automatiquement s'y ajouter, les opérations de crédit furent étendues et plus libéralement accordées, en particulier à l'agriculture par la pratique des nantissements en blé, les débiteurs bénéficient de prorogation d'échéance, d'un taux d'intérêt moins élevé et de modalités de remboursements plus larges. Enfin différentes lois sont venues taxer le taux de l'intérêt.

D'une façon générale on avantage donc le débiteur dans le dessein d'obtenir une diminution des prix de revient. On stimule encore les exportations par des primes, par une concentration des entreprises, par une rationalisation de la production et des échanges extérieurs sous la haute direction de l'Etat. On s'efforce enfin d'accroître la capacité d'absorption du marché intérieur en développant la puissance d'achat, donc les bénéfices, de la classe agricole, la plus démunie et la plus nombreuse de la nation.

CONCLUSION

I. — *Des grandes forces qui régissent les institutions; l'époque mercantiliste et l'époque actuelle: interventionnisme, culte de l'Etat et de sa puissance, recherche de la richesse nationale et économie fermée, nationalisme, recherche de la puissance militaire.*

II. — *De l'axiome « Les mêmes causes engendrent les mêmes effets ».*

I

Ainsi nous avons passé brièvement en revue le domaine immense de l'économie politique et une partie de celui de l'économie sociale. Nous avons été souvent obligé, à cause de l'abondance de la matière, de limiter nos développements aux grandes lignes et aux traits les plus caractéristiques; nous avons plutôt suggéré que traité, indiqué que développé. Mais pouvait-il en être autrement? Chacune de nos sections aurait exigé un fort volume. D'ailleurs notre intention n'était pas d'étudier toutes les institutions que nous avons passées en revue, mais seulement de mettre en parallèle deux époques, deux économies: le mercantilisme et l'économie moderne; et nous croyons

que l'esquisse rapide que nous avons faite de ces institutions suffit largement à remplir le but que nous nous sommes proposé.

Cette conclusion doit avoir, dans notre esprit, une autre importance qu'un simple résumé; elle doit être constructive. Nous allons y retrouver des éléments déjà connus; mais ils étaient dispersés et surtout séparés arbitrairement les uns des autres par la nécessité d'une classification et celle de les faire rentrer dans les cadres rigides de nos chapitres; ici nous allons les rassembler, non plus d'après leurs caractères externes, mais d'après leur esprit. Nous allons essayer de mettre en lumière l'unité profonde qui les inspire. Enfin, puisque tout se tient dans la vie économique, puisqu'un phénomène en appelle infailliblement un autre, puisque ce n'est pas voir grand'chose que de s'attacher aux détails sans contempler l'ensemble, nous allons nous élever au-dessus des institutions pour ne plus considérer que les grandes forces qui les suscitent et qui les dirigent.

Préalablement une remarque s'impose. Nous avons à dessein laissé entièrement de côté l'économie russe contemporaine (1). Pourtant nous y aurions trouvé à un haut degré la rationalisation de la production, l'interventionnisme, l'autarchie et l'économie dirigée, tout cela étant autant de points communs avec le mercantilisme. Mais, contrairement à cette économie soviétique, le mercantilisme a toujours favorisé et protégé le régime de l'appropriation privée des moyens de production; bien plus il s'appuyait

(1) Voir notamment : Lescure : *La Révolution russe du Bolchevisme*, 1929; *Le Bolchevisme de Staline*, 1934.

sur lui. C'est là une différence capitale et nous nous sommes refusés à comparer deux systèmes offrant extérieurement certains traits communs, mais si absolument dissemblables au fond. D'ailleurs, unique de son espèce et quoique s'appliquant à un nombre considérable d'individus sur un vaste territoire, il est permis de considérer à l'heure présente le régime russe comme une exception; or, comme le déclare la méthode sociologique, l'étude des exceptions n'est souvent ni féconde ni scientifique.

Parmi les grandes forces qui régissent les institutions économiques, celle qui frappe tout d'abord, en considérant le mercantilisme et l'époque actuelle, est constituée par la tendance interventionniste. On observe cette dernière de nos jours aussi bien aux Etats-Unis, la plus grande démocratie des temps modernes, qu'en Angleterre, la terre d'élection du libéralisme orthodoxe. Quand se produisent des troubles intérieurs ou extérieurs, quand la machine grince, on se tourne instinctivement, à tort ou à raison, vers le pouvoir central pour qu'il rétablisse l'ordre et l'équilibre compromis. La crise, la célérité des progrès techniques, la production accrue et la consommation diminuée, le développement du chômage et la restriction du pouvoir d'achat ont entraîné un malaise économique sans précédent. L'Etat, représentation de la souveraineté nationale, peut-il rester impassible et se désintéresser des effets de ces troubles, peut-il se dispenser d'agir pour essayer d'harmoniser production et consommation? Pour un certain nombre le libéralisme s'est révélé impuissant à ramener l'ordre dans cette anarchie.

D'ailleurs souvent ce sont les producteurs et les consommateurs qui ont eux-mêmes appelé l'intervention-

nisme à leur secours. Ils n'ont point échappé à cette loi trop humaine qui consiste à aller quérir la force dès que les difficultés commencent. Dans tous les pays du monde l'Etat a reçu des appels angoissés de la part de l'agriculture aussi bien que de la part de l'industrie. Pour ne considérer que la France, on doit rappeler que c'est à la demande des agriculteurs que le Parlement a établi une fixation du prix du blé sur le marché national, que c'est dans les mêmes conditions qu'il est intervenu entre viticulteurs méridionaux et viticulteurs algériens. Certains ruraux n'ont-ils pas été jusqu'à réclamer, à l'instar d'un grand nombre de pays étrangers, la constitution au profit de l'Etat du monopole du commerce extérieur des denrées agricoles? Les industriels de leur côté, devant les coups terribles qui leur étaient portés par le dumping économique et social, par la dépréciation systématique des monnaies étrangères, par la protection et la prohibition des nations voisines, ont été amenés à demander à l'Etat l'établissement d'une barrière douanière plus protectrice. De plus en réclamant parfois l'appui financier du Trésor, ne se sont-ils pas du même coup résignés en échange à subir le contrôle ou la participation de l'Etat?

Dans tous les pays du monde deux doctrines sont éternellement en présence: la restrictive ou l'individualiste pour qui l'Etat, étant un mal, ne doit être investi que des attributions essentielles, absolument indispensables — l'extensive pour laquelle l'Etat est une force collective qui ne doit pas être paralysée ni traitée en ennemie, mais utilisée au contraire pour atteindre l'harmonie entre les diverses activités économiques. Dans le sens de cette der-

nière doctrine, les extrémistes vont encore plus loin :
« Dans le cadre de l'économie actuelle, le rôle d'animateur
« et de régulateur de l'économie intérieure appartient de
« plus en plus à l'Etat. Puisque l'économie privée a erré
« tant par ses excès que par ses carences, l'intervention
« de l'Etat sous toutes ses formes doit être plus délibérée.
« Là où il n'a fait que réagir, il a le droit d'agir. Non
« seulement il en a le droit, mais il en a le devoir » (1).

Et partout l'Etat est intervenu.

Quant au mercantilisme, nous avons vu jusqu'à quel point il usa de cet interventionnisme. Les hommes de l'époque étaient unanimes à ce sujet et ne reculaient pas devant les plus minutieuses réglementations. Cet ouvrage s'est attaché à montrer l'existence de cette intervention dans chaque domaine : intervention dans les groupements industriels, les procédés de fabrication, la réglementation du travail ; intervention dans le commerce intérieur, la vente, l'exercice de la profession ; intervention dans les exportations et les importations ; intervention dans le domaine du crédit et de la monnaie ; intervention dans le domaine social pour une population nombreuse.

Le mercantilisme s'est toujours attaché à concilier cette intervention avec l'initiative individuelle. M. Gonnard (2) nous parle à ce propos d'un « pouvoir d'action qui se « développe avec et par le concours de l'Etat ». C'est encore le désir des Gouvernements d'aujourd'hui ; souhaitons-leur seulement de respecter l'esprit d'initiative et la

(1) Serruys. (*L'Information*, 7 septembre 1933).

(2) *Op. cit.*

liberté d'action dans une aussi grande mesure que les a respectés le mercantilisme. Les mercantilistes ont toujours cru à la valeur de cette initiative de l'individu, ils se sont appuyés sur elle; aujourd'hui nous y croyons encore.

Terminons ces remarques sur l'interventionnisme par cette judicieuse pensée de Funck-Brentano, qui situe bien notre interventionnisme actuel par rapport à celui de l'Ancien Régime: « En réalité, Louis XIV et Colbert
« réunis à leurs Parlements, de même que tous les Etats-
« Généraux ensemble, n'ont jamais eu autant de puis-
« sance effective que n'en a aujourd'hui la plus faible
« majorité de nos Chambres ou le moins autorisé de nos
« ministres » (1).

Or pour être en mesure de tout contrôler, de tout diriger, l'Etat doit être fort. Le culte de la puissance de l'Etat était particulièrement développé chez les mercantilistes.

On peut assurer tout d'abord que le mercantilisme n'a pu naître et croître qu'avec un Etat fort. Sa naissance a correspondu avec l'avènement de la toute-puissance de la royauté. Celle-ci a dû écraser l'aristocratie, la noblesse qui fut toujours dans l'histoire cause de faiblesse et de dispersion. Cette victoire marque par contre l'ascension définitive de la bourgeoisie. Or cette bourgeoisie, parce qu'elle est l'élément le plus actif de la population, la plus grande source de prospérité matérielle du royaume, fut l'âme même, l'enfant chéri du mercantilisme. On voit donc qu'historiquement mercantilisme et toute-puissance royale sont étroitement liés.

(1) Cité par Gonnard, *id.*

D'un autre côté, comme nous l'avons montré à maintes reprises, le mercantilisme, de par ses interventions, sa réglementation et ses prohibitions, suppose un Etat solidement assis et riche d'autorité.

Enfin une étude minutieuse nous révèle qu'on trouve précisément au programme mercantiliste une volonté certaine de renforcer le pouvoir et le prestige de l'Etat. D'ailleurs si cet Etat doit être fort pour prendre en main la direction économique de la nation, inversement toutes ses interventions accroissent sa puissance. Et ici nous retrouvons aussitôt cette union du politique et de l'économique que nous avons déjà signalée comme faisant partie intégrante du mercantilisme.

Ainsi le mercantilisme sert la politique royale. On ne peut pas dire qu'il ait été créé de toutes pièces dans ce seul but, mais il est permis de le soupçonner d'avoir été asservi, acheté par la royauté. M. Germain Martin ne va-t-il pas jusqu'à dire que la prospérité du pays, au lieu de lui apparaître comme un but, n'était guère pour Colbert qu'un moyen de servir la politique du roi. Sans être aussi affirmatif, on ne peut négliger ce que cette assertion contient de vrai, pour cette bonne raison que dès qu'il est dirigé par le pouvoir politique, l'économique devient, par la force des choses, suspect de servir la politique de ce pouvoir.

Ajoutons que pour Colbert, servir la politique royale, cela consistait en partie à faire rentrer les impositions. Or seul un pays riche est capable de donner des impositions productives; le mercantilisme veille à cet enrichissement.

Le mercantilisme fut donc, peut-on dire, le frère de l'absolutisme royal: tous deux sont contemporains, tous deux se soutiennent et se renforcent mutuellement. A

propos de cet absolutisme, il nous faut faire une certaine remarque. Pendant les trois siècles que dure le mercantilisme, on trouve à certaines époques, plus ou moins longues selon les pays, une véritable communion entre le pouvoir central et la nation entière, une incarnation parfaite de celle-ci dans celui-là. On assiste alors à une remarquable communauté de vue et d'aspirations entre l'Etat, chaque groupement, chaque individu; toutes les forces sont tendues vers le même but, tous les esprits se rallient au même idéal et tous les cœurs chantent un même hymne; la nation ne forme plus qu'un seul bloc dans sa marche irrésistible; les égoïsmes personnels sont absorbés par l'élan général. Cette unité, cette cohésion, cette communion sont réalisées au XVII^e siècle en Espagne avec Henri II, en Angleterre avec Elisabeth, et en France avec Henri IV. Ainsi, dans certaines conditions historiques, l'Etat peut devenir un instrument à un tel point parfait de l'expression de la volonté humaine la plus haute, que l'absolutisme ne fait plus violence.

De nos jours que sont devenus ce culte de la puissance de l'Etat et cette unité morale? A vrai dire on les rencontre assez rarement réunis. Mais à l'époque mercantiliste elle-même, ces sentiments n'atteignaient leur plénitude qu'avec un concours de circonstances favorables, au hasard d'un règne, et, dépendant de contingences de toutes sortes, ne se manifestaient guère dans plusieurs pays à la fois et voyaient souvent leur existence limitée à celle d'un homme, de l'homme qui, peut-être, les avait fait naître.

D'ailleurs aujourd'hui, c'est au degré le plus parfait de son développement que nous trouvons ce phénomène dans deux pays: l'Allemagne et l'Italie. C'est précisément

chez ces deux nations que nous avons constaté les expressions les plus frappantes de la renaissance du mercantilisme.

Le fascisme et le national-socialisme incarnent le culte de la puissance de l'Etat plus fortement que le mercantilisme lui-même. Tout en eux exalte ce sentiment; ni l'un ni l'autre ne se comprennent sans lui. Comme le mercantilisme était surtout dans la notion de force de l'Etat, ils sont l'un et l'autre dans le mythe de la nation incarné par l'Etat. Chez eux comme chez le mercantilisme, l'interventionnisme est à la fois effet et cause de cette puissance du pouvoir central.

Ici encore ce culte de l'Etat ne doit pas être séparé du sentiment de cohésion nationale, de profonde unité d'aspirations. Car c'est là la chose la plus merveilleuse qu'aient réalisée fascisme et national-socialisme: la nation n'a plus qu'un esprit et n'a plus qu'une voix, la voix et l'esprit de l'Etat, de l'homme qui est tout l'Etat. Allemagne et Italie contemporaines sont dans ce sens la France d'Henri IV. La dictature y est acceptée sans heurt comme l'absolutisme le fut ici, avec une espèce de ferveur.

Ce qu'on trouve de plus important et aussi de plus redoutable dans l'Allemagne du III^e Reich et dans l'Italie fasciste, ce n'est assurément pas toute leur politique économique qui n'en est qu'une manifestation extérieure, mais la réunion parfaite de ces sentiments par qui tout le reste demeure debout, par qui tout le reste est accepté. Et les deux Gouvernements l'ont si bien compris qu'ils n'ont de plus grands soucis que de les entretenir et les exalter. Hitler et Mussolini sont les hommes des foules. Ils savent user de leur dynamisme et sont peut-être psychologues

avant d'être hommes d'Etat. L'Allemagne et l'Italie sont les pays des manifestations grandioses habilement menées pour réveiller périodiquement l'exaltation populaire.

Dans son essai philosophique qu'il intitule « Le Fascisme », Mussolini se préoccupe justement surtout de prouver que la société humaine est autre chose qu'un ensemble d'individus et qu'elle a une vie propre et indépendante de la vie individuelle. Il ne fait par là que reprendre la thèse sociologique bien connue, mais il en tire des conclusions qui la dépassent, il en fait une métaphysique, il l'exalte et la transfigure par son mythe de l'Etat. Il y ajoute une idée de devoir et de sacrifice poussée à l'extrême. Nous avons vu à propos de l'économie sociale que l'individu n'était pour le mercantilisme qu'une fin secondaire mais qu'il n'en était plus de même aujourd'hui, avons-nous fait remarquer. Pas toujours cependant: le fascisme, et tout ce que nous disons du fascisme se rapporte aussi bien au national-socialisme, comporte une législation très riche de mesures sociales, mais le motif final et profond de ces dernières, ce n'est pas l'individu en soi, mais la collectivité: c'est en servant l'individu qu'elles servent cette collectivité. Et ici le fascisme voit plus loin et plus juste que le mercantilisme.

Si sur le plan matériel le mercantilisme est caractérisé par l'intervention étatiste comme nous l'avons vu, il l'est encore, et à un non moindre degré, par la recherche de la richesse nationale. Pour y atteindre, il met en pratique d'une part tous les procédés propres à faire naître un solde créditeur de la balance commerciale; en second lieu il empêche les exportations de capitaux en prohibant les

sorties d'or. Nous avons constaté, tout au long de cet ouvrage, une résurrection de ces pratiques.

Le mythe de la balance commerciale obsède de nouveau les esprits: on cherche à accroître les exportations par tous les moyens (dumping, primes, tarifs spéciaux de transports) et à réduire les importations (contingentements, surtaxes de change, élévation des tarifs douaniers, contrôle des devises, prohibitions). On oblige les colonies à se fournir en produits ouvrés auprès de leurs métropoles respectives. Le trafic de métropole à colonie, l'intercourse colonial, sont réservés au pavillon national. On dévalue, c'est-à-dire on surévalue les monnaies étrangères, comme faisaient certains Gouvernements du XVI^e siècle, afin de rendre la balance commerciale favorable ou de sauvegarder le stock métallique. Bien mieux, le principe chrysohédonique revient à l'honneur: on attribue le malaise économique à l'insuffisance de l'or, on prohibe les exportations d'or, on établit un contrôle rigoureux des devises.

De nos jours comme à l'époque mercantiliste, cette terreur et cette aversion de toute sortie de richesse sous quelque forme que ce soit hors des frontières nationales, se traduisent par un régime autarchique, et cette autarchie voisine avec le nationalisme. Nous avons étudié les principales manifestations de cette économie fermée, aussi bien dans le mercantilisme que dans notre économie moderne, en passant en revue toutes les restrictions apportées aux importations. Nous nous sommes complétés en signalant, plus spécialement en Allemagne, la pratique de « l'ersatz ». Cette pratique répond au même esprit que celui qui animait Louis XIII et Laffemas quand ils ordon-

naient à chaque commune du royaume d'entretenir un plant de mûriers pour l'élevage du ver à soie, que celui qui animait Henri IV quand il voulut, malgré des échecs et des difficultés sans nombre, transplanter en France les industries d'art et de luxe italiennes et notamment celle des glaces de Venise. Peu importe l'élévation des prix sur le marché intérieur, si l'on n'est plus tributaire de l'étranger, si l'on évite par là une sortie de numéraire.

Quant au nationalisme, il est essentiellement mercantiliste, lui aussi. Historiquement le mercantilisme a coïncidé avec la naissance des grands pays de l'Europe occidentale en tant que nations. La nation au sens moderne date de cette époque. Antérieurement au mercantilisme, on ne trouvait que des provinces, des fiefs, des principautés sans aucun lien moral pour les unir. Avec le mercantilisme, ces organismes dispersés s'agglomèrent sous l'action de la royauté pour devenir une nation, c'est-à-dire une unité. Des nationalismes exaspérés se dressent les uns contre les autres.

Si le mercantilisme est contemporain de la naissance du nationalisme au sens moderne, il comprend encore ce dernier dans son système et l'exalte sans cesse. « Etroitement nationaliste dans ses aspirations » (1), il vise à l'unité, à l'indépendance, à la suprématie nationales. L'accumulation des métaux précieux, les interventions et les prohibitions, le régime autarchique, le culte de l'Etat et celui de la force armée comme nous le verrons plus loin, n'ont d'autre but. La nation devient un mythe comme l'Etat, parallèlement à lui et se confondant avec lui. On

(1) Gonnard, *op. cit.*

assiste à une véritable jalousie internationale; à une hostilité très marquée envers les étrangers ou tout ce qui vient d'eux; il n'est pour s'en rendre compte qu'à se reporter aux vexations de toutes sortes pratiquées envers ces derniers par l'Espagne bullionniste.

Aujourd'hui, depuis la guerre et plus spécialement depuis le début des difficultés économiques et financières, — car on peut ici soupçonner l'économie d'influencer le politique, — nous assistons à une recrudescence de ce nationalisme sous toutes ses formes. Comme à l'époque mercantiliste les mesures mises en application et la tension internationale générale en font foi. Tous les organismes internationaux, tous les accords intervenus, toutes les intéressantes propositions privées tendant à sauvegarder la paix (1), tous les groupements ou partis politiques antinationalistes n'ont pas empêché ce mouvement, et ces pactes, ces conférences, ces efforts manifestes vers une détente, n'existent peut-être que parce qu'on a justement conscience de ce nationalisme grandissant et en vue de le contrebalancer.

Mais pour retrouver au même degré de développement ce mythe de la nation tel que le connaissait le mercantilisme, il nous faut encore faire appel à l'Allemagne et à l'Italie contemporaines. Là il semble qu'aucun sacrifice ne soit au-dessus de ce qu'on en peut exiger. Les pouvoirs publics et la presse l'entretiennent soigneusement, comprenant qu'il est l'éternelle grande source d'énergie. Car la fin dernière, unique et profonde du national-socialisme comme du fascisme, c'est la nation, la suprématie nationale; elle est à tous deux leur raison d'exister.

(1) Voir notamment H. Demont, *op. cit.*

A ce nationalisme vient s'ajouter comme son corollaire naturel, le culte de la force, la recherche de la puissance militaire.

L'Europe du XVI^e siècle apparaît comme une lice où tous les égoïsmes nationaux sont en conflit; la puissance militaire est plus que jamais le grand souci des rois; au point de vue international, une nation ne vaut surtout que ce que valent ses armées. L'Etat mercantiliste se réserve le monopole de l'extraction du salpêtre, de la fabrication de la poudre et des principales armes; il a ses fonderies spécialisées dans les fabrications de guerre et disséminées tout autour du royaume. Enfin, à l'aide de primes à la natalité, il tente dans la mesure de ses possibilités de favoriser l'accroissement de la population en vue d'augmenter les effectifs de ses armées.

Nous retrouvons aujourd'hui cet état de chose. D'un côté l'Etat « nationalise » les industries de guerre; d'un autre côté il développe et contrôle ces mêmes industries, il les finance et y prend des participations, il s'intéresse à toutes les industries qui, de près ou de loin, pourraient servir une guerre économique. Si la pratique allemande de « l'ersatz » vient compléter un régime autarchique, elle est faite plus encore pour approvisionner, d'une manière sûre et indépendante, le pays sur le pied de guerre en matières indispensables à la soutenance d'hostilités éventuelles.

On ne peut imaginer jusqu'où peut conduire dans certains cas cette toute-puissance de la préoccupation d'une mobilisation économique. De deux produits également aptes à satisfaire un besoin économique déterminé, on choisira automatiquement, même s'il est beaucoup plus coûteux, celui qui directement ou indirectement pourra

servir à la préparation de matériels de guerre. À cause des progrès incessants de la chimie, ces exemples se multiplient. Hollywood est le fournisseur mondial de « stock films », c'est-à-dire de vues de toutes sortes et documentaires pouvant servir lors du montage d'autres films. Depuis peu le Gouvernement allemand n'autorise l'entrée de ce genre de films que s'ils sont sur pellicule inflammable. Or, contrairement au film habituellement employé, le film inflammable peut servir de matière première pour les munitions. On peut encore ajouter que l'installation technique de certaines usines d'industries de guerre ou pouvant s'en rapprocher (aéronautique, grosse métallurgie...), allemandes plus particulièrement, est spécialement comprise pour être capable de soutenir brusquement une production décuplée.

La course aux armements à laquelle nous assistons, les sommes énormes investies pour la défense nationale dans un temps où les budgets deviennent un fardeau sans cesse accru, la prolongation de la durée du service militaire ou la militarisation grandissante des jeunesses fascistes et hitlériennes, sont autant de signes de la même obsession.

Enfin et surtout, comme l'État mercantiliste, les Gouvernements d'aujourd'hui recherchent la puissance militaire dans un accroissement de la population. Une population abondante leur apparaît comme le plus sûr garant de suprématie internationale. Cette idée est particulièrement chère à l'Allemagne du III^e Reich et à l'Italie fasciste et fait partie intégrante de leur système de dictature — toutes deux font dans ce sens des sacrifices pécuniaires énormes, tout en entretenant soigneusement un puissant mouvement moral. Alors la natalité devient une mystique,

une fin en soi. Elle est l'incarnation de la force; on en fait une cause première de suprématie. On s'en sert ouvertement pour légitimer une politique d'expansion.

Ainsi, tout au long de cet ouvrage nous avons pu constater une correspondance de fait entre un grand nombre de nos institutions économiques actuelles et celles du mercantilisme. Ainsi, bien plus encore, nous venons à l'instant de montrer qu'au-dessus d'une ressemblance de traits extérieurs, existent, entre les deux époques que nous mettons en parallèle, des préoccupations, des manières de voir, des forces spirituelles communes.

De cette double constatation on doit tirer une double leçon.

La première est qu'il règne de par le monde économique une profonde unité, que tout système embrasse par la force des choses un domaine immense. Une restriction en appelle inévitablement une autre pour être efficace. Dès que le principe de l'intervention est admis sur un point déterminé, il s'étend à d'autres objets. Quand on se propose de tenter une action, de diriger une économie entière dans un certain sens, on est trop souvent amené à dépasser les limites prévues et à se livrer à des excès involontaires. Par ailleurs l'économique subit souvent l'influence du politique; bien plus, il arrive dans certains cas à ne plus former avec le politique qu'un seul système, complexe, mais un et indivisible. Puisque toute chose subit l'action des autres et réagit sur elles, tout système, pour être cohérent, doit embrasser la quasi-totalité de l'activité et de la pensée humaines. Le mercantilisme était action, croyance et manière d'être.

Interventionnisme et culte de l'Etat vont de pair. Restriction des importations, prohibitions, ersatz, autarchie et interventionnisme sont étroitement liés. Autarchie, nationalisme, suprématie militaire et primes à la natalité forment un tout indissoluble. Si on leur enlève un seul de ces facteurs, mercantilisme, fascisme et national-socialisme ne se comprennent plus.

Et voici la seconde leçon qui émane des faits. A chaque nouvelle institution, à chaque nouvelle mesure, on crie à la révolution. On nous donne tout pour du neuf et on en attend un miracle. Après mûres spéculations, on nous présente, on nous impose une formule différente de la précédente qui passe pour une nouveauté sensationnelle: l'auteur est un génie et un révolutionnaire, un inventeur, un homme qui, sachant créer, sait du même coup mettre bas tout ce qui est vieilli, périmé, usé. Bref, tout l'effort actuel se traduit en ce mot: « Essayer quelque chose de neuf ».

Or, toutes ces belles trouvailles, le mercantilisme les connaissait, le mercantilisme les pratiquait, et il y a de cela plus de trois siècles. Imaginons un instant la stupéfaction de tous ceux qui président à la destinée des nations si, lors de la promulgation d'une mesure nouvelle, on faisait remarquer: « Sully avait imaginé quelque chose d'analogue, Elisabeth en avait adopté le principe, Laffemas l'avait préconisé et Colbert le pratiquait. Et trois siècles ont passé ». Et cependant ce serait juste trois fois sur quatre.

Ainsi, critiqué, raillé, honni, aujourd'hui paré de teintes neuves, remanié, adapté, débarrassé de tout ce qu'il avait de trop simpliste, mais inchangé en ses principes et

dans ses grandes lignes, ce mercantilisme vieux de trois siècles revient à la vie. Ainsi renaissent des doctrines que l'on croyait à jamais périmées. Le monde connaît de ces retours en arrière! Les dernières de nos trouvailles économiques se réduisent à du colbertisme maquillé.

II

Et nous sommes amené à faire cette dernière constatation: aux mêmes difficultés répondent les mêmes réactions, les mêmes causes engendrent les mêmes effets; on assiste à la résurrection des plus vieilles doctrines quand reparaissent les circonstances qui les ont fait naître.

Sur le plan politique, le mercantilisme est l'héritier direct des guerres innombrables qui marquent la fin du Moyen-Âge. « La grande guerre », écrit M. Gonnard (1), « nous laisse en présence d'un monde dont le déchirement rappelle, dans d'autres conditions, et sur une autre échelle, le déchirement de l'Europe au XVI^e siècle, au lendemain de la Réforme. » Parallèlement le réveil nationaliste actuel contribue à créer une atmosphère économique internationale qui offre quelques correspondances avec celle qui présida au développement du mercantilisme.

Sur le plan économique pur, il n'est pas douteux que la crise est la grande responsable de toutes les mesures restrictives contemporaines. Dans une période d'abondance et de facilité on n'aurait jamais adopté cette poli-

(1) *Op. cit.*

tique. L'Etat intervient, secourt, réglemente, croyant apporter un remède aux difficultés dans lesquelles se débat l'industrie. Les Gouvernements font de l'autarchie et de l'économie dirigée parce que le malaise général les y pousse et, cédant à la tentation d'attribuer à la concurrence étrangère la source de tous leurs maux, la jalousie internationale renaît avec son cortège de restrictions. Or l'état de fait engendré par cette crise n'est-il pas comparable dans ses grandes lignes avec celui qu'engendra, sous l'Ancien Régime, la volonté de créer des industries nationales puis-santes? Cette époque assiste en effet à la naissance de la première grande industrie; il s'agit pour chaque nation de constituer coûte que coûte un système industriel capable de résister aux fluctuations économiques. Dans ce but, la royauté protège les industries existantes pour aider leur croissance jusqu'à leur complet épanouissement; dans ce but elle plante des industries entièrement neuves, et celles-ci plus que les précédentes ont besoin de protection pour grandir. Il s'agit en un mot, chez le mercantilisme, de l'application de la fameuse théorie des industries nais-santes — le monde moderne commence juste à se bâtir — mais sur un plan particulièrement vaste puisqu'à dire vrai toutes les industries sans exception n'en sont qu'à leur enfance. Aujourd'hui la crise économique engendre, à tort ou à raison, cette même protection et cette même tutelle. Les industries ne sont plus alors protégées à cause de la débilité inhérente à leur jeune âge, elles le sont en tant que grands malades. Ainsi, selon nous, les nécessités de la crise actuelle d'une part, et d'autre part les nécessités engendrées sous l'Ancien Régime par les industries naissantes, consti-tueraient des causes parallèles du même mouvement.

Dan l'esprit d'un Colbert, par exemple, on l'oublie trop souvent, protections et règlements étaient surtout éducatifs et ne constituaient, à l'image du tuteur pour les jeunes arbres, qu'une aide temporaire à la croissance des forces du royaume. Si les circonstances ont obligé ce dernier à pratiquer ce système plus longtemps qu'il ne se l'était proposé, ses propres paroles demeurent bien significatives de ses intentions: « Les habitants de cette ville », dit-il en parlant de Lyon, « feraient bien de considérer « les faveurs dont leur industrie est l'objet comme des « béquilles à l'aide desquelles ils devraient se mettre en « mesure d'apprendre à marcher le plus tôt possible et « que mon intention est de les leur retirer ensuite » (1).

Les dispositions restrictives actuelles auraient-elles dans l'esprit de ceux qui les construisent ce caractère transitoire que leur attribuait Colbert (2)? Souvent assurément! Peut-on penser qu'avec les circonstances qui l'ont fait naître disparaîtra ce mouvement universel vers l'intervention étatiste et l'autarchie? Oui! sans doute. Mais le provisoire crée un état de fait qui tend à se stabiliser et à se faire accepter comme normal. Il est par la suite toujours difficile de s'en libérer. Colbert, le premier, n'a peut-être pas échappé à ce danger.

La marche du monde est comme une marée montante. Si finalement le niveau s'élève, chaque avancement est suivi

(1) Cité par P. Clément dans son *Histoire du système protecteur en France*.

(2) Cf. le « self-guard » anglais, droit protecteur momentané (5 ans) destiné à permettre l'établissement et le développement d'industries nouvelles.

d'un recul. La vague du libéralisme économique s'est magnifiquement épanouie; puis elle s'est retirée selon l'ordre des choses... Aujourd'hui la vague interventionniste passe sur elle... Mais celle-là même sera submergée par une autre.

Vu:

Le Président de la Thèse,

Jean LESCURE.

Vu:

Le Doyen,

ALLIX.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

DOCUMENTATION

Revue politique et parlementaire.

Revue économique internationale.

Revue d'économie politique.

Revue de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française.

Le musée social.

L'Etat moderne.

Documents sélectionnés de la S.D.N.

Journal officiel.

BIBLIOGRAPHIE

I. — EPOQUE MERCANTILISTE

- DUBOIS: *Précis de l'histoire des doctrines économiques* (Paris, 1903).
ESPINAS (Alfred): *Histoire des doctrines économiques* (Paris, 1891).
GONNARD (René): *Histoire des doctrines économiques* (Paris, 1930).
RAMBAUD (Joseph): *Histoire des doctrines économiques* (Paris, 1909).
-

- ARNAUNÉ: *Le commerce extérieur et les tarifs de douanes* (Paris, 1911).
BLANQUI (Adolphe): *Histoire de l'économie politique en Europe* (Paris, 1882).
BOISSONNADE (P.): *Le socialisme d'Etat* (Paris, 1927).
CHAILLEY (Joseph): *Economies royales*, Sully (Paris).
CLÉMENT (P.): *Lettres, instructions et mémoires de Colbert* (Paris, 1868, 7^e volume).
CLÉMENT (P.): *Histoire du système protecteur en France* (Paris, Guillaumin, 1854).
CLÉMENT (P.): *Colbert et son temps* (Paris, 1874).
DAIRE (E.): *Les économistes du XVIII^e siècle, Vauban, Boisguilbert, Law, Melon, Dutot* (Paris, Guillaumin, 1843).
FAGNIEZ: *Economie sociale de la France sous Henri IV* (Paris, 1897).
FAGNIEZ: *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France* (Paris, 1898-1900).
JOUBLEAU: *Etude sur Colbert ou exposition du système d'Economie politique de 1681 à 1683* (Paris, 1856).
LEVASSEUR: *Histoire du commerce de la France* (Paris, 1911-12).
LEVASSEUR: *Histoire des classes ouvrières en France depuis Jules César jusqu'à la Révolution de 1789*. 2 vol. (Paris, Guillaumin, 1859, 2^e vol.).

- MARTIN (Germain): *Histoire de l'industrie en France avant 1789* (Paris, 1899).
- MARTIN SAINT-LÉON: *Histoire des corporations des métiers depuis leur origine jusqu'à leur suppression en 1789* (Paris, Guillaumin, 1897).
- PIGEONNEAU: *Histoire du commerce de la France* (2 vol. Paris, 1889, 2^e vol. le XVI^e siècle, Henri IV, Richelieu).

II. — EPOQUE CONTEMPORAINE

- AFTALION: *Monnaie et industrie* (Paris, 1928).
- ALLIX: *Les droits de douanes*, t. II (Paris, 1932).
- BONNET (G.-E.): *Les expériences monétaires contemporaines* (Paris, 1929).
- BORIS (Georges): *Problème de l'or et la crise mondiale* (Paris, 1930).
- CASSEL (Gustave): *Les tendances monopolisatrices* (Genève, 1927, C. E. C. P. 98).
- DELAISI: *La bataille de l'or* (Paris, 1933).
- DELEMER (Adolphe): *Le bilan de l'étatisme* (Paris, 1922).
- KEYNES: *Treaties on money* (Londres, 1930).
- LABRIOLA (A.): *L'Etat et la crise* (Paris, 1933).
- LESCURE (Jean): *Le nouveau régime corporatif italien (loi du 5 février 1934)*, (Paris, éd. Domat-Monchrétien, 1934).
- MANOILESCO (Mihail): *Théorie du protectionnisme et de l'échange international* (Giard, 1929).
- NOGARO (Bertrand) et MOYE (Marcel): *Le régime douanier de la France* (2^e éd., Sirey, 1931).
- PATENOTRE (Raymond): *La crise et le drame monétaire* (Paris, 1932).
- PATENOTRE (Raymond): *Voulons-nous sortir de la crise?* (Paris, Plon, 1934).
- PIC (Paul): *Traité élémentaire de législation industrielle* (Paris, 1930).
- SILLANI (Tomaso): *L'Etat mussolinien et les réalisations du fascisme en Italie*. Préface de Charles Benoist (Paris, Plon, 1931).
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	Pages 5
--------------------	------------

CHAPITRE I

INDUSTRIE ET ETATISME	11
I. — Corporations de l'Ancien Régime, corporations et ententes industrielles actuelles. — Législations italienne et allemande et projets de loi français.	11
II. — Les différents modes d'interventionnisme direct à l'époque mercantiliste et de nos jours: manufactures, monopoles, sociétés d'économie mixte, participations financières de l'Etat dans les entreprises privées, nationalisation des usines.	28
III. — De l'interventionnisme en général et de son principe chez les mercantilistes et chez nous. — L'organisation de l'économie par les pouvoirs publics et l'intégration de l'économie au politique	40
IV. — Appendice: l'agriculture	52

CHAPITRE II

LE COMMERCE ET LA PROTECTION DOUANIÈRE	57
I. — La préoccupation de la balance commerciale chez les mercantilistes et de nos jours	57
II. — Cette préoccupation aboutit chez nous comme chez eux à la protection douanière. — La politique douanière de Colbert. — Quelques aperçus des	

	législations contemporaines anglaise, allemande, italienne et française	Pages 64
III. —	Intervention et réglementation commerciales chez les mercantilistes et de nos jours. — La taxa- tion des prix à l'époque actuelle	79
IV. —	Le nationalisme et l'économie fermée dans le mer- cantilisme. — L'autarchie actuelle: ses causes profondes. — L'exemple de l'Allemagne du III ^e Reich	86
V. —	Appendice: les colonies et le commerce	97

CHAPITRE III

ECONOMIE SOCIALE ET POPULATIONNISME	101
I. — Economie sociale: le point de vue mercantiliste et le point de vue actuel ou « la nation but suprême » opposée à « l'individu fin en soi »	101
II. — Populationnisme: les édits de Louis XIV et de Col- bert et les législations contemporaines italienne, allemande et française. Le populationnisme a pour première raison d'être: la guerre	111

CHAPITRE IV

LA MONNAIE	135
I. — Le crédit: importance attribuée chez les mercanti- listes et de nos jours à un crédit abondant et bon marché dans le développement économique d'une nation. La « démocratisation » actuelle du crédit et le rôle joué par l'Etat	136
II. — Les banques: « l'étatisation » et le contrôle ban- caire	143
III. — La monnaie: le néo-mercantilisme et sa recherche d'un accroissement artificiel de la circulation monétaire comme favorisant la production — la tendance actuelle à attribuer à la monnaie un rôle décisif dans l'économie générale	149
IV. — Les projets d'une monnaie mondiale à l'époque mercantiliste et de nos jours	161

TABLE DES MATIÈRES	221
--------------------	-----

V. — L'or: le mercantilisme et la croyance chrysohédonique — rôle attribué à l'or dans l'économie actuelle, le bullionisme contemporain	Pages 165
---	--------------

CHAPITRE V

ECONOMIE DIRIGÉE	179
------------------------	-----

I. — Essai d'une définition de l'économie dirigée — l'économie dirigée à l'époque mercantiliste et de nos jours — l'économie dirigée et l'union du politique et de l'économique — l'économie dirigée apanage des Gouvernements forts	179
--	-----

II. — L'économie dirigée polonaise	187
--	-----

CONCLUSION	193
------------------	-----

I. — Des grandes forces qui régissent les institutions; l'époque mercantiliste et l'époque actuelle: interventionnisme, culte de l'Etat et de sa puissance, recherche de la richesse nationale et économie fermée, nationalisme, recherche de la puissance militaire	193
--	-----

II. — De l'axiome: « Les mêmes causes engendrent les mêmes effets »	210
---	-----

DOCUMENTATION	215
---------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	217
---------------------	-----

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

PALAIS ROYAL, PARIS.

5-5-37.

